

Eugène Varga

Douze articles publiés de 1920 à 1938 dans

L'Internationale Communiste

1. *La situation économique de l'Europe occidentale*

L'Internationale Communiste, 1920, n°14, pp. 2703-2714

2. *Comment doit être composé le programme de l'Internationale Communiste*

L'Internationale Communiste, 1922, n°22, pp. 71-74.

3. *Esquisse de la Partie théorique du Programme de l'Internationale Communiste* (La période d'après-guerre)

L'Internationale Communiste, 1922, n°23, pp. 71-74.

4. *Les voies et les obstacles de la révolution mondiale*

L'Internationale Communiste, 1926, n°12, pp. 5-19

5. *Le sur impérialisme et la loi du développement inégal du capitalisme*

L'Internationale Communiste, 1926, n°4 (d'une nouvelle série...), pp. 259-264.

6. *La haute conjoncture en Allemagne et la classe ouvrière allemande*

L'Internationale Communiste, 1927, pp.1097-1104.

7. *La situation économique internationale*

L'Internationale Communiste, 1929, pp. 698-715

8. *Les Etats-Unis dans la période de déclin du capitalisme*

L'Internationale Communiste, 1929, pp. 964-968

9. *La débâcle boursière internationale, signe avant-coureur de la prochaine crise économique*

L'Internationale Communiste, 1929, pp. 1667-1682.

10. *L'issue capitaliste à la crise économique : maturation de la nouvelle crise cyclique*

L'Internationale Communiste, 1936, avril, n°4, pp. 428-443

11. *Où va le monde capitaliste ?*

L'Internationale Communiste, 1937, août, n°8, pp.735-744.

12.

L'Internationale Communiste, 1938, janvier, n°1, pp. 38-46

1. *L'Internationale Communiste*, 1920, n°14, pp. 2703-2714

La situation économique de l'Europe occidentale¹

Introduction

Deux années se sont déjà écoulées depuis que la guerre mondiale a pris fin. Mais la reconstruction ardemment désirée de l'économie capitaliste n'a pas encore réussi. Afin d'expliquer pourquoi il en est ainsi, nous devons montrer les transformations profondes que le capitalisme a subies du fait de la guerre.

L'accumulation incessante d'un capital réel était la base du développement du capitalisme moderne. La guerre interrompit tout à coup ce processus, qui fit place à un processus contraire : celui de l'appauvrissement progressif du monde capitaliste en richesses matérielles. On consommait, pendant la guerre, beaucoup plus qu'on ne produisait. La structure particulière de l'économie capitaliste permettait, néanmoins de masquer cet *appauvrissement réel en créant des milliards et des milliards de capital fictif*. Aux propriétaires des richesses réelles qu'il consommait, l'Etat donnait en compensation un capital fictif, présenté sous deux aspects. Tout d'abord le capital fictif des emprunts de guerre, assurant la possession d'une partie de la plus-value à produire par les générations futures. De la sorte, le revenu nominal du monde capitaliste, loin de diminuer, accusait une hausse, sur laquelle nous reviendrons par la suite, et l'appauvrissement du monde capitaliste en guerre était à la fois dissimulé aux yeux de chaque capitaliste considéré isolément et aux yeux de la classe capitaliste tout entière – La seconde forme de création du capital fictif consistait en émission, pour des centaines de millions, de monnaie fiduciaire que rien ne garantissait. Ce papier-monnaie différait, au point de vue économique, du papier-monnaie de l'époque antérieure en ce qu'il était émis, non pour faciliter les échanges et la conclusion de réelles opérations capitalistes, mais afin de compenser formellement les dépenses de richesses réelles faites pendant la guerre.

L'appauvrissement de ses richesses effectives s'étendit également aux moyens de production, considérés au sens étroit du mot.

Le sol s'épuisait par suite d'un amendement insuffisant et d'un travail négligé. Les transports étaient ruinés. Les machines s'usaient et n'étaient pas remplacées. En d'autres termes, ce n'était pas seulement la réserve de richesses qui diminuait rapidement pendant la guerre : la base matérielle de la production se détériorait rapidement. D'autres facteurs s'ajoutèrent à ceux-ci. Tout d'abord, l'industrie ne produisait, dans une large mesure, que pour la guerre, et sa productivité cessait de ce

¹ La rédaction de *L'Internationale Communiste* m'a chargé d'écrire sur la situation économique des Etats de l'Europe une série d'études. Je me suis efforcé de lui remonter que, dans les circonstances actuelles, cette tâche ne peut pas être remplie de façon *satisfaisante*. Les documents nous parviennent avec de gros retards et d'ailleurs incomplets. Leur étude, le travail subséquent de traduction et d'impression de ces articles en retarderont la publication au point que, pour le lecteur des pays autres que la Russie, la situation économique s'étant modifiée, mon travail risque de ne présenter souvent qu'un intérêt rétrospectif. D'autre part, il faudrait, pour remplir cette tâche de façon satisfaisante, disposer de tout un personnel afin de tirer parti de toute la documentation étrangère. J'ai du m'incliner pourtant devant cet argument : que les articles insuffisants valent mieux que rien.

fait d'être économiquement utile ; ensuite — et c'était un facteur absolu de régression — des richesses étaient détruites sur les théâtres des opérations militaires ; enfin, - et ce facteur devrait être mentionné en premier lieu — la capacité de travail de la main-d'œuvre ne cessant de diminuer, la production tombait irrésistiblement. Les pertes en main d'œuvre étaient en partie temporaire (des millions d'hommes mobilisés étaient arrachés au travail productif), en partie définitives, quand il s'agissait de tués, de mutilés ou de travailleurs invalidés, à l'arrière, par les privations et l'insuffisance d'alimentation.

La régression continue de la production entraîna, dès les premières années de la guerre, un appauvrissement économique général. Ce fait, coïncidant avec les emprunts de guerre dont le système empêchait la diminution du revenu nominal, engendra dans le monde entier, la hausse des prix. A une somme, chaque jour moindre de produits de l'industrie, correspondait un revenu nominal demeuré fixe ou augmenté par les bénéfices de guerre. La disette des produits offrait à son tour un large champ d'action à la spéculation et provoquait ainsi une hausse nouvelle du revenu nominal. Les prix montèrent en conséquence au fur et à mesure que baissait la production. De la sorte, sorte, ce n'est pas l'émission du papier-monnaie qui provoqua, comme l'affirment unanimement les économistes bourgeois, la hausse des prix, mais bien la diminution de la production concomitante à l'augmentation du revenu nominal la hausse des prix atteignait naturellement un degré correspondant à l'utilité des produits dont les plus indispensables ; tels ceux de l'agriculture et les denrées alimentaires, furent les plus chers. Dans le monde entier, dans les pays belligérants au premier chef, et surtout dans ceux de l'Europe Centrale, qui se trouvaient complètement coupés des marchés du monde, une crise de ravitaillement sans précédent se manifesta. Il en résulta une transformation radicale dans la corrélation des forces entre la ville et la campagne. Alors qu'en période de développement capitaliste normal la ville domine la campagne, l'Europe industrielle domine les régions agricoles, la déformation économique militaire du capitalisme amena ce résultat, que les campagnes exploitèrent la ville, que les pays agricoles s'émancipèrent dans une large mesure de l'hégémonie économique de l'Europe industrielle.

Cette transformation économique fut facilitée par le fait que toutes les obligations de la campagne à l'égard de la ville sont d'une façon générale fixées en sommes d'argent : loyers, intérêts sur prêts, impôts, etc. La hausse des prix, d'autre part, signifie une baisse constante de la valeur de l'argent. On comprend que la campagne, dont les obligations envers la ville s'expriment en unités monétaires nominales, ne dut désormais payer que le dixième ou le trentième de ce qu'elle payait naguère. Ce qui fut la cause d'une nouvelle diminution du ravitaillement des villes et des régions industrielles, diminution que nous constatons encore aujourd'hui.

La conséquence ultérieure de cette situation fut l'action réciproque de l'élévation des prix et de celle des revenus nominaux : l'une accrût l'autre, et réciproquement. La hausse des salaires, ayant été, dans le monde entier, fortement distancée par celle du prix des vivres, les victimes de cet état de choses furent les ouvriers. L'appauvrissement réel du monde capitaliste tout entier se manifesta bientôt nettement par la baisse *du niveau de bien-être de la classe ouvrière*. Si, en régime capitaliste, l'énorme accumulation de moyens de production abrégait de plus en plus la durée du travail de l'ouvrier et si, par suite, le niveau de l'existence de ce dernier pouvait s'élever — bien que très lentement, - ou tout au moins, ne pas baisser, il arriva pendant la guerre, que les conditions d'existence du prolétariat empirèrent brusquement dans des proportions terribles¹.

¹ La littérature scientifique du monde ne possède pas de statistique digne de confiance sur les conditions de vie de

L'abaissement du bien-être matériel de l'ouvrier, abaissement provoqué par la diminution de la production, fut à son tour la cause d'une nouvelle diminution de cette même production. Mal nourris, les travailleurs ne purent s'acquitter de leurs tâches comme auparavant. Des causes psychologiques, telles que le mécontentement suscité par les mauvaises conditions d'existence et une guerre absurde aggravèrent encore la crise de la production.

L'économie militaire se développa de la sorte dans un cercle vicieux et ce fut tout le problème, tout le problème insoluble qu'on ne peut pas encore, après la fin de la guerre, résoudre dans les limites du capitalisme. Les ouvriers, dans le monde entier, exigent une augmentation du niveau moyen de leur existence qui les ramènerait tout au moins aux conditions d'avant-guerre. La diminution des forces productives dans le monde entier et la diminution de la productivité de la classe ouvrière elle-même ne permettent pas de satisfaire à cette revendication en régime capitaliste, même si les capitalistes renonçaient temporairement à leurs bénéfices, postulat évidemment impossible. Celle exigence ne pourrait être satisfaite que si l'on pouvait d'abord accumuler de nouveau les moyens de production tirés de la plus-value et restaurer ainsi l'industrie. Mais l'accumulation réelle est maintenant impossible, le rendement inférieur du travail, en régime capitaliste, ne permettant, par rapport à la consommation journalière, aucune surproduction.

Ces aspects généraux de la crise du capitalisme ne se manifestent pas de même dans tous les pays. C'est une des particularités des capitalismes d'après-guerre que, par suite des différents degrés de déformation militaire-économique, il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale unique.

Le monde capitaliste s'est démembré ; ses parties n'ont plus d'unité économique. La crise du change est la manifestation extérieure de ce démembrement.

Naguère l'argent, - équivalent réalisé du temps de travail de l'ouvrier, - avait, en régime capitaliste, une valeur générale, mondiale. C'est-à-dire que les monnaies des différents Etats capitalistes, étaient, en dehors de minimes oscillations économiques, estimées à leur valeur nominale, celle de l'or qu'elles représentaient. A l'heure actuelle, il n'y a plus à proprement parler de monnaies qui aient une valeur mondiale. L'or - en somme l'étalon monétaire mondial, - est, dans la plupart des Etats, sorti de la circulation, et la monnaie fiduciaire subit dans tous les pays de très grandes variations de valeur qui transforment tous les échanges commerciaux internationaux en spéculation. Si l'on considère de ce point de vue le monde capitaliste tel qu'il est actuellement, il se divise en cinq vastes groupements économiques : 1) L'Angleterre et son empire colonial ; 2) Les Etats-Unis et les Républiques sud-américaines qui ont le moins souffert de la guerre ; 3) L'Europe centrale ; 4) la Russie ; 5) le groupe sino-japonais de grandes puissances. Nous avons l'intention d'étudier dans les articles suivants la situation générale de ces vastes régions économiques en commençant par l'Europe Centrale, par celle, en d'autres termes, où la déformation économique militaire atteint son plus haut degré. Nous examinerons ensuite la vie économique anglaise, sur laquelle nous avons des données matérielles plus riches.

La crise économique en Europe occidentale.

Si nous laissons de côté les régions agricoles de la péninsule balkanique, l'Europe continentale

l'ouvrier. Mais la consommation des aliments de première nécessité - pain, sucre, café, beurre - en France et en Angleterre, par exemple, montre que le niveau de bien-être de la classe ouvrière s'était quelque peu élevé pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

nous apparaîût (y compris l'Angleterre) comme la patrie du capitalisme, *l'Atelier du Monde*. Elle était auparavant étroitement rattachée à l'économie mondiale. D'une façon générale, elle exportait sur tous les marchés du monde des articles manufacturés, en échange desquels elle recevait des denrées et des matières premières. Elle était autrefois partagée entre plusieurs grandes nuisances : France, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie et Russie (cette dernière, maîtresse de la Pologne, pénétrait très avant dans l'Europe centrale). Une série de petits Etats capitalistes épargnés par la guerre, à l'exception de la Belgique, complétait le tableau. Toute cette région économique formait un tout compact, en dépit des systèmes de tarifs protecteurs appliqués par les grandes puissances dans leur politique douanière.

La paix de Versailles a complètement modifié la carte politique de cette région. La monarchie austro-hongroise s'est démembrée en une série de petits Etats, l'Allemagne s'est vu ravir divers territoires, la Pologne a recouvré son indépendance de même que les petits Etats limitrophes de la Russie. De petites enclaves indépendantes ont surgi dans différents pays : les territoires de la rive gauche du Rhin occupés par les troupes françaises, le Luxembourg arraché à l'Allemagne, Dantzig et Fiume autonomes, l'Autriche Allemande affamée. De petits Etats chaotiques, brouillés les uns avec les autres, ont été formés, aggravant encore la crise de la production par la rupture des liens naturels entre les différents centres.

Dans toute cette région économique, tant dans les pays vainqueurs que dans les pays vaincus, une crise économique grave sévit actuellement. Ses causes générales sont celles que nous avons énumérées au début de cet article, comme causes déterminantes de la crise économique du système capitaliste tout entier. Cette région ayant été le théâtre de la guerre, la crise y revêt pourtant les formes les plus aiguës.

La baisse de la production est surtout évidente en ce qui concerne l'extraction du charbon. Avant la guerre, l'Europe pouvait se suffire à cet égard ; les ports seuls et les régions côtières recevaient du charbon anglais apporté à peu de frais par des bateaux qu'il servait à lester. A l'heure actuelle, l'extraction de la houille est tombée, en Allemagne, à 60% de ce qu'elle était auparavant. En France, elle est tombée de moitié. Et le manque de combustible paralyse toute la vie économique.

La cause de cette baisse de rendement de l'industrie houillère réside dans la diminution du rendement des mines, diminution déterminée par divers facteurs économiques et sociaux. Au nombre de ces facteurs économiques se rapporte l'exploitation sans vergogne des mines les plus riches pendant la guerre, l'usure du matériel, la diminution (par suite des pertes de guerre) du nombre des ouvriers qualifiés, l'alimentation insuffisante des travailleurs, la réduction à 7 heures de la journée de travail. La profonde répugnance des mineurs à travailler pour des entreprises privées est une cause sociale. Et tous les efforts d'intensifier la production se sont heurtés à ce dernier obstacle. C'est en vain que les chefs des syndicats allemands s'efforcent, en bons serviteurs du capital, à stimuler la production en encourageant au travail des heures supplémentaires. C'est en vain que les salaires sont élevés et que l'on prodigue aux ouvriers les promesses d'amélioration de leur ordinaire ; les mineurs exigent la socialisation des mines et ne semblent pas disposés à intensifier leur travail à seule fin de restaurer le capitalisme. En Haute-Silésie, la production est en outre paralysée par le conflit polono-germanique, comme elle l'est dans le bassin de la Ruhr par l'occupation française¹.

¹ On trouvera un résumé détaillé de la situation de l'Europe en ce qui concerne l'industrie charbonnière dans le livre de Keynes sur les conséquences de la paix de Versailles.

Les mines du nord de l'Ici traitée ont été si profondément ruinées par les Allemands, que la production ne pourra reprendre dans quelques-unes que vers 1930¹. Et l'Angleterre ne peut venir en aide à la France, la production de l'industrie minière étant aussi tombée chez elle, tandis que la consommation du pays augmentait. Des dispositions ont donc été prises pour empêcher l'exportation de la houille anglaise, et nous recevons à l'instant la nouvelle que le gouvernement anglais projette de prohiber toute exportation, afin de constituer des réserves en prévision d'une grève de mineurs (*Vossische Zeitung* 16 septembre 1920).

L'Amérique du Nord pourrait, il est vrai, fournir du charbon à l'Europe, mais les conditions du change sont si défavorable au trafic avec l'Amérique, que le charbon américain ne peut être employé qu'à titre d'exception.

L'Europe occidentale manque de charbon. C'est là une des causes principales de la crise actuelle. Le résultat en est que les divers Etats intéressés se disputent les mines, ce qui aggrave encore la crise économique. *C'est ainsi que les hauts-fourneaux de Styrie ont dû s'éteindre parce que les Tchèques refusent à l'Autriche le charbon dont elle a besoin* ; le dernier haut-fourneau s'est éteint en mai. Il en est de même pour le Luxembourg, qui figure pourtant parmi les Etats victorieux. L'industrie métallurgiste luxembourgeoise souffre de la pénurie du coke. 37 hauts-fourneaux sur 47 sont inactifs et ceux qui restent en activité, ne donnent qu'un rendement minime. Leur activité est d'ailleurs intermittente². Les arrangements de Spa représentent une tentative de modifier par la violence politique, au profit de la France, la situation faite à l'Europe centrale par le manque de charbon. Cette tentative semble avoir réussi dans une

[L'imprimeur de 1920 – ou le photocopieur un siècle plus tard - a fait sauter les pages 2709-2710... en répétant les pages 2711-2712]

branches les plus développées de l'industrie en dépit de l'admission de ce principe au programme de tous les gouvernements socialistes ou à demi-socialistes de l'Europe centrale, en dépit de la formation d'un très grand nombre de commissions, qui ont noirci une quantité formidable de papier, que jusqu'à présent, aucune branche « développée » n'a été socialisée. Ajoutons ici que la socialisation capitaliste ne changerait d'ailleurs rien à la crise de la production.

La division des Etats de l'Europe continentale accroît d'une façon inouïe l'intensité de la crise. Chaque Etat voudrait se suffire à lui-même et ne produire que pour ses propres besoins. Des industries se créent artificiellement dans les conditions les plus désavantageuses ; d'anciennes entreprises, avantageusement situées, cessent de fonctionner *parce que le charbon dont elles ont besoin — ou toute autre matière — est retenu par quelque Etat voisin*

La crise de la production, si nos observations générales sont justes, est la cause déterminante de

¹ En temps de paix, la France consommait annuellement 60 000 000 de tonnes de charbon, dont 40 millions provenaient de ses propres mines, les 20 autres étant importées d'Allemagne et d'Angleterre. Elle produit à présent la moitié de ce qu'elle produisait autrefois, c'est-à-dire 20 millions de tonnes ; quant à l'importation, elle dépassera de peu 20 millions de tonnes, si l'Allemagne tient ses engagements contractés à Spa. Le déficit en charbon est donc de 20 millions de tonnes, soit 33% (*Times*. du 2 août 1920).

² *CF, Berliner Tageblatt* du 36 août 1920. Les visiteurs étrangers revenus de Russie parlent beaucoup de la baisse de la production dans ce pays. La situation n'est guère meilleure en Europe centrale. Mais la production de la Russie suit déjà une courbe ascendante, tandis que celle de l'Europe centrale continue à baisser.

toutes les autres crises. Cherté des vivres, création constante d'un nouveau capital fictif, accroissement incessant de la monnaie fiduciaire : autant de conséquences de la crise de la production.

La cherté des vivres ne cesse de croître. Les renseignements précis nous font malheureusement défaut sur les Etats de l'Europe continentale, mais nous savons qu'en Angleterre, c'est-à-dire dans un pays dont la situation économique est beaucoup meilleure, la hausse des prix ne s'est arrêtée momentanément qu'en mai dernier. Le budget de l'ouvrier allemand tend encore à s'accroître ; en France, la distribution des allocations de secours a cessé aussitôt après les élections. L'Italie ne peut supporter plus longtemps une dépense annuelle de 7 milliards à seule fin d'abaisser le prix du pain. « La pauvre Autriche » est logée à la même enseigne. Si même la hausse des prix sur le marché mondial cessait - ce que nous ne croyons pas possible — tout le bénéfice de cette circonstance serait annulé pour les Etats de l'Europe centrale, par la baisse de leur change par rapport à celui des Etats de la sphère économique anglo-américaine.

La crise prolongée de la production provoque une crise financière permanente. Les banques des Etats en question émettent chaque mois de nouveaux milliards de papier. Des chiffres précis sont à chaque semaine publiés dans la presse bourgeoise¹.

La monnaie fiduciaire s'est complètement détachée de sa base métallique, et son cours subit, par suite de la spéculation, de constantes variations. L'argent a cessé d'être une valeur, l'équivalent obligatoire, admis par la société, du temps du travail. L'argent n'a plus de valeur constante, ni en deçà, ni au delà des frontières d'un pays donné².

Tout achat, toute vente devient spéculation. Dans beaucoup d'endroits, en outre, l'argent a cessé d'être une valeur d'échange universellement reconnue et a perdu sa capacité absolue d'achat. Les paysans qui ont déjà amassé d'énormes quantités de papier-monnaie, se refusent à livrer les produits de la terre pour de l'argent et demandent des articles manufacturés, Comme en Russie;

Et le flot de papier-monnaie ne cesse de grossir. En France et en Italie, le déficit budgétaire équivaut à peu près à la moitié du revenu ; en Autriche et en Pologne, il est trois et cinq fois plus grand que le revenu. Il n'y a pas de financier et de politique bourgeois qui aient une idée tant soit peu raisonnable de la remise en équilibre du budget de ces Etats.

On ne réussit même plus à rejeter le fardeau sur la génération suivante en créant un capital fictif. Le public ne souscrit plus aux emprunts d'Etat. La bourgeoisie n'a plus confiance en la solvabilité de l'Etat. La Tchécoslovaquie a déjà eu recours à l'emprunt obligatoire en surchargeant ses billets de banque. La Hongrie a fait de même. Les ressources ainsi réalisées n'ont suffi que pour quelques mois, au bout desquels il a de nouveau fallu recourir aux planches d'impression.

Nous voyons ainsi toute l'étendue de la ruine de l'économie capitaliste. La diminution des

¹ Cette bacchanale est surtout intense en Pologne. A la fin d'octobre 1918, il y avait en Pologne pour un milliard de papier-monnaie ; au début de 1919, pour 5 milliards ; le premier juillet 1920, pour 20 milliards, - et deux mois plus tard (premiers jours de septembre), pour 78 milliards (*Vossische Zeitung* du 15 octobre).

² Les oscillations du change étranger sont énormes. La spéculation est effrénée. Des situations incompréhensibles se créent. C'est ainsi que l'on cotait le 14 octobre à Berlin, l'argent italien à 850, les billets de banque espagnols à 950, des légions de petits spéculateurs achetaient du papier espagnol. Par contre, les valeurs transmises par télégraphe à Helsingfors se cotent 180, tandis que le papier finlandais ne vaut que 140. — *Berliner Tageblatt* du 15 septembre

moyens de production et des richesses accumulées en est la cause dominante ; la diminution de la productivité du travail, conséquence de la diminution de la main-d'œuvre, de l'accroissement prodigieux du capital fictif et de l'insuffisance d'alimentation du prolétariat, en sont les causes secondes La crise du charbon en est la manifestation la plus aigüe.

La crise du charbon conditionne celle de toutes les branches d'industrie ; elle provoque l'émission incessante de papier- monnaie et la crise financière. Les efforts des différents Etats pour se soustraire à la nécessité d'exporter, portent préjudice à la production et augmentent l'intensité de la crise dont les deux manifestations les plus caractéristiques sont la hausse constante des prix et le chômage.

* *

*

Une analyse plus approfondie du tableau général que nous venons de tracer permet de distinguer les traits caractéristiques de la situation dans les différents pays. Et l'on aperçoit facilement trois lignes de développement de la crise.

1. Toute l'économie de l'Europe continentale tombe de plus en plus dans la dépendance des sphères économiques anglo-américaines. En France et en Italie, cette dépendance s'exprime par la croissance des dettes envers l'Angleterre et l'Amérique ; dans d'autres, pays, et surtout dans les Etats limitrophes de la Russie (mais aussi en Hongrie, en Roumanie, en Pologne et en Allemagne), cette dépendance s'exprime par l'introduction du capital anglais dans les entreprises de l'industrie et du transport. Les Etats limitrophes de la Russie sont en fait des colonies anglaises. La Lettonie songe déjà à placer ses finances sous le contrôle de la Grande-Bretagne. En Europe centrale, l'Angleterre s'est emparée de la navigation du Danube. La dépendance du bloc de l'Europe continentale de l'économie anglo-américaine se révèle encore par la crise du change.

2. A l'intérieur du système de l'Europe continentale, nous observons les tentatives couronnées de succès de la France et de l'Angleterre, pour exploiter les pays vaincus en y plaçant des capitaux. Bien que la France et l'Italie souffrent elles-mêmes du manque de capitaux réels, le cours élevé du change leur donne la possibilité d'acheter à très bas prix, dans les pays vaincus, des usines, des chemins de fer, des terres et des titres variés. Nous voyons ainsi le capital français se conquérir une situation dans la grosse industrie de l'Allemagne occidentale et dans les grandes banques de Vienne et de Budapest. Le capital Italien trouve à se placer dans les banques hongroises (Banque Hongroise, Banque Italo-hongroise, etc.). Mais ces nouveaux placements des capitaux ne font que modifier la répartition de la plus-value dans les différents pays, sans rien changer à l'état de crise.

3. Nous voyons enfin que les régions agraires à l'orient de l'Europe continentale - Hongrie, Serbie, Roumanie, — tendent à user comme d'un monopole de leurs réserves de vivres, et à exploiter leurs voisins au moyen de primes à l'importation et à l'exportation. Ces pays tentent ainsi de récupérer la plus-value que leur ôte le capital étranger. La pire situation est celle des Etats de l'Europe centrale — Allemagne, Autriche, Pologne, — qui ne peuvent ni placer leurs capitaux à l'étranger, ni exporter des vivres et se voient exploités des deux côtés : ici, par le capital des Etats de l'Europe occidentale et là par les spéculateurs de l'Europe orientale, détenteurs des réserves alimentaires.

* *

*

La crise économique a pour conséquence une crise sociale des plus graves. Des centaines de milliers de petits artisans sont, par suite de la guerre, devenus des prolétaires. Des catégories sociales considérables par le nombre, vivant d'un revenu fixe — fonctionnaires de l'Etat, employés, intellectuels - ont été prolétarisées, l'augmentation des traitements, étant loin de correspondre à la baisse de la valeur de l'argent. Quant au prolétariat, stimulé d'une part par l'aggravation de sa situation matérielle, devenu, de l'autre, plus conscient -ayant acquis à la guerre l'habitude des armes et comprenant de plus en plus nettement, qu'il n'y a pas en régime capitaliste d'issue à la crise, il est de plus en plus inévitablement poussé dans la voie révolutionnaire. La dictature prolétarienne réprimée en Hongrie avec tant de férocité, les insurrections répétées de l'Allemagne, la prise de possession révolutionnaire des fabriques et des terres en Italie, lui montrent la solution.

2.

Comment doit être composé le programme de l'Internationale Communiste

La Question principale

La difficulté essentielle, dans la question du programme, réside en ceci : Comment est-il possible de préparer un plan général de stratégie qui soit applicable dans la lutte de tous les partis communistes, stratégie ayant non seulement une *valeur générale*, mais étant également *concrète*, c'est-à-dire ne se contentant pas de formuler les règles théoriques de la lutte de la classe ouvrière, *en général*, mais une *stratégie concrète et positive* de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir politique, appropriée au stade actuel de l'histoire mondiale.

Certains camarades nient la nécessité d'établir une stratégie de ce genre, ils repoussent du programme la question de stratégie comme une question « tactique » et la relègue dans le champ du travail des sections particulières. Avec la plus grande assurance, on tire argument des situations et des rapports concrets, des brusques changements dans le développement même du combat, etc. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'un théoricien aussi excellent que le camarade Boukharine se trouve parmi ces camarades-là. Pour ma part, je n'hésite pas à prétendre que ceci ne serait rien moins qu'une *déclaration de faillite du Marxisme*.

Aucune différence d'opinion ne se manifestant en ce qui concerne le but, le fait d'invoquer « les différences de situations » et « les changements rapides qui s'y produisent » équivaut à dire ceci : « Nous ne sommes pas en mesure de nous représenter théoriquement l'époque historique actuelle, ni de la dominer théoriquement. » Reléguer ce problème dans le domaine de la tactique, c'est l'esquiver, ce n'est pas fournir un mot d'ordre.

Je voudrais ne donner prise à aucun malentendu. Je ne prétends en aucune façon que le terrain soit prêt, dans tous les pays, pour l'emploi d'une stratégie concrète unique, mais qu'il doit être possible de diviser ce terrain en quelques grands groupes de pays — ainsi que le camarade Zinoviev l'a indiqué dans le discours prononcé par lui au moment de la discussion — de tracer théoriquement les grandes lignes de développement particulières à chaque catégorie, et d'indiquer — non pas d'une façon abstraite, mais concrètement — les différentes étapes de la lutte de classes.

Ceci doit être fait d'une façon si concrète, si complètement, qu'aucun doute ne doit exister, dans aucun parti communiste, dans aucun pays et à aucun moment des dix prochaines années (environ) sur la question de savoir à quelle catégorie son pays appartient, et à quel point de son développement il en est momentanément. Cette base théorique étant acquise facilitera de beaucoup la préparation de la stratégie appropriée à chaque catégorie de pays et à chaque étape. *Il reste aux programmes des sections particulières à établir : Pourquoi leur pays appartient à telle ou telle catégorie, à quelle phase du développement il se trouve, ce qu'il y a de spécial dans les rapports de puissance des classes, et quelles modifications le plan de stratégie générale doit, çà et là, subir. Enfin, il reste à définir, pour des périodes très courtes — un à trois ans>- un programme d'action tout à fait concret.*

J'insisterai une fois de plus sur ceci : *Nous pourrions préparer et concrétiser notre stratégie exactement dans la mesure où s'étendra notre conception théorique.* Qui prétendrait avoir une claire vision théorique du développement des classes les unes par rapport aux autres sans pouvoir dire comment la lutte peut être menée une fois ces conditions connues, montrerait par là, non seulement qu'il n'est nullement un homme politique, mais qu'il ne veut pas prendre la responsabilité de ses conceptions théoriques, ne croyant pas lui-même à leur justesse.

Le succès ou l'insuccès du programme à établir comme moyen de combat du prolétariat dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique (et ce doit bien être en réalité un *moyen de combat* et non point une lecture destinée aux membres du Parti) dépendent entièrement de l'exactitude de l'analyse théorique qui sera faite de la situation mondiale actuelle.

L'Etablissement du Programme

Ce point de vue essentiel commande la construction totale d'un programme de l'I. C. On peut, en général, faire les remarques suivantes:

Le programme doit offrir au prolétariat révolutionnaire un tableau complet de la situation économico-politique mondiale dans son développement historique. Il doit, succinctement mais clairement, impliquer qu'on doit compter sur la venue au Parti Communiste des grandes masses prolétariennes qui n'ont pas encore conscience de la situation politique.

La composition du programme doit être historique et suivre à peu près la méthode suivante :

I. — L'EPOQUE PRECAPITALISTE.

Les classes des sociétés pré-capitalistes — esclaves, serfs, sujets, etc. — Rapide et courte esquisse analogue à celle du manifeste communiste. Insister sur :

1. Le fait permanent de l'*exploitation* à travers les organisations différentes.
2. Le rôle de la *puissance de classe* et du *monopole de l'armement réservé à la classe dirigeante* permettant et protégeant ainsi l'exploitation.
3. Le *monopole de l'éducation* réservé à la classe dirigeante, permettant la propagation exclusive de sa propre idéologie.
4. Le rôle de l'Etat comme organe de la puissance de la classe dirigeante.

II. — L'EPOQUE DE CONSOLIDATION DU CAPITALISME.

1. *Le capitalisme, basé sur la concurrence libre* (cet exposé ne comporte aucune difficulté, des analyses de Marx et d'Engels s'y rapportant). Souligner le rôle de l'Etat et de son appareil (Lénine : *l'Etat et la Révolution*) et le fait de l'amélioration réelle de la vie de la classe ouvrière.

2. *Le capitalisme « organisé »*, environ vingt ans avant la guerre. Ceci doit être un peu plus détaillé.

La concentration technique des usines atteint son extrême limite; concentration dans les sens horizontal et vertical, ainsi que l'étatisation (trusts d'Etat, Boukharine).

Concentration aiguë de la fortune, et surtout du pouvoir économique entre les mains d'un très petit groupe de capitalistes dirigeants. L'antagonisme entre la grosse propriété foncière et le capital s'affaiblit. L'« organisation » du capital permet de rejeter le fardeau des crises sur le prolétariat. Le

niveau de la vie de l'ouvrier reste stationnaire (Kautsky, *le chemin du pouvoir*, nouvelles enquêtes américaines). La méthode du crédit et celle des petites actions permettent à des cercles plus éloignés de recevoir des miettes de la plus-value et de l'intéresser à la consolidation du capitalisme. Infériorisation des colonies. Rôle de l'aristocratie ouvrière dans le pouvoir colonial. Croyance à la stabilité absolue du capitalisme parmi les masses prolétariennes. Impérialisme. Groupement concret des pays. La guerre mondiale, conséquence inévitable des conflits d'intérêts entre les puissances impérialistes. Caractérisation rapide de la guerre économique et des conséquences de la guerre.

III. — L'EPOQUE DE L'EBRANLEMENT DU CAPITALISME ET DU PASSAGE A LA DICTATURE DU PROLETARIAT. -

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le succès ou l'insuccès du programme dépendent absolument de la façon dont sera faite l'analyse théorique de cette époque. *Il est donc absolument nécessaire que les meilleurs cerveaux de l'I. C. participent de toutes leurs forces à ce travail.*

Quelques essais existent sur ce sujet, mais, à mon avis, ils sont insuffisants. Le livre de Boukharine sur *l'Economie de la période transitoire* est une contribution importante. Mais il donne seulement une vision abstraite de la « décadence du capitalisme ». Or, nous avons besoin d'une représentation concrète et d'une définition théorique des tendances actuelles. Pour nous, l'essentiel n'est pas : « *Comment le capitalisme tombe en ruines ?* » mais « *la destruction du capitalisme se produit-elle dans un laps de temps assez court pour qu'on puisse lui opposer un programme ?* » La destruction s'opère-t-elle d'une façon continue, ou bien les tendances aux prises seront-elles assez puissantes pour permettre à une reconstruction momentanée du capitalisme de se produire ? *Quel rôle assume le prolétariat lui-même dans ce processus de destruction et de quelle manière, au moyen de quelle stratégie le facteur prolétariat y contribuera-t-il ?*

L'analyse de Boukharine ne peut en aucun cas servir de réponse à cette question précise.

J'ai moi-même essayé, dans mes *Problèmes économiques et politiques*, de rassembler les effets et les causes de la crise du capitalisme. Il n'y a pas mal de choses justes dans ce livre — du moins je le crois. *Mais, dans son ensemble, cette analyse n'est pas exacte parce qu'elle généralise à l'échelle mondiale les effets existant dans l'Europe Centrale vaincue et en faillite.*

Infiniment de choses de valeur sont contenues dans les différentes thèses et manifestes du troisième Congrès de l'I. C. Mais il y manque en général la base d'un programme et elles souffrent du fait qu'elles sont trop immédiates, destinées à la *période trop courte* qui va d'un Congrès à un autre, et *trop découpées*.

Ce même défaut se fait sentir aussi dans mon essai : « Crise de l'économie du monde capitaliste » où j'ai rassemblé les tendances générales du développement économique dans les trois années qui ont suivi la guerre. En résumé : s'il est vrai que de nombreux travaux préparatoires ont été faits, le travail fondamental est encore à faire.

Je voudrais maintenant *essayer de faire*, sans aucune prétention au définitif ni au complet, une courte esquisse des tendances les plus importantes :

1. L'époque actuelle peut, avant tout, envisagée sur le plan mondial, être caractérisée par l'instabilité ; cette instabilité se manifeste :

Economiquement, par l'absence d'une *monnaie mondiale*, par les oscillations énormes du marché des changes, par la disproportion des prix, et les différentes conjonctures ; *politiquement*, par la coexistence de systèmes sociaux d'un caractère contradictoire (Etat soviétique, Etat capitaliste),

par les crises ininterrompues dans la politique extérieure (guerres et menaces de guerre) des pays capitalistes, par les perpétuelles crises gouvernementales et les changements rapides à l'intérieur des Partis, aussi bien bourgeois que prolétariens ; *socialement*, par l'incertitude de l'existence individuelle, par les rapides enrichissements et appauvrissements, par les chômages, par la pénurie de main-d'œuvre, par les luttes pour les salaires, etc.

2. *Intensification des conflits de classe*. La conscience de classe révolutionnaire du prolétariat se développe. Les grandes masses du prolétariat ne croient plus que la classe dirigeante soit inébranlable (cette tendance s'affermir ou s'affaiblir selon que la Russie des Soviets est ou non victorieuse dans les domaines militaire, économique ou diplomatique). Exaspération de l'antagonisme entre la ville et la campagne, entre les paysans et la bourgeoisie. Les masses paysannes forment leurs partis, propres; dans certains pays elles conquièrent même de l'influence sur les gouvernements. L'Etat et l'appareil d'Etat n'apparaissent plus suffisamment puissants à la classe dirigeante; partout se forment des organisations défensives de classe.

La base économique de formation de ces groupes antagonistes est, de chaque côté, *la diminution de la production* sur le plan mondial.

En conséquence, le revenu commun diminuant, la lutte entre les classes s'intensifie pour le partage du dividende social annuel. Ce sont les conséquences de la guerre qui amènent cette diminution de la production : amoindrissement des moyens de production, perte par millions de forces ouvrières, abaissement de la capacité de travail des ouvriers. Ceci d'ailleurs est à la fois une cause et une conséquence; une mauvaise nourriture les rend incapables de produire autant qu'auparavant.

La diminution de la production ne se répartit pas d'égale façon sur tous les pays de la terre. Certains pays ont vu, depuis la guerre, s'accroître leur appareil de production et leur capacité de production (Etats-Unis). La chute des autres pays en est d'autant plus grande (Allemagne). Mais tous sont soumis à la crise, partout une énorme instabilité se manifeste de différente façon, dans les rapports sociaux; ceci justifie la nécessité d'une rapide classification des pays.

Si nous voulons (ce qui est indispensable) entrer plus avant dans les détails, il faut que les pays du monde soient groupés entre eux, et d'après la réponse aux deux questions suivantes : De quelle façon le capitalisme existe-t-il économiquement et dans quelle mesure l'appareil d'Etat est-il intact ou non ?

1. — *Catégorie d'Etats capitalistes ayant leur appareil de production et de circulation intact.*

a) Ceux qui possèdent dans leur propre pays ou dans des territoires placés sous leur domination une base agricole suffisante et les matières premières suffisantes, ceux qui se « suffisent à eux-mêmes », ce qui permet d'envisager, indépendants du sort de l'Europe, une vie plus longue en régime capitaliste (Etats-Unis, Canada, Australie, Afrique du Sud, Japon, Amérique du Sud)¹.

b) Ceux qui ne possèdent pas de base agricole ni de matières premières suffisantes et sont, par conséquent, liés au sort du reste du monde. (L'Angleterre et les pays neutres d'Europe.)

2. — *Groupe d'Etats capitalistes avec appareil de production et de circulation très amoindri.*

¹ Ce sont les premiers de ces pays qui correspondent le plus purement au type que nous voulons caractériser.

a) *Pays vainqueurs* qui, à la suite de la guerre, n'ont pas fait de Révolution politique, et où l'appareil d'Etat est encore à peu près intact. (France, Belgique, Roumanie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne. Il n'est pas déterminé si l'Italie appartient à ce groupe ou au groupe b), car elle a affaibli son appareil d'Etat.)

b) *Pays vaincus*, où la Révolution politique s'est produite et où le pouvoir d'Etat est très faible. (Autriche, Allemagne, Bulgarie; Grèce et Turquie d'Europe également.)

c) Pays où la dictature du prolétariat a été interrompue. (Hongrie, Bavière.)

3. — *Territoires dominés par l'exploitation étrangère (colonies).*

Indes (anglaises, françaises, hollandaises), Chine, Afrique, etc.¹.

4. — Groupe des Etats Soviétiques.

Il convient encore d'examiner quelles formes l'instabilité prend dans les groupes de pays où des efforts politico-économiques existent pour ramener la stabilité économique et sociale dans chaque pays du groupe. *Economiquement* : Tendances à l'autocratie, émigration des capitaux. *Socialement* : armement de classe, formation d'une aristocratie ouvrière et protection du capitalisme par les syndicats et la bureaucratie des partis. *Politiquement* : tentative de la puissance impérialiste pour former une organisation mondiale pour la protection de tout le capitalisme (Société des Nations), armements des empires impérialistes en vue de nouvelles guerres !

Ensuite, analyse précise de l'acuité des conflits au sein de la classe bourgeoise (luttres entre agrariens et capitalistes, paysans et citoyens, etc.).

Finalement, analyse de la situation dans les Etats Soviétiques. Influence de la situation de la Russie Soviétique sur la situation mondiale d'une part, influence de l'isolement sur la situation de la Russie des Soviets, de l'autre.

La préparation de la *Stratégie de la Conquête du pouvoir* pour les pays-types des catégories de pays différents représente tout un cycle de travaux que je ne tiens pas à assumer. Des camarades plus compétents que moi s'y emploieront.

D'autre part, c'est, en ce qui concerne les tâches qui suivront la conquête du pouvoir, à mon avis, que commencent les premières difficultés; les problèmes politiques et économiques qui se présenteront, au début de la dictature, devront être étudiés par des camarades de confiance; ainsi, par exemple, le sabotage des intellectuels, les manquements à la discipline parmi le prolétariat, l'opposition paysanne, la nécessité d'affecter les meilleures forces à la protection de la dictature. Il faut bien insister sur le fait que toutes les difficultés seront d'autant mieux aplanies qu'un plus grand nombre de pays seront passés du capitalisme à la Dictature.

La conclusion doit, peut-être, fournir une courte vision de l'ordre communiste.

¹ La Turquie d'Angora, qui a combattu pour son indépendance, et le Portugal, devraient être spécialement mentionnés.

3.

Esquisse de la Partie théorique du Programme de l'Internationale Communiste (La période d'après-guerre)

1. La guerre mondiale constitue une étape vers l'époque actuelle de déchéance du capitalisme, mais elle ne fut nullement un accident malheureux qui ébranle la structure encore solide de la société capitaliste et crée la situation révolutionnaire d'aujourd'hui ; elle fut seulement une ferme de la contradiction qui devient de plus en plus grande, pendant la période capitaliste, entre les *forces productives* et les *conditions de production*, ces dernières devenant une entrave pour le développement de la production mondiale, — de la contradiction entre les forces productives et les conditions de la propriété et de l'appropriation capitalistes. La guerre mondiale doit éclater fatalement et périodiquement, à moins que la révolution sociale ne mette un terme au régime capitaliste.

Mais la guerre mondiale, ayant détruit une quantité énorme de moyens de production et de forces humaines de travail, n'a nullement rétabli l'harmonie entre les forces productives et les conditions de la production capitaliste. Au contraire, la guerre a amené le chaos économique et elle a marqué ainsi le début de la période révolutionnaire actuelle qui constitue une transition du capitalisme à la dictature. Le capitalisme n'est plus capable de soumettre de nouveau à son pouvoir les forces révolutionnaires du prolétariat, déchaînées par la guerre, et de reconstituer une production calme et « normale » à base capitaliste.

2. La destruction des forces productives par la guerre mondiale n'a pas eu lieu partout d'une façon égale. Pendant que l'Europe Orientale et Centrale s'est appauvrie jusqu'à la famine, l'appareil productif de l'Angleterre et des pays en dehors de l'Europe s'est développé considérablement. Le centre de gravité du capitalisme a passé en Amérique ; le capitalisme mondial qui s'était concentré auparavant autour du maître occidental le plus puissant, s'est partagé entre deux foyers séparés par un abîme, — *le foyer de sous-production* : l'Europe Centrale et Orientale ; *le foyer de surproduction* : les Etats-Unis, l'Angleterre, le Japon, les pays neutres. Le signe le plus visible de cette déchéance est la dévalorisation rapide et progressive de la monnaie du foyer de la sous-production. Le marché mondial, basé sur les échanges et constituant une unité grâce à l'étalon-or, se brise en parties différentes aux conditions économiques et sociales dissemblables.

3. La destruction du marché mondial a comme conséquence une crise économique constante et universelle, mais qui diffère suivant les pays. Tandis que pendant les époques précédentes du capitalisme les crises de surproduction, partant d'un centre industriel, s'étendaient comme des ondes et faiblissaient graduellement, aujourd'hui, abstraction faite des conjonctures passagères, on aperçoit une tendance *vers une crise de sous-production durable, dans les pays qui souffrent de la sous-production en général*, crise déterminée par le manque de moyens de production. On aperçoit aussi une tendance *vers une crise durable de surproduction* dans les pays qui souffrent de la surproduction, crise déterminée par l'incapacité d'achat des pays qui souffrent de la sous-production. Enfin on assiste à *une crise durable agraire et industrielle dans les colonies* qui ne peuvent plus écouler leurs matières premières sur le marché mondial, et dont l'industrie, née pendant la guerre, ne peut résister que difficilement à l'invasion des produits provenant des vieux pays industriels. L'état

de crise permanent est encore renforcé par les tentatives que font les pays de l'Entente de réparer leurs pertes dues à la guerre, aux frais des pays de l'Europe Centrale.

4. Cet état de crise chaotique dont souffre le marché mondial, contribue à rendre durable la régression de la production qui a commencé pendant la guerre. Dans les pays où sévit la sous-production, le manque de capitaux et de moyens de production, ainsi que la sous-alimentation des masses ouvrières conduisent à une diminution aussi bien de la productivité du travail individuel qu'à celle de la production en général. Dans les pays où l'appareil de production s'est développé, de nombreux établissements industriels ne marchent plus, des millions d'ouvriers sont privés constamment de la possibilité de travailler, la débâcle mondiale les privant de débouchés.

L'absence d'un étalon de valeur constant fait que le montant des bénéfices tirés de la production dépend d'une spéculation justifiée ou injustifiée sur les valeurs. La partie du capital qui n'est pas encore trustée se retire de la production et devient de plus en plus capital de commerce et de spéculation. La dévalorisation progressive de l'argent dans les pays de sous-production détruit le système de crédit et rend l'épargne économiquement inutile. Tous ces faits influent d'une façon destructive sur la marche de la production.

L'union entre l'industrie et l'agriculture s'est relâchée. La production agricole est en régression ; dans les pays qui souffrent de sous- production par suite du manque de moyens de production (engrais artificiels, etc.) et parce que les prix extraordinairement élevés des produits d'agriculture permettent aux paysans, même avec une production réduite, de satisfaire à tous leurs besoins. Dans les pays de surproduction, l'agriculture est également en régression parce que les produits vendus à des prix avantageux ne trouvent pas d'acheteurs et qu'il paraît souvent plus avantageux d'utiliser le blé comme moyen de chauffage que de le vendre. L'élévation extraordinaire du nombre des fonctionnaires et des effectifs militaires dans le monde entier, malgré toute la phraséologie pacifique, contribue à diminuer le nombre des producteurs, ce qui amène une nouvelle régression de la production.

5. Le capital reste impuissant en face de cette faillite de l'économie capitaliste. Les capitalistes des pays où sévit la sous-production cherchent leur salut dans le transfert de leurs richesses dans les pays neutres qui sont, pour le moment, moins menacés au point de vue social. Le capital des pays qui souffrent de surproduction hésite sans cesse entre deux méthodes également impuissantes : il s'agit ou bien, *d'abandonner l'Europe Centrale et Orientale en faillite à son propre sort*, de livrer complètement, grâce aux droits de protection élevés, le marché intérieur à l'exploitation illimitée du capital national, et de créer de nouveaux débouchés indispensables pour la vie du capitalisme en développant les colonies en Chine et en Amérique du Sud, ou bien de *rétablir l'économie des pays de sous-production* par des crédits énormes et l'ouverture des frontières pour leurs produits. Le premier chemin conduit infailliblement à la révolution sociale, à la dictature du prolétariat dans toute l'Europe continentale dans le plus bref délai et fournit tout au plus un moment de répit aux pays à base agricole insuffisante (Etats-Unis, colonies anglaises, Amérique du Sud). Le second chemin conduit d'un côté au rétablissement de la puissance de l'Allemagne, la rivale la plus redoutable sur le marché mondial, et ramène ainsi à la situation d'avant- guerre. Mais la reconstruction de l'Allemagne dépend du rétablissement économique rapide de la Russie des Soviets, qui constituerait pour l'Allemagne une source indispensable de matières premières. Cependant le renforcement économique de la Russie des Soviets donnerait au prolétariat de tous les pays une forte impulsion dans le sens d'une révolution sociale. Ainsi aucun de ces chemins ne conduit au but rêvé par la bourgeoisie ou les social-démocrates : à la reconstitution d'un capitalisme « normal ».

6. La lutte pour l'appropriation des valeurs dépréciées se poursuit aussi bien dans les pays particuliers que sur l'échelle mondiale, sous une forme de plus en plus aiguë. La concentration de la propriété et de la puissance économique entre quelques mains se poursuit rapidement pendant la guerre et après la guerre. Dans les pays où sévit la sous-production, de larges couches de la population se prolétarisent : les rentiers à revenus fixes — à cause de la dévalorisation de l'argent ; les artisans — à cause de l'impossibilité d'acquérir les moyens nécessaires pour faire marcher leurs ateliers, à cause de la hausse extraordinaire des prix ; les fonctionnaires — leurs traitements, à la suite de la dépréciation de l'argent, étant tombés au niveau des salaires prolétariens, ce qui ouvre nécessairement la voie à une corruption générale. Dans tous les pays, les paysans en tant que classe sociale, sont entrés en lutte violente avec le capital monopolisé, concentré. Une différenciation se poursuit à l'intérieur même de la classe paysanne : les gros paysans qui s'enrichissent, s'opposent violemment aux petits paysans lourdement opprimés, à la suite de la cherté croissante de la vie, et condamnés à vivre de leurs salaires. Le niveau de la vie de la classe moyenne, ancienne et nouvelle, baisse de plus en plus. La crise permanente, dont souffrent le parlementarisme et le gouvernement bourgeois, constitue un signe visible de la lutte de classes croissante et de la déchéance de la société, capitaliste. En aucun pays n'existe une forte majorité gouvernementale au Parlement. Les regroupements rapides et variés des partis politiques, les changements de gouvernement incessants témoignent de cette crise de la société capitaliste.

7. Cependant la bataille décisive aura lieu entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le capital cherche à surmonter la crise par une exploitation plus grande du prolétariat. Il se servira de toutes les méthodes pour augmenter cette exploitation. La conquête de la journée de huit heures, faite pendant la période révolutionnaire, au temps de la démobilisation générale, doit être abrogée, la longueur de la journée de travail augmentée. En même temps on cherche à augmenter l'intensité du travail. Enfin le temps de travail nécessaire doit être diminué considérablement, au-dessous du niveau réel d'avant-guerre, grâce à la réduction des salaires.

8. Mais le prolétariat se défend avec une résolution révolutionnaire. C'est en vain que les chefs syndicalistes et les social-patriotes, traîtres à la cause ouvrière, veulent forcer le prolétariat, dans l'intérêt de la conservation du capital, à se soumettre pacifiquement à une exploitation accrue. Le prolétariat a fait de grands progrès, au point de vue de sa conscience de classe, pendant les longues années de guerre et au cours de la période révolutionnaire présente. Il s'est familiarisé avec l'emploi des armes. Il est plutôt prêt à lutter les armes à la main, qu'à plier sous la dictature du capital. Les larges masses prolétariennes ont perdu la foi dans la solidité du régime capitaliste. L'exemple de la Russie des Soviets, où le pouvoir prolétarien se maintient depuis cinq ans, donne aux militants révolutionnaires le courage et l'esprit de résolution. Nous voyons ainsi le prolétariat résister de la façon la plus énergique au capitalisme qui essaie de conjurer la crise aux dépens de celui-ci. Les grèves répétées et extrêmement longues entravent la production. Des grèves politiques de masses, les révoltes armées créent des obstacles à la marche de la production capitaliste. Dans maints pays, la guerre civile devient un phénomène indépendant des contingences. Le capital ne peut plus s'en remettre de sa défense au pouvoir d'Etat placé au-dessus des classes. Il est obligé de former des troupes de classe, composées de membres de la classe dominante elle-même. Une part de plus en plus grande des bénéfices doit couvrir les frais du maintien du pouvoir de classe.

9. Si même le capital réussissait à mettre provisoirement, par la force des armes, le prolétariat à genoux, cela ne constituerait pas encore un moyen de sortir de la crise dans laquelle se débat la société capitaliste. Le prolétariat des pays où sévit la sous-production est tellement abattu, tellement sous-alimenté qu'il n'est plus capable d'augmenter la productivité de son travail, lorsque le niveau

de sa vie continue à baisser. L'exemple de la Hongrie, où la contre-révolution victorieuse, malgré l'étouffement provisoire et complet de tout mouvement ouvrier, s'est montrée incapable d'arrêter la déchéance économique du pays, le prouve suffisamment. Dans les pays de surproduction, la baisse générale du niveau de la vie du prolétariat et la prolongation de la journée de travail, en présence de l'incapacité du marché mondial de consommer le surplus des produits, rend la crise de surproduction encore plus aiguë et donne au chômage des proportions catastrophiques. Ce qui apparaît aux yeux d'un capitaliste particulier comme une solution, précipite la débâcle du système pris dans son ensemble.

10. Le capital des quatre grandes puissances qui restent debout après la guerre : des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France et du Japon, cherche à surmonter la crise en transformant le reste du monde en domaine colonial. Toute l'Europe à l'est du Rhin jusqu'à la frontière de la Russie des Soviets, est devenue, au point de vue économique, un pays colonial soumis. Les pays plus petits, qui avaient gardé leur neutralité pendant la guerre, ont conservé une apparence d'indépendance politique, mais, au point de vue économique, sont traînés à la remorque des puissances impérialistes (la Belgique à la remorque de la France, la Hollande à celle de l'Angleterre). Tous les autres sont devenus la proie du capital de l'Entente. Leurs moyens de production passent rapidement sous la domination du capital français et anglais. Leur politique économique est dictée par le capital français ou anglais. Tandis que l'Allemagne, l'unique adversaire de force égale, a été désarmée, les autres s'épuisent par les armements dirigés les uns contre les autres et imposés par les intérêts rivaux du capital français et anglais. Malgré la Société des Nations, malgré la Ligue de la Paix, malgré la Conférence de Washington, malgré le désarmement de l'Allemagne, la bourgeoisie mondiale dépense pour le militarisme une plus grande partie de la production sociale qu'avant la guerre. Les quatre puissances qui rivalisent pour la domination du monde, se tiennent l'une en face de l'autre, armées jusqu'aux dents. Leur politique balance entre les assurances de fidélité aux alliances et les menaces de guerre, à peine voilées. La lutte se poursuit pour chaque petit coin de terre qui n'est pas encore tombé définitivement au pouvoir d'une des grandes puissances. Chacune d'elles rêve de dominer exclusivement la plus grande partie du marché mondial. Sans relâche, elles poussent vers une nouvelle guerre universelle.

11. La lutte pour l'affranchissement des peuples coloniaux devient de plus en plus aiguë. Les dominions anglais se libèrent par des moyens pacifiques de la domination de la métropole. Les peuples coloniaux, entraînés dans la guerre mondiale, ont appris à connaître la base de la puissance des nations impérialistes blanches, ainsi que leur supériorité dans la technique de guerre. La foi en la puissance inébranlable de la domination de la race blanche a disparu. Dans la lutte qui s'élargit toujours, les peuples coloniaux cherchent à se débarrasser du joug des oppresseurs. C'est ainsi que sera détruite la base de la domination économique des puissances impérialistes.

12. Tandis que l'opposition entre les forces productives et les conditions de la production capitaliste devient de plus en plus grande, l'économie de la Russie des Soviets, construite sur une base nouvelle, se consolide tous les jours. Ce processus de consolidation est lent et influencé d'une façon défavorable par l'état de crise du monde capitaliste. Cependant, l'évolution se poursuit de telle sorte que la ligne ascendante de l'économie russe dépassera dans un temps peut-être rapproché celle des pays capitalistes voisins en déchéance. Lorsque l'évolution aura atteint ce point, la lutte pour le changement des conditions de production dans les pays voisins en recevra une forte impulsion.

4. *L'Internationale Communiste*, 1926, n°12, pp. 5-19

Les voies et les obstacles de la révolution mondiale

Les grandes lignes du développement de l'économie et de la politique mondiale - qui déterminent l'une et l'autre l'allure de la révolution mondiale - nous semblent être les suivantes :

1° Le développement de la Russie des Soviets sur la base prolétarienne suit déjà une courbe ascendante ;

2° Le développement de l'Amérique sur la base capitaliste suit encore une courbe ascendante;

3° L'Asie est le théâtre d'une effervescence révolutionnaire anti-impérialiste;

4° L'Europe, malgré une stabilisation temporaire, est en décadence.

Examinons de façon plus approfondie ces différents points, dont le quatrième peut être mis en doute :

1. La Russie des Soviets se développe rapidement au point de vue économique et devient un facteur de plus en plus important de la politique mondiale. Dans l'année 1925-26, le niveau d'avant-guerre a été presque atteint; en 1926-27, il sera vraisemblablement fortement dépassé, si les puissances capitalistes ne troublent pas ce développement par une attaque armée. Cette ascension économique signifie un renforcement de la politique intérieure du régime soviétique, un affermissement toujours plus grand de l'alliance de classe entre le prolétariat et la paysannerie laborieuse. L'importance de l'Union dans la politique extérieure croît de jour en jour. Etant donné l'étroitesse du marché mondial, le débouché croissant que représente l'Union pour les pays capitalistes d'Europe atteint une importance de plus en plus grande. L'accentuation des antagonismes entre les puissances impérialistes dans le domaine de la politique extérieure, accentuation liée à la tendance vers la stabilisation, contraint ces puissances à compter avec la Russie des Soviets dans la politique extérieure. Les masses formidables des ouvriers et des paysans d'Asie en pleine effervescence révolutionnaire voient naturellement dans la Russie des Soviets leur allié. La meilleure partie de la classe ouvrière dans les pays capitalistes — et non seulement les communistes — considère la Russie des Soviets comme leur Etat à eux, comme celui qui leur montre le chemin de la lutte pour la libération de la classe ouvrière, comme l'Etat qui a commencé à réaliser le « but final » du mouvement ouvrier socialiste, ainsi que l'Etat socialiste de l'avenir tel que l'ont rêvé les grands utopistes. Chaque jour signifie un progrès nouveau dans les domaines de l'économie, de la politique intérieure et de la politique mondiale.

La prospérité économique de la Russie des Soviets montre que les forces productives créées par le capitalisme peuvent être contrôlées par le prolétariat tout seul, sans les capitalistes.

Le système capitaliste n'est ni éternel, ni indispensable; sans les capitalistes, la classe ouvrière peut non seulement contrôler la production, mais, à l'aide de l'économie systématisée, dépasser de beaucoup l'économie capitaliste. Ce fait, nous le montrerons plus tard, contraint les adversaires de la révolution — et avant tout la social-démocratie — à une conversion stratégique fondamentale dans sa lutte contre les communistes.

2. *L'antipode de la Russie des Soviets dans le monde capitaliste est constitué par les Etats-Unis d'Amérique.*

Ils se trouvent de même que la Russie des Soviets sur une voie ascendante au point de vue économique et de la politique mondiale, mais sur une base capitaliste. Leur essor est beaucoup plus lent que celui de la Russie des Soviets, mais il a atteint un degré beaucoup plus élevé.

De même que la Russie des Soviets est la forteresse du prolétariat révolutionnaire du monde entier, le centre de gravité de toutes les forces révolutionnaires anticapitalistes, de même les Etats-Unis sont le centre naturel de toutes les forces capitalistes antirévolutionnaires. C'est l'Amérique et non l'Angleterre, ainsi qu'on le croit généralement. Certes, l'Angleterre est actuellement le pays le plus antirévolutionnaire, le plus hostile à la Russie des Soviets, parce que la domination de la bourgeoisie anglaise est déjà directement menacée par la révolution mondiale. L'impérialisme anglais est en voie de décomposition : les Dominions se détachent; la classe ouvrière anglaise est déjà dans une effervescence très révolutionnaire; les peuples coloniaux opprimés se rebellent. La bourgeoisie anglaise a perdu son assurance politique traditionnelle. C'est en hésitant, en tâtonnant, qu'elle cherche, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure, une issue à la crise qui dure chez elle depuis cinq ans. La bourgeoisie anglaise est peut-être encore assez forte pour organiser une agression armée contre la Russie des Soviets. Cependant la direction réelle de la bourgeoisie internationale n'est plus entre les mains de la bourgeoisie anglaise, mais de la bourgeoisie américaine. C'est que seul le capitalisme américain se développe — en même temps que les Dominions anglais — d'après une ligne ascendante. Aussi la bourgeoisie anglaise peut bien être actuellement l'ennemi principal de la Russie des Soviets, celui qui sonne le ralliement contre les communistes : *la lutte finale entre la bourgeoisie et le prolétariat se réglera à l'échelle internationale sous la direction des Etats-Unis et des Républiques Soviétiques.*

La direction du monde capitaliste tout entier est maintenant déjà entre les mains des Etats-Unis. Ce sont eux oui, en qualité de grands dispensateurs du crédit, contraignent tous les Etats bourgeois, toutes les villes, toutes les banques et entreprises, tous les commerçants et les propriétaires, à leur demander des crédits. Les grands Dominions anglais, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, se détachent toujours davantage de l'Angleterre en décadence et cherchent une liaison avec les Etats-Unis prospères. L'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud deviennent des colonies des Etats-Unis. Même en Europe, la volonté de la bourgeoisie américaine est déterminante ; la conférence de Washington, le plan Dawes, l'accord de Londres, Locarno, les négociations des dettes interalliées, telles sont les preuves les plus visibles du développement de cette influence.

Au point de vue idéologique, *la bourgeoisie est tout entière sous l'influence de la bourgeoisie américaine.* Il paraît en Europe une série de livres qui décrivent et vantent la technique et les méthodes d'organisation de la bourgeoisie américaine. Le « taylorisme », le « fordisme », la « production standardisée », etc., sont devenus les formules les plus populaires de la bourgeoisie européenne. De même que la Russie des Soviets est le centre des mouvements révolutionnaires du monde, l'idéal des ouvriers révolutionnaires, de même les Etats-Unis sont le centre de toutes les forces contre-révolutionnaires qui se recommandent du régime capitaliste¹, idéal de la bourgeoisie du monde entier...

Il est évident que, malgré ce parallèle, il existe une différence fondamentale entre les rapports de la Russie des Soviets avec les forces révolutionnaires et les rapports des Etats-Unis avec les forces

¹ Caractéristique est la visite des syndicalistes allemands, aux frais de l'Etat, en Amérique et leur effort pour gagner la Fédération Américaine du Travail à Amsterdam afin d'introduire en Allemagne les méthodes américaines.

mondiales contre-révolutionnaires. L'Union Soviétique s'efforce, conformément à son caractère de classe, de poursuivre comme son but propre la libération de toutes les classes et de tous les peuples opprimés. Les Etats-Unis, conformément à leur caractère capitaliste, sont contraints de subordonner leur politique aux intérêts capitalistes de la bourgeoisie. Ils ne peuvent être avec les autres pays que dans un rapport antagoniste. Lorsqu'ils accordent des prêts à un pays, lorsqu'ils soutiennent sa bourgeoisie, ce ne peut être que pour l'asservir, pour le transformer en un territoire colonial, bref, pour l'exploiter. C'est pourquoi les Etats-Unis ne deviendront jamais le centre des forces capitalistes à la façon dont l'Union Soviétique deviendra le centre des forces révolutionnaires. Dans notre camp, il règne une unité basée sur l'égalité absolue des intérêts. Dans le camp capitaliste, c'est un antagonisme basé sur la diversité et l'opposition des intérêts. C'est un des fondements de notre victoire — lointaine peut-être, mais assurée — car jamais la bourgeoisie ne pourra rassembler internationalement ses forces de façon aussi complète nous rassemblerons les nôtres.

3 *L'Asie* — et dans ce cas nous comprenons aussi les colonies nord-africaines — *se trouve dans une effervescence révolutionnaire anti-impérialiste*. Il y a une guerre civile révolutionnaire en Chine, des guerres coloniales en Syrie et au Maroc, de l'effervescence dans les Indes. Le caractère de classe de ce mouvement anti-impérialiste ne s'est pas encore cristallisé nettement. Dans ces empires gigantesques à développement déjà capitaliste, *comme la Chine et les Indes, la bourgeoisie et le prolétariat se disputent la direction de la paysannerie*.

Alors que le prolétariat peut poursuivre sans difficulté sa ligne nationale anti-impérialiste, la bourgeoisie est arrêtée par sa crainte du prolétariat. En tant que bourgeoisie nationale, elle peut lutter avec toutes les autres classes contre la bourgeoisie *étrangère*, contre l'impérialisme; comme *bourgeoisie*, elle a des intérêts «communs avec la bourgeoisie étrangère; comme elle, elle veut soumettre le prolétariat national. C'est pourquoi elle ne peut pas mener la lutte anti-impérialiste jusqu'au bout et est obligée de passer des compromis sur une base bourgeoise. Si, en effet, la direction du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste revient à la bourgeoisie, la Chine et l'Inde deviendront, après la victoire, des Etats *bourgeois* possédant une liberté formelle comme le Japon et la Turquie. Mais au point de vue économique ces Etats resteront des « demi-colonies » fortement exploitées par les puissances impérialistes.

Si, au contraire, la direction du combat revient au prolétariat, c'est la possibilité de voir la lutte pour la libération *nationale* s'identifier avec la lutte pour la libération *sociale*, qui aboutirait à la constitution d'un Etat ouvrier et paysan réellement libre, de forme très semblable à la Russie soviétiste.

C'est l'attitude de la classe paysanne, dont l'influence dans tous les pays asiatiques est; grâce à son nombre, déterminante, qui décidera si c'est la bourgeoisie ou le prolétariat qui prendra la direction.

Mais, que l'effervescence révolutionnaire actuelle se termine sous la direction de la bourgeoisie par la formation d'Etats bourgeois « indépendants », ou sous la direction du prolétariat par la création d'Etats ouvriers et paysans vraiment indépendants, la période d'exploitation effrénée de l'Asie par les puissances impérialistes européennes est pour toujours terminée. La force de la politique extérieure de l'Union soviétique en tant que centre naturel de toutes les forces anti-impérialistes en est renforcée; et, en même temps, c'est un des piliers de la domination capitaliste en Europe qui s'écroule.

Décadence ou stabilisation du capitalisme européen ?

Il y a quatre ans déjà, nous avons signalé expressément qu'à l'intérieur du capitalisme agissent aussi bien des tendances imminentes que des efforts conscients pour surmonter la crise d'après-guerre du capitalisme et pour restaurer un nouvel équilibre sur la base capitaliste. Il y a environ un an, les communistes ont été contraints — à la lumière de faits incontestables — de constater une certaine « stabilisation » du capitalisme. Il existe une stabilisation dans ce sens qu'il n'y a pas de « situation révolutionnaire aiguë », c'est-à-dire que des luttes sérieuses pour la prise du pouvoir ne sont pas actuellement en perspective. Une année a passé depuis. Essayons, maintenant que nous avons une année de plus d'expérience, d'approfondir encore ce que signifie exactement ce processus de stabilisation, quelle est sa profondeur et quelle durée on peut lui fixer.

Lorsque nous parlons de stabilisation, nous n'avons en vue naturellement que le *capitalisme européen*. Le capitalisme en Amérique, et dans les Dominions anglais (Australie, Afrique du Sud) s'est développé pendant la guerre et l'après-guerre selon une ligne ascensionnelle. Il n'a encore jamais été ébranlé au point de faire naître des situations révolutionnaires aiguës.

Si nous fixons comme terme à la période des situations révolutionnaires en Europe la fin de l'année 1923 (défaite de la classe ouvrière allemande), la période de stabilisation peut être, dans ses grands traits, caractérisée de la façon suivante :

Les tendances objectives et les aspirations conscientes au rétablissement de l'équilibre capitaliste ont eu pour effet de rapprocher la situation extérieure du capitalisme européen de la situation d'avant-guerre, mais les modifications de la structure capitaliste ont été si profondes qu'il est impossible de rétablir l'équilibre de l'économie mondiale tel qu'il était avant la guerre, alors que l'Europe était le centre du capitalisme mondial. Les contradictions intérieures du capitalisme se manifestent de plus en plus nettement et ne tarderont pas à amener la faillite de la stabilisation.

Les éléments de stabilisation

Si l'on compare la situation actuelle du capitalisme européen à sa situation d'il y a trois ans, on y trouvera des éléments qui le rapprochent de la période d'avant-guerre. Dans le domaine de l'économie, le mécanisme capitaliste de la circulation est déjà restauré en grande partie. La plupart des pays européens (sauf la France, l'Italie, la Pologne et quelques autres petits pays) ont stabilisé leur devise. Certains pays, comme l'Angleterre, la Hollande et la Suède, sont revenus à la monnaie or véritable. L'appareil de crédit, à l'intérieur des pays, comme l'échelle internationale, fonctionne en général normalement. Par suite, les obstacles à la production — qui provenaient de la dislocation du mécanisme de la circulation et du crédit — étant écartés, nous avons de nouveau maintenant la possibilité d'une accumulation et d'une reproduction à une échelle élargie.

Cette « normalisation » du capitalisme a agi en gros comme un calmant sur le prolétariat européen. La formidable vague révolutionnaire élémentaire des premières années de l'après-guerre s'est brisée en partie dans des luttes vaines pour le pouvoir. En partie aussi, elle s'est éteinte par suite de la normalisation du mécanisme de la circulation. Des parties du prolétariat — fortement influencé dans ce sens par la social-démocratie — se laissèrent prendre à l'illusion qu'une hausse régulière dans les niveaux de vie, pareille à celle d'avant-guerre, était de nouveau possible maintenant. Cette illusion fut entretenue sciemment par les capitalistes grâce à la forte augmentation de l'écart entre les salaires des ouvriers professionnels et ceux des manœuvres. Le facteur subjectif de

la révolution, le prolétariat perdit de cette façon beaucoup de sa force combative, ce qui contribua énormément à faire disparaître la situation révolutionnaire aiguë. En même temps, les classes dominantes, unies passagèrement contre le prolétariat sous la direction de la grande bourgeoisie, reprirent à nouveau leur conscience d'elles-mêmes, fortement ébranlée antérieurement. Ce n'est que tout récemment que nous voyons de nouveau une forte croissance du mouvement ouvrier. Il ne s'agit provisoirement non de prise du pouvoir, mais seulement d'amélioration de l'existence à l'intérieur du système capitaliste ; peu près comme avant-guerre. C'est seulement lorsque le capitalisme européen, par suite des changements qui se sont produits dans sa structure, se révélera incapable de satisfaire ces revendications économiques que, l'expérience aidant, la lutte sera fatalement transférée sur le terrain politique.

Un fait particulièrement important, c'est que *la stabilisation du capitalisme européen, et, en particulier, la restauration d'un mécanisme normal de circulation et de crédit, ne s'est pas produite par la force propre de l'Europe*. La stabilisation a eu lieu grâce à l'aide accordée par la partie du capitalisme mondial qui est encore dans une ligne-ascendante. Toutes les stabilisations de la monnaie furent réalisées grâce à l'aide de crédits américains, y compris celle de la monnaie anglaise. Le seul pays qui ait essayé une stabilisation de sa monnaie sans de grands crédits étrangers, ce fut la Pologne. Mais la tentative s'est terminée par un grand échec : le zloty a perdu déjà la fin de novembre la moitié de sa valeur or.

L'« aide » de l'Amérique, quoique enveloppée dans une idéologie humanitaire — dictée, en réalité, par l'intérêt qu'a la bourgeoisie américaine de ne laisser surgir en Europe aucune situation révolutionnaire — n'a évidemment pas été accordée gratuitement. Non seulement les pays ont dû payer des intérêts sérieux, mais leur rôle dans le capitalisme mondial en a été modifié profondément.

Les modifications dans la structure du capitalisme européen d'après-guerre

L'histoire du capitalisme connaît jusqu'ici deux périodes : la période, analysée par Marx, du capitalisme basé sur la libre concurrence et la période de l'impérialisme, analysée par Lénine. La question qu'il faut encore approfondir théoriquement est celle de savoir s'il faut considérer la période actuelle de crise simplement comme une partie de la période impérialiste normale ou comme une *nouvelle* période, la « *période de décadence* » du capitalisme ainsi que je l'ai nommée. Décider de cette question, c'est en même temps décider du caractère de la « stabilisation actuelle du capitalisme », C'est dire si celle-ci est un épisode passager à l'intérieur de la période de décadence, ou si c'est le commencement d'une nouvelle époque « normale » de l'impérialisme.

Nous allons essayer maintenant de montrer certaines modifications de « structure » qui permettent d'affirmer qu'il s'agit vraiment d'une *nouvelle* période du capitalisme et que la stabilisation n'est que passagère.

1. — Grâce à la naissance de l'Union Soviétique, une partie considérable du monde, le sixième du globe, le dixième de la population terrestre, est déjà affranchie du capitalisme.

2. — Une des bases de l'impérialisme européen, l'exploitation monopolisatrice des colonies et des demi-colonies est en train de disparaître. La Turquie indépendante, la Chine qui se libère, les guerres au Maroc et en Syrie, l'effervescence révolutionnaire dans l'Inde et en Egypte en sont autant de preuves. Même dans les pays où subsistent encore les rapports coloniaux, le surprofit colonial est absorbé par l'augmentation des frais de l'appareil de coercition et par les concessions faites aux peuples opprimés.

3. — *La base sociale de la domination de la bourgeoisie européenne se rétrécit de jour en jour.* Le cercle des groupes sociaux intéressés au maintien du capitalisme devient de plus en plus petit. Par suite des conditions objectives, la classe dominante est toujours plus fortement isolée.

La base économique de ce phénomène est la suivante :

a) *Le processus de concentration du capital* — phénomène qui s'accomplit de la même façon dans les périodes du libre capitalisme, de l'impérialisme, de la guerre mondiale et de la décadence — signifie, *en général, la tendance à une séparation toujours plus accentuée de la classe capitaliste avec les autres classes.* La concentration revêt deux formes : *la concentration par suite de l'accumulation du capital et la concentration par suite de la centralisation du capital*¹. La première signifie qu'une partie du profit est ajoutée au capital et que la production continue à une plus grande échelle. La deuxième signifie que de petits capitaux déjà formés se sont avérés incapables de résister à la concurrence et ont été absorbés par de plus grands capitalistes.

Une modification importante dans la structure du capitalisme européen à la période de décadence, consiste dans le fait que le processus de concentration se produit en première ligne par la centralisation et non par l'accumulation, et d'autre part, par le fait que le champ d'action de ce processus de centralisation s'agrandit de plus en plus.

Avant la guerre, le processus de centralisation ne se développait pas dans toutes les sphères du capital, mais seulement dans celles où avait lieu la concurrence immédiate pour le marché : dans le capital industriel, commercial et agricole. Le capital prêteur y échappait. Celui qui plaçait son argent dans le plus petit établissement d'épargne ou en valeurs fixes (fonds d'Etat, obligations communales, rente, etc.) ne se voyait pas exproprié par la centralisation.

L'inflation signifie une extension de la centralisation sur le terrain du capital prêteur, sous la forme d'une expropriation qui a atteint presque 100 pour cent de toutes les valeurs appartenant à cette catégorie (à l'exception de l'Angleterre et de quelques pays neutres). La classe des rentiers, qui est un des soutiens les plus sûrs et les plus larges du capitalisme, a presque complètement disparu. L'expropriation des épargnes de la classe paysanne par l'inflation a accéléré le processus de centralisation dans l'agriculture où le rythme, en période de capitalisme normal, est, pour des raisons spéciales, beaucoup plus lent. La couche de la paysannerie qui est intéressée au maintien du capitalisme a, de ce fait, beaucoup diminué. Dé même ont été expropriées, par suite de l'inflation, les épargnes de l'aristocratie ouvrière.

b) *La disparition successive de l'exploitation coloniale enlève à la bourgeoisie européenne la possibilité de détacher l'aristocratie ouvrière de l'ensemble du prolétariat, en la faisant participer à ces surprofits coloniaux afin de l'attirer de son côté*². Ainsi disparaît une des bases de l'impérialisme : la communauté d'intérêts d'une partie du prolétariat avec la bourgeoisie.

c) L'hégémonie du capitalisme d'Europe occidentale était basée non seulement sur l'exploitation immédiate des colonies et des demi-colonies, mais aussi sur sa prééminence en tant que

¹ Voir le *Capital*, tome I, page 590 : « La centralisation est la concentration des capitaux déjà formés, la cessation de leur indépendance individuelle, l'expropriation du capitaliste par le capitaliste... elle se distingue de la première forme [concentration] par fait qu'elle comporte une modification de la répartition des capitaux déjà existants et actifs. »

² La bourgeoisie, il est vrai, augmente l'écart entre les salaires des ouvriers professionnels et des manœuvres, mais moins en élevant réellement le niveau de vie des professionnels qu'en abaissant celui des manœuvres.

« centre industriel du monde ». Les marchandises européennes produites au moyen d'un capital de haute concentration organisée contenaient moins de temps de travail que les marchandises produites par une concentration moins organisée dans les pays de moindre développement économique. L'Europe occidentale industrielle recevait plus de valeurs dans son échange normal de marchandises avec les autres parties du monde qu'elle n'en donnait elle-même. Autrement dit, l'heure de travail de l'ouvrier de l'Europe occidentale avait une plus grande valeur internationale que l'heure de travail des autres ouvriers.

Cet avantage du capitalisme européen est en train de disparaître grâce à l'industrialisation progressive des territoires autrefois agraires.

Enfin, le capitalisme de l'Europe occidentale pris dans son ensemble, à l'exception de l'Angleterre, est devenu de capital exportateur, capital importateur. Au lieu de recevoir comme autrefois son profit des capitaux placés à l'étranger, la bourgeoisie est maintenant obligée de céder une grande partie de cette plus-value expropriée d'Europe à l'Amérique, sous forme d'intérêts des dettes de guerre et des emprunts, ou de profits du capital américain investi en Europe. Les uns après les autres, les pays d'Europe sont asservis par le capital des Etats-Unis, et ils deviennent vraiment, sinon formellement, des colonies américaines.

Le résultat de ces transformations dans la structure est une contradiction profonde entre les possibilités de production et de réalisation de l'industrie de l'Europe occidentale. L'appareil de production de la grande industrie, par suite du processus de centralisation qui s'est développé pendant la guerre et l'après-guerre, a pris une ampleur extraordinaire (grâce surtout à la transformation de l'industrie de guerre en production de paix et à l'accumulation de « valeurs réelles » pendant la période d'inflation). Mais les possibilités d'écoulement de la production sont très restreintes. Le marché intérieur, par suite du processus de centralisation, des bas salaires et du chômage, ne peut absorber qu'une faible partie des produits d'usage courant. L'exportation est entravée par l'industrialisation des pays autrefois agraires, par la concurrence des Etats-Unis, dont la bourgeoisie jette sur le marché mondial des marchandises industrielles sous la forme de capital exporté, par le fait que l'Union Soviétique est sortie des rangs des Etats bourgeois, ainsi que par l'effervescence révolutionnaire de l'Asie. De là l'arrêt d'une grande partie de l'appareil de production industrielle et un chômage formidable non seulement dans les phases de crises, mais en tant que phénomène régulier.

Les modifications dans la structure qui se sont produites dans le capitalisme européen : disparition de la classe des rentiers, diminution rapide et générale de toutes les couches moyennes, perte de l'hégémonie industrielle, perte ou diminution des profits coloniaux, transformation d'un capital exportateur en un capital importateur, *tout cela ne représente pas la tendance vers une évolution régressive*. Tout cela ne fait pas partie d'un mouvement circulaire, mais c'est un processus qui ne revient pas sur lui-même. Autant de faits qui nous apparaissent d'une importance décisive pour juger de la question¹. La disproportion entre les possibilités de production et de réalisation de l'industrie européenne pourrait théoriquement être écartée par la fermeture d'une grande quantité de centres de production industrielle — comme cela se passe actuellement en Allemagne — par l'émigration ou par la disparition de la partie « superflue » du prolétariat industriel, ainsi que par l'anéantissement d'une grande partie des forces de production développées par le capitalisme. Mais

¹ C'est pourquoi nous ne mentionnons pas non plus ici ces graves phénomènes de crise qui proviennent de la même disproportion, mais qui portent en eux des possibilités immanentes d'équilibre : la crise du charbon, de la navigation, etc.

cela représente précisément la décadence du capitalisme; cela représente pour le système capitaliste une épreuve et une charge telles qu'il pourrait à peine les supporter.

Nous basant sur ces considérations, nous sommes d'avis que la stabilisation actuelle ne représente pas le début d'une nouvelle période de prospérité, mais qu'elle est un épisode passagère de la décadence du capitalisme Européen et, comme perspective plus lointaine, du capitalisme mondial lui-même¹

La situation économique de l'Europe en 1925

Nous allons maintenant établir brièvement une comparaison entre la situation économique de l'Europe à la fin de 1925 et à la fin de 1924 pour voir si le processus de stabilisation a fait ou non des progrès au cours de cette année.

Nous n'en tracerons qu'une esquisse générale. La documentation statistique se trouve en quantité suffisante dans nos rapports trimestriels.

Si nous comparons la situation économique actuelle de l'Europe à celle d'il y a un an, nous ne constatons aucune amélioration sensible. Pour tous les pays d'Europe, nulle conjoncture uniforme. Il est toujours impossible à l'heure actuelle de décider si l'année 1925 doit être considérée comme une année de conjoncture favorable ou comme une année de crise. Cela rend tout naturellement bien plus difficile la possibilité de juger du progrès de stabilisation, car on ne peut établir une comparaison exacte qu'entre des phases analogues d'un même cycle de conjonctures. D'une façon générale, on peut dire : l'Europe a eu cette année une récolte exceptionnelle et on aurait pu s'attendre à ce que la production industrielle en fût considérablement améliorée. Or, cela n'a pas été le cas. Quelques branches d'industrie, comme l'industrie textile et la construction, montrent bien une certaine amélioration, mais il n'en est pas de même pour l'industrie lourde. Cela ressort des tableaux suivants :

TABLEAU DE LA PRODUCTION DE L'EUROPE (*sans la Russie des Soviets*)

| | | Charbon (1) | Fer (2) | Acier(3) | Navigation |
|------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| | | (millions de tonnes) | (millions de tonnes) | (millions de tonnes) | (1000 tonnes) |
| 1924 | Moyenne mensuelle | 43,7 | 2,51 | 2,70 | 2.205 |
| 1925 | Janvier | 46,4 | 2,59 | 3 | 2.041 |
| 1925 | Août | 37,7 | 4,46 | 2,54 | 1.863 |

(1) Belgique, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Sarre, Tchécoslovaquie.

(2) Les mêmes pays ainsi que le Luxembourg et la Suède.

(3) Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas.

¹ Il circule cette idée que le capitalisme européen pourrait, avec l'aide du capitalisme américain, parvenir, au bout d'un certain temps, à une nouvelle prospérité, comme il en a été pour le capitalisme américain au XIX^e siècle grâce à l'aide du capital européen. Nous croyons que cette idée est tout à fait fausse. L'Amérique a pu se développer avec l'aide du capital européen parce que c'était un pays avec des richesses naturelles formidables et des possibilités infinies, et aussi parce que sa prospérité s'est développée dans le cadre d'un capitalisme mondial en ligne ascendante. Pour l'Europe disloquée, déchirée par des antagonismes impérialistes, privée de son hégémonie industrielle et impérialiste, secouée fébrilement par les luttes sociales les plus graves, hantée par le spectre de la Russie Soviétiste, cette possibilité n'existe pas.

Ce qui caractérise le mieux la situation, c'est, sans aucun doute, le chômage. Si nous prenons les dernières statistiques de chômage et que nous comparions les mois correspondants en 1924 et en 1925, nous avons le tableau suivant :

| | | Angleterre | Belgique | Danemark | Allemagne | Hollande | Norvège | Suède |
|------|-----------|------------|----------|----------|-----------|----------|---------|-------|
| 1924 | août | — | 5,5 | — | — | — | — | — |
| — | septembre | — | — | — | — | 8,2 | 5,2 | 7 |
| — | octobre | — | — | 7 | 8,4 | — | — | — |
| 1925 | août | — | 3,9 | — | — | — | — | — |
| — | septembre | — | — | — | — | 8,3 | 12,8 | 8,5 |
| — | octobre | 11,3 | — | 12 | 5,8 | — | — | — |

Ces chiffres sont déjà anciens : dans quelques pays, en particulier en Allemagne, il s'est produit depuis une aggravation très rapide des conditions du marché du travail. Il manque également plusieurs pays, comme la Pologne, l'Autriche, la Hongrie, qui ont un chômage assez important. On peut affirmer que le nombre total des chômeurs en Europe, à la fin de 1925, n'est certainement pas au-dessous de celui de la fin de 1924.

En ce qui concerne la situation de la monnaie, les monnaies anglaise et hollandaise ont été établies sur la base de l'or dans le courant 1925, par la réintroduction de la libre circulation de l'or. En revanche, la monnaie polonaise, stabilisée au début de 1924, a perdu sa stabilité, et, à la fin de novembre, la moitié de sa valeur or. De même, les monnaies de la France et de l'Italie sont actuellement à un niveau bien moindre qu'il y a un an. Par contre, il y a un progrès important dans le règlement des dettes interalliées ainsi qu'une amélioration dans le commerce extérieur général.

Si l'on examine très rapidement la situation économique des pays capitalistes les plus importants, on remarque :

En *Angleterre*, la crise chronique continue. Le chiffre absolu des chômeurs indemnisés n'a diminué que de quelques milliers sur l'an passé; mais cette diminution est fictive et provient de ce que les conditions pour obtenir l'indemnité de chômage ont été aggravées. L'amélioration dans l'industrie lourde est due en grande partie à la grève des mineurs d'anthracite qui dure depuis des mois déjà, en Amérique, et qui a permis une exportation plus grande du charbon et du fer anglais. L'industrie du textile ne travaille toujours que quelques jours par semaine¹ ; la construction des machines, des navires, etc., est toujours à l'état de crise aiguë.

En *France*, l'inflation continue et a pour conséquence une prospérité factice de l'industrie, provenant de sa grande capacité à concurrencer les autres pays sur le marché mondial. Le bilan du commerce extérieur est favorable. Mais ce sont autant de phénomènes que nous avons appris à connaître pendant la période d'inflation en Allemagne. La stabilisation du franc amènera la même crise qu'en Allemagne et en Angleterre, peut-être dans une forme plus aiguë.

En *Allemagne*, amélioration de la situation économique dans les mois de printemps et d'été, sous l'influence de l'afflux du capital étranger, mais aggravation aiguë, et qui prend même le caractère d'une crise, dans les mois d'automne. Le nombre des chômeurs indemnisés a augmenté,

¹ Les chiffres suivants montrent combien l'industrie anglaise du coton a souffert du soulèvement libérateur chinois et du boycottage des marchandises anglaises. L'exportation des marchandises textiles du Lancashire vers la Chine s'est abaissée aux chiffres suivants (en millions de yards) en 1925 : janvier, 27,8; mars, 17,7; août, 8,7; septembre, 8,5.

dans la première moitié de novembre, de 107.000 et atteint 471.000, ce qui signifie, étant donné les conditions très sévères pour avoir droit à l'indemnité de chômage, qu'en Allemagne, le nombre des chômeurs est en réalité deux à trois fois plus grand. L'arrêt de quantité d'usines, les faillites et les cessations d'affaires montrent que l'Allemagne vient d'entrer dans une nouvelle crise très aiguë.

En *Pologne*, chute catastrophique de la monnaie. Les fluctuations du change ont atteint dans une seule journée jusqu'à 25 et 30 %. Dislocation complète de la vie économique. Chômage formidable. La bourgeoisie est absolument désemparée.

En *Italie* et dans quelques pays neutres, situation économique un peu améliorée; crise et grand chômage en Norvège, Danemark, Autriche, Hongrie.

En résumé, le tableau général de la situation économique en Europe, à la fin de l'année 1925, n'est pas plus favorable qu'il y a un an. Abstraction faite de la question des dettes et de l'amélioration du commerce extérieur, la stabilisation n'a fait aucun progrès sensible. Nous ne pourrions donner un jugement plus exact que lorsque nous serons en possession des statistiques économiques de la fin de l'année.

La nouvelle tactique de la social-démocratie

Ces changements dans la structure du capitalisme européen amènent automatiquement un isolement de la grande bourgeoisie et une diminution progressive des couches de la population intéressées au maintien du capitalisme. Grâce à l'expropriation des rentiers, à l'expropriation systématique des petits possédants de l'industrie et du commerce, grâce à l'impossibilité pour la bourgeoisie européenne de donner un salaire plus élevé à une partie au moins de la classe ouvrière, la bourgeoisie est de plus en plus isolée des autres couches de la population et les antagonismes de classe deviennent plus aigus. En revanche, on constate que la force combative du facteur subjectif que représente la partie révolutionnaire du prolétariat a diminué par rapport aux années qui ont suivi immédiatement la guerre. A notre avis, l'absence de situation révolutionnaire aiguë provient bien plus du facteur subjectif que des conditions économiques.

Pour affaiblir les forces du facteur subjectif de la révolution, la bourgeoisie se sert surtout de deux moyens : la social-démocratie et la terreur blanche. Ces deux méthodes ne s'excluent pas; au contraire elles peuvent être employées simultanément, comme le montrent les exemples de la Hongrie, de la Pologne et de la Bulgarie. Nous allons essayer de caractériser brièvement le mode d'action de ces deux forces.

Dans la tactique de la social-démocratie à notre égard, il s'accomplit, à l'heure actuelle, une conversion profonde, par suite des modifications dans la situation mondiale dont nous venons de parler. Il serait nécessaire de soumettre à une analyse approfondie ce revirement qui n'en est encore qu'à son début. En voici quelques aspects :

Cette conversion est en connexion étroite avec la prospérité économique de la Russie des Soviets que l'on ne peut plus dissimuler à la classe ouvrière européenne. La base de la tactique de la social-démocratie à notre égard était jusqu'ici la suivante : la dictature du prolétariat signifie la misère et la famine pour la classe ouvrière, ainsi qu'une décadence économique et culturelle.

Au moyen de ce mot d'ordre, les social-démocrates s'efforçaient, non sans succès, de détourner de la voie révolutionnaire beaucoup d'éléments sincèrement révolutionnaires de la classe ouvrière, les empêchant ainsi d'entrer dans les rangs du parti communiste, afin de les conserver dans leur

propre camp. Etant donné le rapide développement économique de la Russie des Soviets, cette plate-forme ne peut plus longtemps être employée. La social-démocratie est maintenant en train de préparer la nouvelle plate-forme suivante :

1° *La prospérité économique de la Russie des Soviets est la conséquence de son retour au capitalisme.* Dans la Russie des Soviets, ce n'est plus la classe ouvrière qui règne, mais une nouvelle bourgeoisie, avec l'appui d'une bande d'anciens chefs ouvriers, assoiffés de pouvoir. En Russie, il n'y a point de « dictature du prolétariat », mais bien un « mauvais » capitalisme primitif et non cultivé, qui exploite et opprime plus fortement la classe ouvrière que le capitalisme « cultivé » des anciens pays capitalistes.

2° La prospérité de la classe ouvrière est possible même à l'intérieur du capitalisme. Le chemin pour l'atteindre est le suivant :

- a) Il faut conquérir la majorité parlementaire en gagnant la paysannerie;
- b) Il faut transformer la démocratie politique en « démocratie économique ».

Pour conquérir la majorité parlementaire, il faut gagner de larges couches paysannes à la social-démocratie. C'est ce que le parti socialiste autrichien s'efforce de faire actuellement d'une façon très conséquente. Otto Bauer écrit à propos du dernier congrès de la social-démocratie autrichienne¹ :

Nous ne devons pas nous attendre à une industrialisation plus grande de l'Autriche capable de donner aux ouvriers et aux employés industriels la majorité de la population. Par conséquent, la tâche la plus importante du parti est de conquérir aux ouvriers et employés industriels des alliés avec lesquels ils pourront briser l'hégémonie de la bourgeoisie sur notre république. Notre travail de recrutement à la campagne — fait jusqu'ici sans directives claires — devra, au moyen d'un programme agraire compréhensible aux masses paysannes et répondant à leurs besoins pratiques, devenir plus méthodique, plus conscient et plus énergique.

Pour gagner les paysans, assure-t-il, un peu plus loin, « le socialisme, comme l'ont toujours affirmé Engels, W. Liebknecht et Kautsky, ne saurait songer à exproprier la masse des paysans ». Bauer trace de façon assez exacte les rapports de la paysannerie avec l'Etat dirigé par le prolétariat.

La société socialiste, dit Bauer, sera fondée par une suite d'actes d'expropriations qui arracheront au capitalisme la grande industrie, la grande propriété, le grand commerce et la banque pour les passer à la collectivité. Par ces actes d'expropriation, on fortifiera immédiatement le pouvoir de la collectivité sur l'économie paysanne. Car dès que l'Etat dominera d'une part la grande industrie qui livre au paysan des machines, des instruments, des objets de consommation et d'autre part dominera le grand commerce, qui répartit les produits de l'économie paysanne, il aura la force de régler par le moyen de la fixation des prix le revenu réel des paysans et la part qui leur revient du revenu réel de toute la population.

Nous voyons ainsi que Otto Bauer a beaucoup appris des bolcheviks. Ce qu'il n'a pas appris et ce qu'il n'apprendra vraisemblablement jamais — car, sur cette question, il tourne autour du pot — *c'est comment prendre le pouvoir ?* C'est tout au plus s'il balbutie la question suivante :

Esprit et violence, démocratie et dictature, quelles sont vos fonctions dans la conquête du pouvoir ?

¹ *Der Kampf*, novembre 1925, page 403.

Otto Bauer effleure ainsi, il est vrai, l'idée de la dictature, mais c'est uniquement pour faire une légère concession à l'état d'esprit du prolétariat industriel d'Autriche qui touche les plus bas salaires de toute l'Europe, qui est écrasé de chômage et qui commence à douter de la justesse de la voie parlementaire et démocratique. En tout cas, le parti socialiste de l'Autriche a bien adopté à son congrès un programme agraire dans le but ouvertement proclamé de gagner pour sa majorité parlementaire les 300 000 voix qui lui manquent.

D'autres partis social-démocrates de masse vont bientôt suivre l'exemple des social-démocrates autrichiens. Le fondement de cette conversion tactique est la suivante : les petits paysans qui commencent à être las de la direction des agrariens et des gros bonnets campagnards, doivent être raffermis dans leur croyance à l'ordre social bourgeois par une idéologie social-démocrate afin de les empêcher de prendre une voie révolutionnaire sous la direction du parti communiste. Dans la lutte de la révolution et de la contre-révolution pour la conquête de la paysannerie, la social-démocratie, comme toujours, se range du côté de la contre-révolution.

Tel est le sens général de cette nouvelle tactique de la social-démocratie. La social-démocratie « gauchiste » qui opère en Autriche fait le premier pas vers une nouvelle politique paysanne (analogue à la politique paysanne que préconise Lloyd George pour le parti libéral anglais), tandis que la social-démocratie allemande, la plus réactionnaire de toutes, fait le premier pas vers la politique de démocratie économique.

Cette nouvelle politique est basée sur la théorie économique de Hilferding, qui déclare que le capitalisme européen dispose encore d'une longue période de prospérité. Elle se décompose en deux éléments : le mot d'ordre de la démocratie économique, qui n'est autre que la transposition dans le domaine économique de la théorie de Kautsky affirmant que, dans la période actuelle, la forme politique de direction de l'Etat par la bourgeoisie et le prolétariat est le *gouvernement de coalition* des partis social-démocrates et bourgeois. Si nous cherchons le sens du rapport et de la discussion sur la démocratie économique qui eut lieu au congrès de la C. G. T., à Breslau nous y trouvons les idées suivantes :

Le pouvoir des capitalistes doit être diminué systématiquement par les conseils d'entreprises, par l'activité des représentants ouvriers dans le Reich, dans les localités et les communes, par le développement des coopératives de consommation ouvrières, par la construction de cités ouvrières, par le maintien et le développement des entreprises publiques, par la création d'un parlement et de chambres économiques, etc. ; on doit atteindre ainsi à l'équilibre, dans le domaine économique et juridique, entre les ouvriers et les capitalistes. Tout cela n'est autre chose que le rajeunissement du système des communautés de travail dans l'espoir ou dans le mirage qu'il sera possible, grâce à ces institutions, d'améliorer de façon durable la situation de la classe ouvrière.

Le deuxième élément est la tentative d'instaurer en Allemagne l'idéologie et les méthodes du mouvement ouvrier américain.

La social-démocratie copie fidèlement la bourgeoisie européenne. En tant que facteur contre-révolutionnaire par excellence, elle s'oriente, elle aussi, vers le centre de toutes les forces contre-révolutionnaires du monde, vers les Etats-Unis. La situation matérielle de l'aristocratie ouvrière américaine est présentée comme l'idéal. La Fédération Américaine du Travail est invitée à entrer dans l'Internationale d'Amsterdam, comme le contre-poids réactionnaire aux Anglais devenus « peu

sûrs »¹. La social-démocratie combat les partis communistes et l'idéologie révolutionnaire, assurant que l'application des méthodes révolutionnaires exige trop de victimes, trop de sacrifices, superflus d'ailleurs, puisque la démocratie économique (développement des banques ouvrières, des sociétés de consommation, des habitations ouvrières, etc.) signifie l'« absorption » progressive du capitalisme par le prolétariat.

Cette nouvelle plate-forme de la social-démocratie contre la Russie des Soviets et les communistes est beaucoup plus faible que la précédente ; « La dictature prolétarienne est synonyme de famine et de misère ». Elle est plus faible, parce qu'elle manque totalement de base matérielle.

Le mensonge qui consiste à dire qu'en Russie des Soviets le capitalisme règne ne peut durer longtemps, étant donné les relations toujours plus fréquentes entre la classe ouvrière russe et les autres classes ouvrières. La plate-forme précédente avait une base matérielle : c'est un fait que durant des années, la misère et la gêne ont régné en Russie des Soviets². Cette légende de la domination actuelle des capitalistes en Russie des Soviets, je le répète, n'a aucune base.

Quant à la plate-forme de la démocratie économique et de l'absorption de l'économie capitaliste, elle est déjà inutilisable dans la période actuelle pour les ouvriers européens. C'est l'idéologie de l'aristocratie ouvrière dans la période du capitalisme prospère. Elle ne peut servir à la lutte contre les communistes que dans les pays où la bourgeoisie est capable d'assurer au moins à une partie importante de la classe ouvrière un niveau de vie toujours croissant. Cela est de nos jours encore possible dans les Etats-Unis, au Canada, en Australie, dans l'Afrique du Sud, grâce surtout aux surprofits qui peuvent être obtenus par une exploitation renforcée des couches inférieures de la classe ouvrière (émigrés, nègres, population coloniale), aussi bien dans le pays qu'au dehors (impérialisme). En Angleterre, la situation s'est renversée de façon toute particulière : alors qu'à l'époque de prospérité de l'impérialisme anglais, c'est la classe ouvrière des industries d'exportation qui formait l'aristocratie ouvrière, ce sont aujourd'hui les travailleurs des petites branches de production non soumises à la concurrence extérieure qui sont dans une situation matérielle relativement élevée. Mais pour la grande masse du prolétariat des pays européens, on ne saurait envisager une élévation régulière du niveau de vie dans la période actuelle. C'est pourquoi la nouvelle tactique de la social-démocratie manque complètement de base matérielle. Le révolutionneraient progressif de la classe ouvrière en Europe ne saurait être entravé par cette tactique.

Parmi les facteurs de révolutionnement de la classe ouvrière, le niveau d'existence joue un grand rôle. Ce qui est déterminant, ce n'est pas le niveau absolu, mais la direction du changement de ce niveau. Une classe ouvrière dont la situation matérielle est très basse, mais reste *constante* ou s'améliore, est beaucoup moins révolutionnaire qu'une classe ouvrière dont la situation matérielle est

¹ Nous essaierons, dans un prochain article, de représenter d'une façon détaillée cette orientation vers l'Amérique de la social-démocratie européenne, et en particulier de la social-démocratie allemande.

² Dans mon livre : *Les problèmes d'économie politique de la dictature prolétarienne*, j'ai démontré, sur la base de l'expérience hongroise, qu'au début de chaque dictature le niveau réel d'existence du prolétariat industriel tombe nécessairement en même temps que la production. La production tombe parce qu'en même temps que cesse la domination de classe cesse aussi la discipline de classe dans la production. La conséquence en est que la discipline du travail reste fortement ébranlée jusqu'à ce qu'une nouvelle forme de discipline du travail s'établisse basée sur les nouveaux rapports de force. Ce processus demande un certain temps.

à un niveau plus élevé mais décroissant. Il en est de même pour certaines couches de la classe ouvrière. Ce ne sont pas les couches du prolétariat les plus mal payées qui forment l'avant-garde de la révolution, mais bien plutôt les ouvriers professionnels. Ce ne sont pas les ouvriers professionnels en général qui sont les moins révolutionnaires, mais plutôt ces couches qui, bien qu'avec un revenu infime, ont un salaire assuré et croissant, comme les ouvriers de l'Etat et des communes, les ouvriers qui ont une petite maison et un peu de terrain, etc. L'existence d'une aristocratie ouvrière bien payée n'est pas une garantie contre la révolution lorsque la bourgeoisie n'est plus capable de garantir un standard de vie croissant.

Or la bourgeoisie européenne en est déjà incapable, en dépit de sa tendance à la stabilisation. Le mouvement d'émancipation des colonies et des demi-colonies enlève au capitalisme européen ses surprofits coloniaux. La suprématie économique de l'Amérique écarte l'Europe de beaucoup de marchés. Pour payer ses dettes à l'Amérique, la bourgeoisie européenne est obligée de céder à cette dernière une partie de sa plus-value. Les antagonismes impérialistes qui s'aggravent, la crainte de la révolution obligent la bourgeoisie à entretenir un appareil de coercition dispendieux (armée et police). Comment, dans de telles circonstances, serait-il économiquement possible de garantir à la classe ouvrière une augmentation régulière de sa situation matérielle? C'est pourquoi cette nouvelle tactique de la social-démocratie, préconisant la « démocratie économique », ne peut garantir aucune protection durable à la bourgeoisie, qui profite de la défaite de tel ou tel détachement du prolétariat pour instaurer la terreur blanche.

5. *L'Internationale Communiste*, 1926, n°4 (d'une nouvelle série...), pp. 259-264.

Le surimpérialisme et la loi du développement inégal du capitalisme

La formation des cartels internationaux, l'accord anglo-germano-français de Locarno, l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. ont donné une nouvelle vigueur à l'idéologie du surimpérialisme au sein de la social-démocratie. La théorie des opportunistes sur la possibilité d'un capitalisme pacifique dans le stade actuel de l'impérialisme, c'est-à-dire sur la possibilité d'une compensation systématique des contradictions entre les différents trusts de capitalisme d'Etat, réussit à prendre aux yeux des ouvriers une lueur de vraisemblance. Quoique les phrases pacifistes de la S. D. N. soient démenties de jour en jour par l'accroissement formidable des armements, je crois nécessaire de nous opposer avec plus de force à cette idéologie sur le terrain de la théorie et de la propagande. La base de cette lutte nous est fournie par le livre de Lénine sur l'impérialisme. Une des pensées principales de ce livre, c'est précisément que les guerres sont inévitables dans la période de l'impérialisme¹.

Le caractère inévitable des guerres dans la période actuelle, Lénine le motive par la nécessité pour les différentes bourgeoisies nationales, et éventuellement pour les trusts de capitalisme d'Etat, de s'assujettir des territoires toujours plus grands en vue du monopole de leur exploitation. Certes, le globe a été déjà partagé au début du XX^e siècle entre les puissances impérialistes, mais ce partage n'est pas définitif.

Le trait caractéristique de cette période, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes a terminé la conquête des territoires inoccupés sur notre planète. Pour la première fois le monde est complètement partagé, si bien qu'à l'avenir les territoires ne pourront que passer d'un possesseur à un autre, mais la question de l'occupation de pays encore libres ne peut plus se poser².

Les partages successifs du globe s'effectuent d'après le principe de la corrélation des forces.

Les capitalistes partagent le monde, non par scélératesse, mais parce que le degré de concentration actuel les y oblige s'ils veulent obtenir des bénéfices, et ils le partagent proportionnellement « aux capitaux », « aux forces en présence », car il ne peut y avoir d'autre système de partage en régime de production marchande et de capitalisme³.

La théorie du surimpérialisme part d'une fixation définitive des rapports de forces établie par les accords internationaux. La S. D. N. doit servir d'instrument à cette réglementation internationale

¹ « Ces résultats démontrent que tant que dure *cette* base économique *tant* que subsiste la propriété privée des moyens de production, des guerres impérialistes sont inévitables. » (p. 10 de l'édition allemande de la Bibliothèque marxiste tome I).

² N. LÉNINE : L'impérialisme, dernière étape du capitalisme, p. 63.

³ *Ibid*, p. 61.

des forces et rendre ainsi superflues des guerres impérialistes. *En face de cette possibilité, Lénine établit la loi du développement inégal du capitalisme* suivant laquelle se modifient nécessairement les rapports des forces et, comme le partage du monde sous l'impérialisme ne peut avoir lieu que selon la corrélation des forces, des tentatives pour un nouveau partage et, par conséquent, des guerres impérialistes, sont inévitables.

Les inégalités et saccades dans le développement des entreprises, industries et pays divers sont inévitables en régime capitaliste¹.

Lénine répète et motive cette formule à plusieurs reprises, sans faire, autant que nous le sachions, un exposé systématique des effets économiques. L'histoire du capitalisme nous démontre en effet que son développement s'est effectué de façon inégale. Mais les champions du surimpérialisme pourraient établir la thèse que c'est précisément l'organisation internationale du capitalisme dans le domaine économique par la création de cartels internationaux, dans le domaine politique par le système de la S. D. N., qui écartera l'inégalité du développement capitaliste et, du même coup, enlèvera toute base au déplacement des forces et à la nécessité des guerres en vue d'un nouveau partage du monde. Afin de répondre à cette objection, il convient, en rassemblant les observations de Lénine, de constater l'inégalité du développement du capitalisme, non seulement, comme c'est fréquemment le cas, de façon exclusivement empirique au moyen de l'histoire, mais en développant plus systématiquement les causes de cette loi et en montrant comment ces causes agiront à l'avenir.

Dans *l'Impérialisme* de Lénine nous trouvons en plusieurs endroits de quoi motiver suffisamment cette loi du point de vue économique. Lénine part de l'idée que le développement du capitalisme dans des pays jeunes, c'est-à-dire dans des pays qui viennent d'être conquis au régime de production capitaliste, suit toujours une marche plus rapide *que dans les* pays qui sont capitalistes depuis longtemps et qui, de ce fait, manifestent déjà des tendances à la décomposition, tendances provenant, d'une part, de la naissance d'une couche de rentiers et, d'autre part, de la naissance d'une aristocratie ouvrière « embourgeoisée ».

Malgré le nivellement relatif du monde, l'égalisation progressive des conditions économiques qui, au cours de ces dernières décades, se sont manifestés dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, de l'échange et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences importantes entre les six grandes puissances. On voit de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon) progresser avec une extrême rapidité, alors que d'anciens pays capitalistes (France, Angleterre) se développent beaucoup plus lentement².

Dans un autre passage, Lénine indique la situation spéciale des pays arriérés comme une cause de développement plus rapide.

Dans ces pays arriérés, les bénéfices sont habituellement élevés, car il y a peu de capitaux, le prix de la terre est relativement minime, les salaires sont bas, les matières premières bon marché³.

Naturellement, le caractère plus ou moins récent du développement capitaliste dans un pays est

¹ *Ibid.*, p. 49.

² N. LÉNINE : *L'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*, p. 67.

³ *Ibid.*, p. 50

un facteur important de l'inégalité du développement capitaliste et, par suite, des regroupements de forces dans les différents pays capitalistes. Mais nous croyons qu'outre ce facteur important du laps de temps nécessaire au développement capitaliste, il peut surgir également des différences dans la marche du développement entre des Etats dont le développement capitaliste aurait, à un moment donné, même âge et même force. Ainsi on réduit à néant l'argumentation des théoriciens surimpérialistes, disant que les pays impérialistes décisifs, réunis dans la S. D. N., liés économiquement par des cartels internationaux, obligent le développement des pays capitalistes plus jeunes à suivre une marche régulière, ce qui pourrait éliminer les déplacements des forces par saccades. C'est pourquoi nous croyons utile d'indiquer d'autres facteurs économiques, en dehors de la différence d'âge des pays capitalistes, pour motiver le développement inégal.

Le *Capital* de Marx ne montre pas d'une façon purement économique la loi du développement inégal du capitalisme. Marx part de la totalité des phénomènes. Dans sa théorie économique du capitalisme, il pose comme prémisse l'existence d'un capitalisme mondial unifié. Dans le système marxiste, les mouvements particuliers, conditionnés par la différence entre les capitalismes nationaux, feraient partie de la doctrine sur la concurrence, que Marx n'a pas pu achever. Le développement économique inégal, à supposer qu'il y ait un marché mondial capitaliste, signifie que différentes entreprises et, éventuellement, différents pays, pour des raisons quelconques, pourraient produire à meilleur marché que leurs concurrents et s'assurer ainsi un développement économique plus rapide. Par la suite, nous ne parlerons que des facteurs d'une production nationale à meilleur marché et non des facteurs qui jouent dans la concurrence entre différentes entreprises d'une même industrie.

Si l'on considère les conditions de concurrence à l'échelle nationale et si l'on suppose que dans les pays qui se concurrencent on travaille, à un moment donné, dans les différentes industries avec la même technique (supposition qui naturellement n'est juste que conditionnellement, car la technique se révolutionne continuellement), on trouve que les frais de production dans l'industrie proprement dite (abstraction faite de l'usure du capital fixe considéré comme étant la même) peuvent être réduits à deux facteurs essentiels de grandeur variable : frais de salaires et frais de matières premières¹. Lorsque nous parlons des frais de salaires, il ne s'agit pas de leur montant, mais de la somme des frais de salaires qui incombent à l'unité de produits. Les dépenses pour les matières premières varient selon les conditions naturelles, à égalité de salaire pour la même dépense de force de travail et à technique égale. Pour les minéraux, entrent en ligne de compte la richesse des couches, la profondeur des mines, etc.; pour l'agriculture, les conditions climatiques, la fertilité naturelle du sol, etc. Dans les dépenses pour les matières premières, il ne faut pas comprendre les frais de transports. Une matière première transformée ou non qui, selon le siège de l'entreprise, exige des frais de transports plus ou moins élevés pour pouvoir parvenir au consommateur représente une matière première plus chère au point de vue économique.

En ce qui concerne les dépenses pour les salaires, elles sont en général moindres dans les pays dont le développement capitaliste est à ses débuts. La valeur de la force de travail est inférieure en raison du niveau inférieur d'existence du prolétariat. Comme cela est en corrélation étroite avec le caractère récent du système capitaliste, ce n'est que la question des dépenses pour les matières premières qui nécessite des explications spéciales.

¹ Ce problème fut étudié à fond par M.[Alfred] Weber, dans son livre : *Du siège des industries* (1. C. Mohr, Tubingen. C'est un des rares livres de valeur de l'économie nationale bourgeoise des dernières décades.

Lénine a particulièrement insisté sur la tendance des pays impérialistes à se procurer des monopoles pour des matières premières importantes. Mais, d'autre part, il y a ce fait décisif pour le développement inégal du capitalisme crue, grâce aux progrès de la technique, *il y a différentes matières premières qui, tour à tour, jouent un rôle décisif dans la vie économique*. Transporté dans le domaine de la concurrence internationale, cela veut dire que les progrès de la technique peuvent satisfaire les mêmes ou de nouveaux besoins du marché mondial à des prix inférieurs, car ils permettent d'utiliser de nouvelles matières premières et du même coup aussi la valeur économique du monopole de certaines de ces matières. Une matière première qui était sans valeur du point de vue économique à un certain moment de la technique prend une valeur particulière du fait qu'une nouvelle technique en a fait la base d'une production à meilleur marché. Cela signifie que même si le monde, à un moment donné, était dominé par un petit groupe d'Etats impérialistes à développement égal, hypothèse irréalisable, les progrès de la technique provoqueraient nécessairement de l'inégalité et des saccades dans le développement, par suite de l'existence accidentelle de matières premières dans ces pays, abstraction faite du caractère plus ou moins récent du développement capitaliste.

En effet, nous pouvons constater, même de nos jours, comment des modifications de technique provoquent des modifications par saccades dans le développement économique de différents pays. Le développement par saccades de l'industrie de l'Italie du Nord est basé sur la découverte technique de la transmission des courants électriques à haute tension, sans laquelle l'exploitation des forces hydrauliques (il s'agit ici d'une matière première remplaçant un carburant) aurait été impossible. Le processus de liquéfaction du lignite, actuellement au premier plan en Allemagne, l'existence de mines de lignite, produit qui était précédemment un succédané secondaire de l'anthracite, peuvent devenir le point de départ d'un nouveau développement saccadé du capitalisme dans des pays riches en lignite. L'histoire du développement du capitalisme et de ses saccades peut s'expliquer en grande partie par cette corrélation entre la technique et la matière première, outre la différence de la marche et du caractère plus ou moins récent des différents pays capitalistes. Une nouvelle technique permettant l'usage d'une nouvelle matière première peut satisfaire des besoins à meilleur marché que l'ancienne technique. La propriété de nouvelles matières premières devient un facteur important pour la concurrence internationale entre les trusts de capitalisme d'Etat et entraîne un déplacement par saccades des rapports de leurs forces économiques d'Etat. *La loi du développement inégal et saccadé, du capitalisme n'est donc pas un hasard historique; elle s'applique non seulement au passé, mais aussi à l'avenir et peut être considérée comme une loi essentielle et bien fondée du régime de production capitaliste. Cette loi gardera sa valeur tant qu'il y aura des progrès techniques.*

Dans *l'Impérialisme*, Lénine avait déjà signalé la différence d'importance des matières premières, selon les progrès de la technique :

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles de matières premières, car le développement technique actuel est extrêmement rapide, et les terres aujourd'hui infécondes peuvent demain être mises en valeur par de nouveaux procédés... Il en est de même pour la prospection du sous-sol, les nouveaux procédés d'utilisation des matériaux, etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique... Le capital financier cherche par tous les moyens à mettre la main sur le plus de terres possibles, quelles qu'elles soient et où qu'elles soient, espérant y découvrir des matières premières et craignant de se laisser dépasser dans cette lutte pour le

partage des derniers lambeaux du monde ou le repartage des territoires appropriés¹

Nous croyons nécessaire, dans la période actuelle de renaissance de l'idéologie du surimpérialisme, de considérer sous toutes ses faces économiques la thèse de l'inéluctabilité des guerres impérialistes, thèse dont Lénine a fait l'axe de sa définition de l'impérialisme, et de l'opposer par la propagande à la théorie du surimpérialisme.

¹ N. Lénine, *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, p. 69.

6. *L'Internationale Communiste*, 1927, pp.1097-1104.

La haute conjoncture économique en Allemagne et la classe ouvrière allemande

On constate actuellement en Allemagne une haute conjoncture économique ; c'est la première fois que le phénomène est observé en Europe dans un pays à devise stabilisée.

Le fait est d'une grande importance et nous met en devoir de considérer toute une série de problèmes. Comment, en effet, ce relèvement de la situation générale a-t-il pu se produire précisément dans l'Allemagne vaincue, et malgré le fardeau des réparations ? De cet indice faut-il conclure que la stabilisation *relative* s'est achevée et que nous assistons au début d'une *nouvelle période d'ascension pour le capitalisme allemand* ? Quel a été, quel est le rôle de la rationalisation dans cette conjoncture ? Quel est le rapport de la conjoncture allemande avec la conjoncture mondiale ? Quels seront les effets de la situation sur le mouvement ouvrier en Allemagne ?

Un article ne suffirait pas pour répondre d'une façon détaillée à toutes ces questions. Nous ne pouvons analyser ici que les faits les plus importants.

Caractère économique de la haute conjoncture allemande

Si nous cherchons à nous rendre compte de ce qui caractérise la situation générale de l'économie allemande, nous noterons, comme les plus remarquables, les particularités suivantes :

1° Aucune relation entre cette conjoncture et le développement de celle des autres pays capitalistes ; c'est d'ailleurs un fait, commun à tous les capitalismes de l'après-guerre¹ ;

2° *Exceptionnelle brièveté* des phases successives. Depuis le début de la période de stabilisation, nous pouvons distinguer :

La crise due à la stabilisation : de l'automne de 1923 à l'été de 1924 ; une conjoncture satisfaisante : de l'automne 1924 à l'automne 1925 ; la crise de la rationalisation : de l'hiver 1925-1926 à l'automne 1926 ; une amélioration depuis cet automne 1926 jusqu'à l'hiver de 1927 ; une conjoncture satisfaisante depuis le printemps de l'année courante.

On se demandera comment expliquer la brièveté de ces phases. La première explication que l'on puisse donner est que, malgré le relèvement constant du capitalisme allemand en ces dernières années, la masse disponible du capital de roulement est insuffisante pour assurer une plus grande durée aux conjonctures favorables.

L'insuffisance du ravitaillement en capitaux se manifeste en ce que les crises ne sont plus de

¹ Bien entendu, ce serait une erreur de supposer qu'avant la guerre la dépression, le relèvement et la crise ont été absolument simultanés dans tous les pays capitalistes. Voyez la description extrêmement intéressante, quoique schématique, qui a été faite des phases de la conjoncture, pour toute l'époque capitaliste (de 1890 à 1925), par l'Américain W. C. Mitchell et son collaborateur W. L. Thoof, dans leur livre *Business Annals*.

celles que l'on considère comme « normales », et qu'elles sont tout autres.

Il y a crise « normale » lorsque la production des objets de consommation est supérieure à la capacité d'absorption de la société et que des antagonismes se créent, l'appareil de la production ne trouvant plus de débouchés suffisants ; il y a donc *surproduction d'objets de consommation*, ce qui détermine fatalement *une surproduction des moyens de production* (Marx, division I), ces derniers ayant en définitive pour objet de subvenir à la consommation. Quand les débouchés sont insuffisants, les moyens de production deviennent superflus.

Mais il peut arriver des crises dues à une disproportion d'un autre genre : c'est lorsque, durant une certaine période, sur la masse produite ($v + m$), on donne trop à la *production des moyens de production* (Marx, *loco citato*), et pas assez à la *production des objets de consommation* (Marx, division II) ; lorsque, en d'autres termes, on essaie de prélever sur la masse fournie par le travail ($c + v + m$) trop de moyens de production et trop peu d'objets de consommation. Le fait a lieu quand les capitalistes qui répartissent la production ont surestimé la capacité d'accumulation du pays. Pareille disproportion mène à une crise, parce que l'on n'a plus assez de capitaux pour terminer les constructions de fabriques et d'outillages *déjà entreprises*. Ainsi, une grave insuffisance du crédit manifeste une insuffisance du capital réel, insuffisance provenant d'une utilisation disproportionnée des moyens réellement disponibles ; il s'ensuit un besoin accentué de crédits, car tout capitaliste (et nous entendons par là les sociétés anonymes, aussi bien que les individus, dont les intérêts particuliers s'opposent aux intérêts généraux du capitalisme dans chaque pays), tout individu a le souci de terminer les travaux entrepris : un outillage inachevé ne représente en effet pour lui que de lourdes pertes¹.

Bien entendu, plus un pays est pauvre, plus il est dépourvu de capitaux de roulement, et plus une disproportion de cet ordre doit l'amener vite à une crise. Pour nous, la courte durée des phases susmentionnées dans l'Allemagne d'après-guerre s'explique ainsi.

La *rationalisation* exigeait une large transformation de l'appareil producteur, c'est-à-dire d'abord son application à produire des moyens de production en quantité notable (Marx, division II), surtout ce que Marx appelle *capital constant*². Or, la quantité des capitaux disponibles en Allemagne

¹ Cassel, qui est l'économiste le plus vulgaire de notre temps, construit toute sa théorie de la conjoncture sur l'insuffisance ou l'excès des capitaux de crédit; les intérêts fixés par les grandes banques auraient, selon lui, une influence décisive sur l'ensemble de la situation. Mais ici se dissimule l'idée d'une crise précisément du genre de celle que nous décrivons. (Voir Cassel: *Théorie de l'Economie politique*, pages 472-574).

² Nous n'avons pas d'informations statistiques sur les récentes constructions industrielles en Allemagne. Mais nous pouvons tenir compte d'un symptôme d'une importance décisive pour tout l'appareil de la production : c'est l'exceptionnelle augmentation des forces motrices utilisées dans l'industrie allemande. Citons les chiffres relevés officiellement dans les usines et fabriques en 1925 (en y comprenant les entreprises minières, le bâtiment, les petits métiers, mais exception faite des entreprises qui fournissent du gaz, de la force hydraulique et de l'électricité) :

en milliers de CV

1907 : 6 223 1925 : 18 099 Augmentation : +184 %

Si nous supposons que, de 1907 à 1913, l'augmentation a été de 84 %, nous l'estimerons de 100 % par comparaison avec 1913 pour la période 1914-1925, la rationalisation s'effectuait encore et était en plein rendement, il y a certainement eu depuis une augmentation du capital constant

n'était pas assez considérable pour permettre de viser surtout à élaborer des moyens de production, notamment sous la forme d'un capital *constant*¹. De là la nécessité d'importer des capitaux lors d'une amélioration quelconque de la conjoncture ; de là la passivité de la balance du commerce extérieur ; phénomènes qui sont tous deux d'une égale portée pour l'Allemagne, celle-ci ne tirant pas de sensibles revenus de l'étranger par son exportation. Nous constatons donc, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture, une rapide accentuation de la passivité du commerce extérieur, qui s'exprima en juin par l'énorme somme de 450 millions de marks.

Ce parallélisme de faits sera évident si nous présentons les chiffres du commerce extérieur groupés suivant les phases de la conjoncture que nous avons énumérées ci-dessus.

Commerce extérieur

(chiffre d'affaires net en millions de marks au cours actuel)

| | Importation | Moyenne mensuelle | Exportation | Moyenne mensuelle | Différence | Moyenne mensuelle |
|---|-------------|-------------------|-------------|-------------------|------------|-------------------|
| Crise due à la stabilisation (janv.-sept.1924) | 5 989 | 655 | 4 541 | 504 | - 1 448 | -161 |
| Conjoncture favorable (oct.24-oct. 25) | 13 941 | 1 072 | 10 103 | 777 | -3 838 | -161 ? |
| Crise de rationalisation (nov. 25-sept. 26) | 8 519 | 775 | 9 047 | 822 | +528 | +48 |
| Conjoncture favorable (oct. 26- juin 27) | 9 715 | 1 080 | 7 366 | 818 | -2 349 | -261 |

Le commerce extérieur dans les périodes de conjoncture favorable devient passif d'une façon très sensible parce que les capitaux disponibles dans le pays ne suffisent pas à assurer le développement de l'appareil de production. Il y faut l'appoint de capitaux importés². Les emprunts officiellement déclarés de capitaux étrangers ont atteint les chiffres suivants :

En millions de marks³

| 1924 | 1925 | 1926 | 1927 | | | | |
|-------|-------|-------|----------------------|-------|-----|------|---------|
| | | | 1 ^{er} trim | Avril | Mai | Juin | Juillet |
| 1 001 | 1 244 | 1 516 | 95 | 4 | 35 | 116 | 383 |

La tentative qui fut faite en 1927 d'empêcher l'afflux des capitaux étrangers menaçait, dès le mois de mai, de provoquer une grave crise. Les réserves de devises de la Reichsbank s'étaient réduites à 1 milliard de marks et allaient à l'épuisement. La Reichsbank fut forcée d'exporter de l'or pour maintenir la parité. Une autre tentative périlleuse, qui était de détourner les capitaux des affaires

¹ C'est-à-dire : bâtiments, outillage, machines, matières premières la terminologie marxiste. (N. du Tr.)

² Le déficit total du commerce extérieur allemand pour la période de stabilisation s'est élevé à environ 7 milliards de marks. Dans ce chiffre sont comprises les fournitures de matériaux faites au titre des réparations. Le déficit a été couvert par un reflux des capitaux évadés pendant la période d'inflation, par l'emploi de devises étrangères qui, pendant la même période, ont servi aux opérations commerciales et par des importations de capitaux.

³ *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 12 août. Les chiffres donnés par d'autres sources ne diffèrent de ceux-ci que dans une mesure insignifiante.

de Bourse et de les investir dans l'industrie, provoqua une crise en Bourse sans pour cela combler la disette de capitaux ressentie par l'industrie. Il n'y avait d'autre remède que de rouvrir un libre accès aux importations de capitaux. Alors qu'en avril, pour la première fois durant la période de stabilisation, l'Allemagne n'avait pas fait un seul emprunt à l'étranger, elle dut, en juin, emprunter au dehors 116 millions et, en juillet, jusqu'à 383 millions, — le chiffre le plus élevé de ses appels au capital étranger, à l'exception de l'emprunt Dawes.

Ce caractère économique de la haute conjoncture actuelle nous montre en même temps qu'il faut l'envisager comme *une situation exclusivement intérieure*. Et, en effet, les chiffres d'affaires, que nous avons groupés ci-dessus d'après les phases successives prouvent qu'au cours du 1^{er} semestre 1927 l'exportation n'a pas augmenté. La situation de l'Allemagne comme exportatrice sur le marché mondial ne s'est pas améliorée du fait de la conjoncture favorable de l'intérieur. Il serait donc bien prématuré de conclure de ce fait à l'achèvement de la période de stabilisation *relative*: Pour un pays industriel à régime capitaliste hautement évolué, tel que l'Allemagne, l'importation des capitaux ne peut durer bien longtemps ni maintenir d'une façon prolongée la situation actuelle. Le capitalisme allemand doit, par un excédent des exportations, se créer des ressources pour le paiement des intérêts des emprunts et des réparations. Il doit donc fortement augmenter l'exportation des produits industriels fabriqués et manufacturés (celle des matières premières, à l'exception du charbon et de la potasse, étant impossible). Ce n'est que plus tard que l'on verra si le capitalisme allemand réussit à trouver sur le marché mondial des débouchés pour les marchandises produites par un appareil industriel amélioré et élargi grâce à la rationalisation.

Il est indispensable de souligner ici que l'abaissement considérable des prix de revient obtenu par la rationalisation ne saurait garantir un renforcement de l'exportation ; si les prix ont leur importance, il faut considérer aussi comme un facteur décisif la possibilité d'accorder des crédits à long terme et d'exporter des capitaux, ce dont le capitalisme allemand n'est actuellement capable que dans une mesure insignifiante. Il ne peut exporter que le capital étranger qu'il a emprunté. Il y a pour lui une possibilité d'importer du capital par emprunts à intérêts et de l'exporter comme capital industriel rapportant des bénéfices. La différence entre la somme des intérêts à payer et des bénéfices encaissés reste entre les mains de la bourgeoisie allemande.

En résumé, *la haute conjoncture actuelle marque, il est vrai, un nouveau progrès dans le redressement continu du capitalisme allemand depuis la stabilisation mais elle ne durera guère¹ et le phénomène ne signifie nullement que la stabilisation relative soit achevée*. Ce sont les destinées ultérieures du capitalisme mondial et les solutions que l'on donnera au problème des réparations qui décideront du sort du capitalisme allemand.

La situation générale de l'économie allemande et le prolétariat

Quels ont été les effets de cette haute conjoncture actuelle sur le niveau de vie du prolétariat allemand ? *Il est hors de doute que la masse totale des salaires, pour toute la classe ouvrière, s'est fortement accrue*, qu'il n'y a plus de réduction du chiffre d'heures de travail hebdomadaire, que plus d'un million de chômeurs ont trouvé du travail et que les heures supplémentaires sont actuellement

¹ Dès la seconde quinzaine d'août, on signalait déjà certains symptômes de dégression : il se produisait des difficultés de paiement dans l'industrie du bâtiment (faute de capitaux) ainsi que dans le commerce du textile.

très fréquentes.

Mais ce sont des résultats qu'il ne faut pas surestimer. Bien que, dans certaines branches industrielles, on se plaigne d'une certaine insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, le chômage est encore à un niveau bien supérieur à celui que l'on jugeait normal avant la guerre. A la fin de juillet, alors que la conjoncture très favorable dont nous parlons coïncidait avec les travaux saisonniers (industries du bâtiment, récoltes), on comptait encore 453.000 chômeurs *subventionnés*. Ajoutez à cela ceux qui vivent des subsides prélevés sur un fonds spécialement constitué en raison de la crise et ceux à qui l'on a refusé toute subvention (environ 10 %, d'après les chiffres officiels) : cela fait au total quelque chose comme trois quarts de million de personnes.

Le relèvement du revenu général de la classe ouvrière se traduit par une plus grande consommation de marchandises à bon marché (textile et chaussures), ainsi que de produits de ravitaillement qui ne sont pas absolument indispensables. Dans le rapport d'un agent de l'Office des réparations, nous trouvons les chiffres suivants concernant cinq objets de consommation :

| | <i>Viande</i> (en milliers de tonnes) | <i>Sucre</i> (en milliers de tonnes) | <i>Café</i> (en milliers de tonnes) | <i>Tabac</i> (en milliers de tonnes) | <i>Bière</i> (milliers d'hectol.) |
|------------------------------------|---|--|---|--|---|
| 1925 1 ^{er} trimestre. | 513 | 297 | 26 | 27 | 8 662 |
| 1926 — | 560 | 296 | 32 | 25 | 9 956 |
| 1927 — | 609 | 313 | 40 | 28 | 10 051 |

Les chiffres du deuxième trimestre de 1927 seront probablement encore plus élevés.

Mais, d'autre part, les salaires, comme rétribution réelle de l'heure de travail, en cette période favorable, n'ont pas augmenté. C'est un des faits les plus marquants dont doit tenir compte le prolétariat allemand.

Pour que l'on ne nous soupçonne pas d'exagérer en communistes et d'assombrir le tableau, nous allons citer des chiffres empruntés au *Vorwärts*.

Les salaires des ouvriers ordinaires ont été et sont, par heure de travail (en *pfennigs*), les suivants :

| | 1913 | 1927 janv. | 1927 juill. | Pourcentage de relèvement des salaires de janvier au 1 ^{er} juillet |
|--------------------|------|------------|-------------|--|
| Industrie minière | - | 106,3 | 112,5 | 5,8 |
| Métallurgie | 66,8 | 91,4 | 97,4 | 6,6 |
| Industrie chimique | 57 | 85,2 | 92,3 | 8,3 |
| Bâtiment | 71,8 | 115,2 | 121,2 | 5,2 |
| Industrie du bois | 62,7 | 91,7 | 103,2 | 12,5 |
| Papier | 32,6 | 68,1 | 73,3 | 7,6 |
| Textile : hommes | 43,2 | 66,3 | 66,9 | 0,9 |
| Textile : femmes | 31,1 | 51,5 | 52,6 | 2,1 |
| Brasserie | - | 103,5 | 107,8 | 4,1 |
| Confiserie | 50,4 | 84,9 | 89,1 | 4,9 |
| Typographie | - | 95,9 | 102,9 | 7,3 |

| | | | | |
|------------------------|------|------|-------|-----|
| Carton : hommes | 48,2 | 77,4 | 82,9 | 7,1 |
| Carton : femmes | 28 | 50,9 | 54,4 | 6,9 |
| Cheminots | 62,6 | 89,2 | 87,1 | 6 ? |
| Moyenne | 65,3 | 94,9 | 100,7 | 6,1 |
| Ouvriers non qualifiés | 46,2 | 66,7 | 72,7 | 9 |

En outre, il convient de noter que, d'après les données officielles, le minimum du coût de la vie s'est élevé, depuis janvier, de plus de 2 %. Le *Vorwärts* déclare même que « le relèvement des salaires, comparativement avec le niveau réel qu'ils avaient atteint au début de 1926, est infime et ne constitue pas en moyenne plus de 2 à 3 % ». »

Les tarifs hebdomadaires — d'après le même *Vorwärts* — pour les ouvriers qualifiés se sont élevés, par comparaison avec 1913, de 39,2 % ; pour les ouvriers non qualifiés de 56 %. Si l'on rapproche ces chiffres de l'indice officiel exprimant le coût minimum de la vie, qui s'est élevé, depuis 1913, de 47,7 %, on constate que l'ouvrier qualifié (et sans tenir compte ici du travail aux pièces) doit régulièrement faire des heures supplémentaires pour gagner le salaire d'un travail normal en 1913.

Si l'on considère encore que *l'intensité du travail, par suite de la rationalisation, s'est considérablement accrue, on doit conclure que l'exploitation de la classe ouvrière s'est renforcée.*

Ce résultat négatif de la conjoncture économique la plus favorable dans son ensemble doit avoir une signification décisive pour le prolétariat allemand. Son mouvement syndical, entravé par le système de conciliation des tribunaux d'arbitrage et des cahiers des charges, n'a rien pu faire sous la direction des réformistes pour utiliser la situation en obtenant une augmentation des salaires réels et une moindre exploitation du prolétariat. Ce fait réduit à néant l'œuvre des syndicats réformistes.

Sans aucun doute, lorsque la conjoncture deviendra moins satisfaisante — ce qui, à notre avis, se produira avant la fin de cette année — la possibilité d'obtenir des salaires plus élevés sera encore réduite. Les capitalistes profiteront même de la situation pour abaisser les salaires.

Aucune situation générale, si favorable soit-elle, ne peut contribuer à améliorer la situation de la classe ouvrière tant que les syndicats seront sous la coupe des réformistes. La nécessité d'une très active intervention des communistes dans les syndicats — pour défendre les intérêts immédiats du prolétariat allemand — s'impose donc ici particulièrement.

7. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 698-715

La situation économique internationale

(Extraits du rapport et des conclusions de Varga à la Commission préparatoire du Plénum du C.E. de l'I.C.)

La commission a pour tâche d'analyser, pour le Plénum, tous les phénomènes nouveaux, apparus depuis le VI^e congrès mondial dans le domaine de l'économie et de la politique mondiales. J'ai donc conçu mon rapport en vue de ce but pratique.

J'ai avant tout énuméré tous les phénomènes nouveaux, constatables dans l'économie capitaliste mondiale. On se rappelle que c'étaient :

1. *La forte tension sur le marché international de l'argent, l'élévation du taux de l'escompte dans presque tous les pays* (excepté la France et la Suisse.) Le point de départ de cette tension est la spéculation actuelle à la Bourse des valeurs qui sévit dans presque tous les pays ; cette spéculation atteint son point culminant aux Etats-Unis, où la valeur des actions a, en deux ans, augmenté de 20 milliards de dollars. Tout l'argent liquide afflue aux Bourses, les entreprises industrielles jettent directement leur excédent à la Bourse, sans passer par le canal des banques. La *Federal Reserve Bank* a perdu son hégémonie sur le marché américain de l'argent. Un krach boursier menace, qui peut amener une crise internationale du crédit et être le point de départ d'une crise économique générale. A cette spéculation sur le marché des valeurs s'associe la forte spéculation et la grande incertitude qui règnent sur le marché des marchandises : surproduction et chute des prix sur le sucre, le pétrole, la soie artificielle, etc., hausse formidable des prix sur le cuivre, le plomb, etc.

2. *L'aggravation progressive et continue de la conjoncture en Allemagne.*

3. *Les négociations autour des réparations*, au sujet desquelles je ferai un rapport spécial.

4. *Le puissant mouvement de rationalisation qui progresse actuellement en Angleterre* : formidables assainissements, formation de cartels, fusions, etc. La voie se trouve ainsi ouverte à la rationalisation technique. Economiquement, apparaît en fait la chose suivante : Ce qui s'est réalisé anarchiquement dans les pays d'inflation, à savoir la libération du capital industriel du fardeau formidablement alourdi du capital d'emprunt, se réalise, en Angleterre, d'une façon consciente, méthodique ; ce n'est pas anarchiquement, au moyen de l'inflation, qu'est rétablie la « profitabilité » du capital industriel, mais au moyen d'une renonciation forcée du capital d'emprunt à une fraction de sa part de bénéfices. La question, âprement débattue au IX^e Plénum, de savoir si les intérêts particuliers du capital d'emprunt (*vested interest*) en Angleterre seraient assez puissants pour empêcher l'accomplissement de la rationalisation, a été tranchée dans le sens négatif par les faits eux-mêmes.

5. *La stabilisation presque terminée de toutes les valeurs européennes*, et, en liaison avec ce fait (emprunt roumain de stabilisation), la réapparition de la France et aussi de l'Allemagne comme exportateurs de capital, et où l'on voit l'Allemagne exporter du capital emprunté ! La réapparition de la France et de l'Allemagne dans les rangs des pays exportateurs de capitaux a une grosse importance au point de vue de la politique extérieure.

6. En politique économique, c'est avant tout *la tendance à une élévation continue des tarifs douaniers protecteurs qui a de l'importance* (augmentation des taxes aux Etats-Unis, mouvement protectionniste en Grande-Bretagne, taxes douanières augmentées en France et en Italie sur les produits de la terre, nouveau tarif douanier en Chine, etc.). Le développement des faits va résolument à l'encontre des résolutions solennelles de la conférence économique mondiale. Dans cette lutte sauvage pour les débouchés, la bourgeoisie de chaque pays essaie de garder pour elle seule le monopole du marché intérieur.

J'avais montré, en définitive, que l'analyse de la situation mondiale, faite au VI^e congrès mondial, était incomplète en ce sens que les conséquences des découvertes techniques, qui, d'après les thèses, approchaient, en certains pays, d'une véritable « révolution technique », sur l'économie et le prolétariat n'avaient pas été suffisamment traitées. En particulier, on n'a pas accordé une attention suffisante à la constitution d'un chômage organique.

Les faits principaux sont les suivants :

a) *Un chômage massif et durable dans les pays capitalistes les plus importants — Allemagne, Angleterre, Etats-Unis — parallèlement à un accroissement du volume de la production.* Un chômage massif qui ne réduit même pas une bonne conjoncture¹ Le capital n'est plus capable de donner du travail à la classe ouvrière.

b) *Un courant se manifeste actuellement qui tend à rejeter la classe ouvrière hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation :* le nombre des travailleurs producteurs (ayant un emploi) baisse relativement, celui des prolétaires non-producteurs augmente au contraire relativement.

c) *Aux Etats-Unis, entre 1919 et 1925, on enregistre une diminution absolue du nombre d'ouvriers employés par le capital industriel* (économie agraire, industrie, mines, transports, bâtiment). Cette tendance n'a fait que s'accroître depuis, ouvertement. Cela signifie que le progrès technique dans l'industrie américaine, que l'accroissement de la productivité du travail dépassent les possibilités d'élargissement du marché capitaliste; le volume de la production croît en valeur absolue, mais pas dans la mesure qu'il faudrait, avec la productivité augmentée du travail, pour ramener dans le procès de la production les travailleurs qui se trouvent constamment maintenus hors de ce procès. Et j'avais émis l'opinion que cette tendance n'était pas spécifique des Etats-Unis, mais allait se manifester désormais dans tous les pays de haut développement capitaliste. Le congrès a pour tâche d'étudier avec soin les causes de ce chômage chronique et massif et, en particulier, d'examiner ses conséquences sur la différenciation au sein de la classe ouvrière et sur sa capacité de lutte.

¹ Dans les 6 années d'avant-guerre, le chômage atteignait dans les industries spécialisées:

| | |
|------------|-------|
| Angleterre | 4,5 % |
| Allemagne | 2,4 % |

Dans les 6 dernières années :

| | |
|------------|--------|
| Angleterre | 11,0 % |
| Allemagne | 11,2 % |

Le débat qui s'est engagé ici a été extraordinairement large et a fortement dévié de l'objectif pratique qu'il devait, selon moi, se fixer. De cet objectif pratique de mon rapport, il résulte également que je ne m'associe pas avec une quelconque généralisation des nouveaux phénomènes, dans le genre de celle qu'a tentée Lapinsky au cours de ces débats. Je la tiens pour superflue, car la lutte pour les marchés — le point central des développements de Lapinsky - a été déjà traitée, avec une profondeur suffisante, dans les thèses du VI^e congrès mondial, et que depuis, le développement dans ce sens n'a fait que continuer et s'aggraver, mais sans faire apparaître de nouveaux aspects. Aussi, quand j'examine les débats qui ont eu lieu pour savoir quels nouveaux aspects sont apparus, depuis le VI^e congrès mondial, dans l'économie mondiale et dans la politique économique, je suis obligé de constater qu'à tout prendre, les débats ont apporté bien peu d'éléments nouveaux. Il y a ici deux idées de Magyar. La première est celle des *crises partielles*, atteignant des branches de production isolées, en tant que phénomène nouveau. Je crois que ce n'est pas un phénomène nouveau. Il existait déjà avant le VI^e congrès ; il existe actuellement *en permanence en tant qu'une des formes d'expression de la crise générale du capitalisme*. La crise générale du capitalisme se manifeste dans la crise minière, puis dans la surproduction des automobiles, puis encore dans la crise du textile, etc. Je ne crois donc pas que ces crises partielles constituent des phénomènes nouveaux dans la crise générale du capitalisme, mais qu'elles sont bien des formes d'expression de cette crise.

Le deuxième point importé [important ?] soulevé dans les débats par Magyar est son affirmation d'une *nouvelle crise agraire commençante*. La définition qu'il en a donné est assez vague. Trois processus se développeraient parallèlement : d'abord, le processus général de disparition de certaines couches de la paysannerie. Ce processus est permanent sous le capitalisme ; il est souvent aggravé par une crise agraire, il est parfois quelque peu ralenti. Le deuxième processus est celui de la surproduction de produits agricoles dans les pays d'outre-mer, non plus seulement de céréales, mais encore de viande et d'autres produits agricoles. Provisoirement, on s'en aperçoit assez peu, à l'exception d'une crise du bétail dans certains pays européens. Le processus de la crise serait alors la pression de cette concurrence renforcée des pays agricoles d'outre-mer sur l'économie agricole européenne, par conséquent le *déclenchement* d'une crise agraire européenne, comme ce fut le cas en 1870, 1880. C'est possible. En tout cas, elle ne prendra pas les proportions d'alors, car nous voyons dès à présent la France, l'Italie, l'Allemagne élever leurs tarifs douaniers et protéger ainsi leur économie paysanne contre la concurrence des produits d'outre-mer ; c'est une très forte augmentation des droits sur le blé en Italie, des droits sur le sucre en Allemagne, de toutes les taxes agraires en France, etc.

Un troisième processus de cette crise agraire serait, d'après Magyar, la famine en Chine, s'étendant vraisemblablement à l'Inde, cette année. Je ne crois cependant pas que ces famines dans les Etats asiatiques pauvres et surpeuplés soient en liaison avec cette crise de surproduction menaçante en Amérique du Sud et dans les colonies agitées de l'Angleterre ; au contraire, il faut ici constater une tendance au calme. Il ne faudrait peut-être retenir de tous ces nouveaux phénomènes qu'une *tendance à renforcer le protectionnisme agraire dans les pays européens, contre la menace d'une invasion de produits alimentaires bon marché venus des pays d'outre-mer* !

Un deuxième point, nouveau, soulevé par Buchariev [Boukhartchev ?], est le *problème de la Chine*. Je crois qu'il a raison en ce sens que, quoique le problème ne se pose pas d'une façon aiguë au Plénum, il nous faut pourtant étudier soigneusement le rôle possible d'une Chine à développement bourgeois en tant que débouché élargi pour le capitalisme. Le problème n'est pas aigu pour ce Plénum, *car il n'est pas encore démontré aujourd'hui que la Chine tend à devenir un Etat bourgeois*. Personnellement, j'en doute, car je ne vois pas la possibilité d'une solution au problème agraire en

Chine dans le cadre d'un ordre social bourgeois.

Tels sont, à mon avis, les nouveaux problèmes qui furent mentionnés.

Maintenant Lapinski a soulevé toute une série de points politiques nouveaux. Mais je crois que la plupart ou bien ont déjà été traités par le congrès, ou bien ne constituent que d'importantes manifestations partielles de la crise générale du capitalisme. Je ne voudrais m'étendre que sur deux de ces points.

D'abord sur le rôle de l'Amérique comme exportateur de capital et sur l'attitude de l'Amérique à l'égard de l'Europe.

Les camarades savent que la théorie de Trotski d'après laquelle les « Etats-Unis réduiront l'Europe à la portion congrue » a ouvert dans l'I.C. une certaine discussion. Cette théorie fut écartée par l'LC. Dans ma dernière revue de l'économie mondiale (1^{er} trimestre 1929), j'ai cherché à montrer comment s'était modifié le rapport relatif des forces économiques entre l'Europe et les Etats-Unis en 1928. J'en arrive à ce résultat qu'aussi bien en ce qui concerne l'augmentation de la production qu'en ce qui concerne le commerce extérieur et l'exportation du capital, il ressort des bilans que le rapport des forces entre l'Europe et les U.S.A. s'est plutôt modifié en faveur de l'Europe qu'en faveur de l'Amérique. Cela ne signifie pas que les processus décrits par Lapinski ne seraient pas importants, d'après lesquels les Etats-Unis importent du capital à court terme et le transforment en placements immédiatement rémunérateurs en Amérique du Sud, en partie aussi en Europe. Mais il ne faut pas surestimer la véritable exportation de capitaux des Etats-Unis. Celle-ci se produit aux dépens de ces capitaux à court terme placés d'Europe en Amérique. Les Etats-Unis deviennent les banquiers du monde à côté de l'Angleterre. Mais ne peut être banquier universel que celui qui reçoit de ses clients de l'argent dont il dispose à son gré. Le même processus, décrit par Hilferding dans son *Capital financier*, de la liaison entre le capital bancaire et le capital industriel, se reproduit, dans un certain sens, à l'échelle internationale, entre les Etats-Unis et le reste du monde. Les Etats-Unis reçoivent du capital d'emprunt et en font du capital financier, du capital industriel, placé dans les différentes contrées du monde : Amérique du Sud, Canada, etc... Ils reçoivent de France, d'Angleterre, d'autres Etats américains du capital à court terme ; les différents constituants de ce capital à court terme varient, mais le total reste là sinon pour toujours, au moins pour longtemps et donne la possibilité aux Etats-Unis de l'exporter sous forme de capital industriel. Le capital d'exportation proprement américain ne comprend pas plus que 700 millions de dollars, d'après les bilans de 1927 (moins que l'Angleterre). Mais l'importance économique de ce capital d'exportation des Etats-Unis est beaucoup plus grande, car en dehors de ces 700 millions de dollars exportés, issus directement de leur production, ils exportent encore des centaines d'autres millions de dollars issus ceux-là des capitaux à court terme prêtés par l'étranger.

Maintenant, passons à la deuxième question, celle des prix. Ici nous avons devant nous un problème difficile du marxisme, purement théorique. A vrai dire nous n'avons pas à le traiter ici ; il ne le sera pas au Plénum.

Nous avons une productivité de travail fortement accrue par rapport à l'avant-guerre et pourtant le niveau de vie n'est que de 50 % de celui de 1913. Il faut expliquer théoriquement pourquoi, malgré la productivité accrue du travail, et par conséquent malgré la forte diminution de la quantité de travail social contenue dans l'unité de marchandise, les prix, exprimés en or sont 30 à 50 % plus élevés qu'avant la guerre ! En ce qui concerne le mouvement des prix, Lapinski a raison en affirmant qu'il y a actuellement une stagnation du niveau des prix. Mais il en était de même avant guerre. Mais c'est l'ensemble des prix, l'index des prix, qui témoigne d'une stagnation : il y a

actuellement dans les prix des différentes marchandises de plus grandes oscillations qu'avant la guerre. La possibilité de profits et de pertes spéculatifs formidables est donc donnée, malgré la stagnation du niveau général des prix.

Je passe maintenant aux critiques qui furent adressées à mon rapport.

Premièrement sur *la question de la rationalisation en Angleterre*. Je vous rappelle que, lorsqu'au Plénum de 1928, je dégageais les prodromes d'un mouvement de rationalisation en Angleterre, tous les camarades anglais étaient en désaccord avec moi. Maintenant, sous la pression des faits, on constate déjà le recul sur cette ligne. Le plus récent document est un article de Page Arnot dans l'*Internationale* allemande. On ne peut plus nier les faits aujourd'hui. Je veux un peu insister maintenant sur ce qu'a dit Fineberg. J'ai signalé le fait suivant : l'industrie anglaise voit abaissée sa capacité de concurrence sur le marché mondial parce que, par suite de la réintroduction du standard-or, le capital d'emprunt reçoit de nouveau sa part intégrale des bénéfices. Je disais que ce qui se produisait actuellement, c'était un abaissement organisé du pourcentage de profit alloué au capital d'emprunt, et ceci afin de faire redevenir productif le capital industriel. Ce qui, en Allemagne, et d'une façon générale sur le continent européen, s'est déroulé sous la forme de l'inflation, débarrassant les entreprises industrielles de leurs dettes anciennes, est maintenant, en Angleterre, organisé d'une façon systématique. Alors, Fineberg a apporté l'objection que les capitalistes industriels perdraient eux-mêmes leur capital, car il se produit de fortes réductions du capital industriel. C'est une incompréhension des rôles différents du capital industriel et du capital d'emprunt.

Supposez que nous possédons une entreprise industrielle qui ne nous rapporte rien. Nos actions primitives, nos *common stocks* ne nous fournissent pas de dividendes, car nous devons répartir nos bénéfices entre les possesseurs d'actions de préférence et d'obligations, donc au capital d'emprunt. Nous avons gagné un million de livres, mais nous devons tout distribuer. Il se produit maintenant un double assainissement. La part du capital d'emprunt est réduite de moitié et notre capital primitif d'actions nominales est par là même réduit de moitié. Mais il nous reste la fabrique, qui continue à nous appartenir puisque nous possédons les *common stocks*. Ceux-ci, valant 2 millions de livres ne valent plus maintenant que 1 million. Mais l'entreprise, avec ses machines et ses bâtiments qui n'ont pas changé malgré la réduction du capital d'actions et qui continue à fonctionner de la même manière, rapporte les mêmes bénéfices. De ce million de livres sterling, le capital d'emprunt en reçoit un demi-million, et une somme égale nous restera. Le capital nominal peut être encore plus faible, le bénéfice nous reste, tant que nous restons propriétaires de l'usine, en tant qu'actionnaires.

Pour nous exprimer théoriquement : la réduction de la valeur nominale du capital industriel n'est pas équivalente à une diminution de la part du capital d'emprunt. En fin de compte, c'est une perte définitive pour les possesseurs d'obligations. Pour le capital industriel, ce n'est qu'une mesure comptable qui ne change rien au total des bénéfices et quand l'entreprise va bien, le capital d'actions nominales peut être à nouveau élevé d'une façon correspondant aux bénéfices. C'est une grande différence !

Le débat principal se déroula autour du nouvel aspect du chômage. Je dois encore une fois préciser de quoi il s'agit. Nous voyons, depuis 1921 en Angleterre et en Allemagne, et, dans ces

dernières années, aux Etats-Unis, une formidable armée de chômeurs chroniques qui, quoique légèrement « fluctuants », restent cependant chômeurs malgré la bonne conjoncture. C'est, pour l'I.C. et pour tout combattant marxiste, un fait d'une importance formidable aux causes duquel il faut réfléchir. En Angleterre, on ramasse aujourd'hui l'argent de la bienfaisance pour tenter d'aider d'une manière ou d'une autre les chômeurs qui, ou bien ne reçoivent aucun secours de chômage, ou bien, avec ce secours, souffrent de la faim. En Angleterre, nous avons 6 millions de personnes environ (chômeurs pauvres avec leurs familles), qui vivent de secours de chômage ou de charité. Le septième de la population anglaise par conséquent. C'est un fait historique d'une importance formidable. Prenons, si vous voulez, l'Allemagne ! En ce moment, deux millions et demi de chômeurs absolus sont secourus, soit, avec leurs familles (qui reçoivent des suppléments), cinq millions d'âmes en chiffres ronds¹. Depuis des années 10 % en moyenne de chômeurs totaux ne reçoivent aucun secours. Ce serait donc plus de 250 000 chômeurs totaux ; 200 000 environ reçoivent actuellement des secours de crise. Il y en outre, un million de demi-chômeurs et quelque cent mille pauvres². Il y aurait donc en Allemagne en tout quatre millions d'hommes, 8 millions avec leurs familles, aujourd'hui sans travail, vivant de secours de chômage, secours de crise ou de la charité publique. C'est là encore le septième de la population. Ce n'est pas à négliger. Là-dessus, quand on n'est pas un professeur, mais un communiste engagé dans la lutte, on doit se mettre à chercher la cause de ce phénomène social nouveau et formidable. Je me suis permis de le faire.

Comment peut-on le faire ? Il faut rechercher, parmi les faits économiques et sociaux si complexes, le plus important. Que trouve-t-on ici ? On découvre avant tout que ce chômage massif et chronique ne résulte pas d'une mauvaise marche des affaires — comme on pouvait le croire immédiatement après la grande crise de 1921, *mais que ce chômage marche parallèlement avec une augmentation formidable du volume de la production* en Amérique, en Allemagne et aussi, dans une mesure cependant beaucoup plus faible en Angleterre ; depuis 1924, le volume de la production s'est accru en Grande-Bretagne de 5 à 6 %. C'est là le premier fait important.

Le deuxième fait important est que *le chômage atteint son maximum dans les pays où la rationalisation est le plus accentuée*.

Le troisième fait important : il existe, dans les pays à capitalisme hautement développé, *une tendance à rejeter des forces de travail de la sphère de la production dans celles de la répartition et de la consommation*. En guise d'exemple, je veux vous fournir des données sur le déplacement des forces de travail depuis 1923 en Angleterre.

Le ministère anglais du travail dresse chaque année, en juillet, depuis 1923, une statistique des ouvriers à travail assuré et des chômeurs dans les différents métiers. Si nous retranchons de la liste des professions celles qui, ouvertement, n'appartiennent pas au capital industriel (commerce, banque, finance, administrations d'Etat et locales, professions libérales, etc.), si nous les ramassons en un groupe à part, et si nous considérons ensuite tous les autres corps de métier, alors nous trouvons les changements suivants dans le nombre des travailleurs ayant réellement un emploi (chômeurs non compris)

¹ Voir WISSEL: La politique sociale après la guerre, page 24.

² *Recueil annuel de statistique pour l'Empire allemand*, 1928, page 499.

*Nombre des travailleurs en Angleterre*¹¹

(en juillet et en milliers)

| | Au service du capital industriel | En dehors du capital industriel ² | Pour l'ensemble |
|------|-------------------------------------|---|-----------------|
| 1923 | 7 897 | 2 281 | 10 178 |
| 1924 | 8 206 | 2 167 | 10 373 |
| 1925 | 7 952 | 2 613 | 10 565 |
| 1926 | 7 645 | 2 658 | 10 304 |
| 1927 | 8 214 | 2 803 | 11 017 |
| 1928 | 7 705 | 2 799 | 10 504 |

Nous voyons donc en Angleterre une tendance, assez peu clairement exprimée, à la diminution du nombre absolu des ouvriers employés par le capital industriel, parallèlement à un fort accroissement du nombre des travailleurs employés dans les sphères de la consommation et de la circulation : plus d'un demi-million en 6 ans

Cette situation s'exprime encore plus nettement lorsqu'on emploie les pourcentages, comme dans le tableau suivant, se rapportant également au mois de juillet :

| | 1923 | 1924 | 1925 | 1926 | 1927 | 1928 |
|--|------|-------------------|------|------|------|------|
| Nombre total des travailleurs dans les différents métiers. | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Au service du capital industriel | 77,6 | 79,1 | 75,3 | 74,2 | 74,6 | 73,4 |
| En dehors du capital industriel | 22,4 | 20,9 ³ | 24,7 | 25,8 | 25,4 | 26,6 |

Nous constatons que : 4 % des forces ouvrières sont, en 6 ans, passées des sphères de la production dans celles de la circulation, des échanges, de la consommation ! 4 % en moins de travailleurs productifs, 4 % de plus de travailleurs improductifs. C'est là un fait d'une importance économique formidable.

Un tel processus se poursuit également — comme nous le montrerons — aux Etats-Unis. Pour les autres pays, le matériel statistique actuel ne suffit malheureusement pas à une telle étude.

Mon affirmation qu'aux Etats-Unis se poursuit une tendance à la diminution absolue du nombre des ouvriers employés par le capital industriel est ici vérifiée au maximum. On sait en effet, sur la base des chiffres américains assez exacts, qu'aux Etats-Unis, entre 1919 et 1925, le nombre des ouvriers occupés par le capital industriel, par le capital immédiatement productif (donc dans l'économie paysanne, l'industrie, les mines, les transports par voie ferrée) a diminué de deux millions. A ce sujet, deux sortes d'observations furent faites :

a) Le camarade Wurm fit remarquer que l'année 1919 avait été une année extraordinaire, qui ne pouvait pas servir de base de comparaison, car c'avait été une année de haute conjoncture et que les fabriques de matériel de guerre travaillaient encore. A cela on réplique :

L'année 1919 fut en effet une année de haute conjoncture ; mais il en est de même pour 1925.

¹ Ministry of Labor Gazette.

² Cette rubrique contient les branches suivantes : *Distributiv Trade, Banking and Finance, Local Government, National Government, Entertainment and Sport, Hotels, Boarding Houses, Clubs, Professional Services.*

³ La diminution doit être imputable ici aux mesures de restriction de l'appareil des fonctionnaires d'Etat.

Les variations de la conjoncture influencent avant tout le nombre des ouvriers employés dans l'industrie. La statistique suivante nous montre que 1919 ne fut nullement une année d'exception.

L'*accroissement annuel* des ouvriers employés dans l'industrie des Etats-Unis (non compris les fonctionnaires) fut¹ :

| | |
|-----------|---------|
| 1879-1889 | 152 000 |
| 1889-1899 | 105 000 |
| 1899-1909 | 190 000 |
| 1909-1919 | 237 000 |

Le développement depuis 1919, tel qu'il ressort des chiffres publiés tous les deux ans par l'industrie, s'oppose absolument au développement antérieur.

Nombre des ouvriers de l'industrie aux Etats-Unis.

(en milliers)

| | | | |
|------|-------|---------------------|---------|
| 1919 | 8 990 | | |
| 1921 | 6 938 | Diminution en 8 ans | 649 000 |
| 1923 | 8 768 | | |
| 1925 | 8 384 | Diminution annuelle | 81 000 |
| 1927 | 8 351 | | |

Donc, tandis que l'industrie américaine, dans les 40 années écoulées entre 1879 et 1919, gagnait annuellement, en moyenne, 170 000 ouvriers nouveaux, dans les huit dernières années, au contraire, c'est 81 000 qu'elle a perdu, tous les ans ! C'est là un fait de la plus haute importance.

Nous devons prendre en considération le fait que de toutes les variétés de capital industriel, c'est précisément l'industrie qui, sous le capitalisme, absorbe des forces ouvrières, *tandis que l'économie agraire rejette continuellement de ces forces de travail !* Donc, si durant ces dernières années l'industrie des Etats-Unis a jeté absolument des ouvriers sur le pavé (nous savons que la même chose s'est produite dans le bâtiment), il faut en conclure que le nombre des ouvriers employés dans toutes les branches du capital industriel a dû baisser beaucoup plus encore et le chômage a dû s'accroître beaucoup. Nous cherchons, dans ce qui suit à montrer combien de nouveaux ouvriers, rien que dans les années 1926 et 1927 ont, aux Etats-Unis, apparu sur le marché du travail.

Nous commençons par le développement dans l'économie agricole.

Les documents officiels suivants du *Department of Agriculture*² nous fournissent un certain appoint pour l'étude de l'exode des ouvriers dans l'économie agraire des Etats-Unis en 1926-1927.

| | Ont quitté la campagne pour la ville | Ont quitté la ville pour la campagne | Diminution nette |
|---------|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| 1926 | 2 155 000 | 1 135 000 | 1 020 000 |
| 1927 | 1 978 000 | 1 374 000 | 604 000 |
| [total] | 4 133 000 | 2 509 000 | 1 624 000 |

¹ Compté sur les bases des données du *Statistical Abstract of U.S.A.*, 1928, page 749.

² *Annalist*. 15. III, page 509.

Si nous considérons qu'en général plus de vieux ouvriers incapables de travailler retournent à la terre et que les jeunes forces ouvrières, capables de travailler abandonnent la campagne pour chercher du travail dans l'industrie, alors nous pouvons tranquillement admettre que, dans la nouvelle diminution de 1 624 000 personnes employées dans l'agriculture, la moitié au moins était d'âge à travailler, par conséquent cherchait du travail ! Le développement du chômage organique apparaît donc beaucoup plus large que ne l'indiquait le départ de 30 000 ouvriers de l'industrie.

Si nous voulions calculer en général le nombre des chômeurs en Amérique, nous devrions prendre en considération ce qui suit¹ :

Tous les ans, c'est, en chiffres ronds, 1,8 million d'hommes qui atteignent, aux Etats-Unis, l'âge de travailler. La proportion actuelle de la classe ouvrière dans la population est d'environ 22 %. Cela fait donc, par rapport à cette proportion, 400 000 nouvelles forces ouvrières qui montent tous les ans ; en deux ans, 800 000 !

Les immigrants sont légalement (après le départ de ceux qui s'en retournent au nombre de :

| | |
|---------|---------|
| 1926 | 303 940 |
| 1927 | 252 023 |
| [total] | 555 963 |

Il faut ici compter l'immigration illégale par le Canada et le Mexique. Les ouvriers constituent la majorité écrasante de ces immigrants ; nous pouvons en toute sûreté admettre un accroissement net d'au moins 450 000 ouvriers en quête de travail.

D'autre part, il meurt annuellement environ un million d'hommes âgés de plus de 5 ans. En gros, nous pouvons compter au maximums 200 000 ouvriers dans ce nombre. Nous arrivons ainsi au résultat suivant très intéressant, pour les années 1926-1927 :

| | |
|--|-------------|
| Accroissement ouvrier par poussée naturelle | + 800 000 |
| Morts | - 400 000 |
| Accroissement net | = 400 000 |
| Immigrés | + 450 000 |
| Rejetés de l'industrie | + 30 000 |
| Venus des campagnes | + 800 000 |
| Accroissement du nombre d'ouvriers en quête de travail | = 1 630 000 |

Toutes nos appréciations et tous nos calculs sont visiblement très au-dessous de la réalité. En fait, le nombre des nouveaux ouvriers cherchant du travail, et n'en pouvant trouver dans aucune des branches principales du capital industriel, économie agraire et industrie, devrait dépasser 2 millions. Nous voyons ainsi un formidable chômage organique !

Le camarade Magyar a soulevé toute une série de petites discussions statistiques : à savoir que la statistique des entreprises ne contient pas les entreprises à mouvement annuel inférieur à 5 000 dollars ; que, par suite de la chute des prix cette limite de 1927 est plus haute que celle de 1919, etc. Ce sont là des mesquineries ! Des « entreprises industrielles » de moins de 5 000 dollars de mouvement annuel — par conséquent de 16 dollars par jour de travail — sont des boutiques sans importance dans lesquelles travaillent 139 000 ouvriers dans tous les Etats-Unis. De tels calculs

¹ Tous les matériaux suivants sont extraits de *Stat. Abstract*, 1928.

mesquins ne nous permettraient pas de résoudre le problème gigantesque du chômage organique.

La deuxième ligne critique consiste à montrer comme théoriquement antimarxiste et impossible la condition primordiale pour une diminution du nombre des ouvriers employés par le capital industriel. Il y a ici une forte et durable incompréhension de la méthode marxiste.

La méthode marxiste consiste en une liaison dialectique étroite d'une analyse purement théorique et d'une analyse historique. Marx indique d'abord ce qu'est le capitalisme pur avec simplement des capitalistes et des ouvriers, pas de producteurs indépendants, pas de parties séparées de l'économie capitaliste mondiale par des frontières nationales, pas de commerce extérieur, pas d'exportation du capital, mais au contraire une économie mondiale capitaliste unique. Marx essaie de définir théoriquement le capitalisme pur sur ces bases ; puis il revient à l'analyse concrète des différents moments de ce capitalisme, dont il avait fait abstraction dans son analyse pure. Alors, Marx pose, à propos du capitalisme pur, cette question : de quoi dépend le nombre des ouvriers travaillant ? Et il répond à cela : Il y a ici deux tendances contradictoires, l'une est le rejet d'ouvriers hors de la production par le progrès technique, par la complexité organique croissante du capital. L'autre est l'accroissement du nombre des ouvriers par l'augmentation du capital total, par l'élargissement de la production capitaliste. D'une manière historique concrète il explique, dans divers passages, que le camarade Wurm a tous cités dans son article, comment s'accroît concrètement le nombre des travailleurs, comment il augmente en valeur absolue.

INTERRUPTION : *il l'explique aussi d'après la loi de l'accumulation.*

Il dit : quoique s'accroisse la complexité organique du capital, quoique le nombre des ouvriers baisse relativement, ce nombre augmente en valeur absolue, car le capital global s'est tellement accru que cette somme (v) d'ouvriers, quoique plus faible relativement est plus forte en valeur absolue qu'auparavant. *Mais de thèse théorique pure, affirmant qu'il en doit éternellement être ainsi, il n'en est pas question chez Marx !* Marx appuie sur cette relation entre cette élévation absolue de v parallèle à la diminution relative de c , afin de souligner que le taux du profit a tendance à baisser alors que la masse de la plus-value, c'est-à-dire des bénéfices, augmente en valeur absolue. Mais il n'en résulte aucunement *que la mise en chômage d'ouvriers par suite du progrès technique ne peut pas être assez grande pour pouvoir être compensée par l'augmentation du capital général !* Marx lui-même n'a pas nié cette possibilité. Je ne veux pas me battre à coups de citations. Je me bats volontiers avec des arguments, non avec des citations ; mais si vous l'exigez, je vais vous lire une citation de Marx : « Un développement des forces productives, qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire, en fait, donnerait à la nation la possibilité d'accomplir la production totale en un temps plus court, amènerait la révolution, car la majorité de la population ne se trouverait plus en état de gagner son pain¹ »

WURM : *Lisez encore un passage de plus !*

Il y a encore 300 pages !

WURM : *Dans le même paragraphe !*

Je dis maintenant : Ce qui se produit actuellement, *ce chômage massif, chronique, croissant, se développant organiquement, est un élément de la crise du capitalisme, un élément de la révolution, comme le disait Marx !* Il n'y a là-dessus aucun doute, et il ne faut pas chercher à étouffer la chose !

¹ *Le Capital*, III/1, 26/6. [*Le Capital*, Editions Sociales, t. 6, p. 276]

Jablonski a présenté ici la thèse d'après laquelle il fallait écarter la possibilité d'une tendance à la diminution du nombre des ouvriers employés par le capital industriel, producteurs de valeur et de plus-value, et cela parce que ni Marx, ni Lénine n'avaient prévu une telle perspective! Une telle argumentation doit être écartée avec énergie. Si Lénine vivait, il rejetterait avec indignation un tel dogmatisme vide et stérile...

On peut ici poser une question : Pourquoi le fait historiquement et concrètement défini par Marx, la croissance absolue du nombre des ouvriers malgré l'augmentation de la complexité organique du capital, pourquoi ce fait s'est-il produit à l'époque et n'a-t-il pas lieu actuellement dans certains pays ? A cela je réponds : *Pour le capitalisme d'avant il existait une possibilité unique qui ne se reproduit plus et qui ne peut plus se reproduire : celle de l'extension des débouchés du capitalisme par la transformation des paysans en fermiers*, c'est-à-dire la transformation des petits producteurs qui — comme c'est encore aujourd'hui le cas en Union soviétique — utilisent 80 % de leur production pour leur propre consommation, en petits producteurs capitalistes qui écoulent 85 à 90 % de leurs produits sur le marché et, en échange, achètent des marchandises produites par le capitalisme. Ainsi pour les différents capitalismes nationaux d'Amérique, d'Angleterre, d'Allemagne, de France, cette possibilité d'extension des débouchés capitalistes a existé. En Amérique ce processus est terminé, le paysan est devenu là-bas un fermier ; en Angleterre ce processus est également terminé depuis plus longtemps encore, en Allemagne, il est très avancé ; en France, il n'est pas encore terminé...

MAGYAR : *La plus grande partie du monde se compose encore de paysans.*

C'est précisément dans les pays à capitalisme hautement développé — Amérique et Angleterre — que ce processus est terminé, et c'est précisément dans ces pays que nous constatons ce chômage organique, et ce rejet des ouvriers hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation.

Il y avait autrefois une autre possibilité d'extension du marché capitaliste aux dépens des pays arriérés, par conséquent aux dépens de la transformation des pays non capitalistes en pays capitalistes. Ce processus, il va de soi, n'est pas terminé ; mais d'autres grands obstacles s'y opposent, à savoir : l'industrialisation de ces pays, l'introduction de taxes industrielles gênant l'exportation des marchandises dans ces pays. Il en résulte par là même les moments suivants : 1. la lutte acharnée pour les débouchés ; 2. le fait que de grandes parties de l'appareil de production se ralentissent constamment ; 3. le fait de ce chômage nouveau organique, structurel, dans les pays les plus avancés et le rejet des ouvriers hors des sphères de la production dans celles de la circulation et de la consommation. Naturellement il est absolument faux de poser la question comme le font Jablonski et en partie aussi Magyar : si les possibilités de travail se rétrécissent, la classe ouvrière disparaît. Mais ces ouvriers jetés ainsi sur le pavé ne meurent évidemment pas ; ils sont là, ils veulent vivre, ils manifestent et obtiennent de l'Etat capitaliste en Allemagne et en Angleterre une somme annuelle d'environ un milliard de marks, destinés à les empêcher de faire des révoltes de la faim ! Supposez un instant qu'en Angleterre ou en Allemagne il n'existe aucun secours de chômage ! Quels ébranlements sociaux se produiraient !

Maintenant, camarades, que deviennent les ouvriers devenus superflus aux Etats-Unis ? Certainement de nombreux millions restent constamment chômeurs ; plusieurs centaines de milliers, peut-être un million, sont à nouveau occupés dans le commerce de l'automobile, dans le service de l'automobile (non dans la production, mais comme chauffeurs). Deux millions d'hommes sont aujourd'hui employés en Amérique dans la contrebande de l'alcool, dans la vente de l'alcool de

contrebande et dans les organisations de répression de cette contrebande. Ils sont fixés dans le « service » des innombrables institutions de plaisir, hôtels, bars, clubs, dans le petit commerce, etc. *De plus une grande partie des ouvriers américains ne travaillent que quelques jours par semaine* ; c'est un fait généralement connu pour les mines de charbon. Il en est de même pour l'industrie¹. Ford fait travailler ses usines sept jours par semaine. Ses ouvriers ne travaillent que cinq jours, etc.

Ici c'est clair, la contradiction entre le nombre réduit des ouvriers travaillant réellement dans les entreprises et le nombre augmenté des ouvriers de la ville : Ils ne travaillaient que quelques jours par semaine².

Je me résume : Je suis persuadé, camarades, que c'est ici quelque chose de nouveau, une tendance clairement exprimée et très importante. Je proteste contre le nom de « loi Varga » qu'on veut donner à ce phénomène³. Je me suis exprimé très prudemment.

INTERRUPTION : *Il y a quelques années, vous ne vous êtes pas exprimé avec tant de prudence.*

Naturellement, car maintenant je vois mieux. Il y a trois ans j'étais naturellement prudent car moins de faits s'étaient produits.

INTERRUPTION : *Et si les chiffres les plus récents vous montrent que le nombre des ouvriers a augmenté, alors vous êtes compromis.*

Il s'agit pourtant de définir ce phénomène formidable de chômage chronique. Nous devons donc rechercher : si c'est un phénomène passager ou permanent ; quelles sont ces causes, d'où il vient. Devons-nous compter constamment avec le chômage, etc. On ne peut tout de même pas négliger le fait qu'en Angleterre et en Allemagne un septième des ouvriers sont sans travail ou mendiants. Mais la tendance des discours de Wurm et de Magyar est pourtant de négliger un tel fait.

Le doute vis-à-vis des faits exposés ici, la discussion tatillonne pour savoir si les chauffeurs d'automobiles sont des travailleurs productifs, si dans les industries malheureuses d'un mouvement quotidien de 12 dollars sont employés 130 000 ouvriers, ou si ce nombre est monté à 160 000, telle ne doit pas être la manière de traiter un problème d'une importance si considérable pour la classe ouvrière. Je suis d'accord quand on dit qu'il ne faut manier les statistiques qu'avec beaucoup de prudence. Je ne souhaite pas que l'I.C. s'appuie en toute confiance sur une « loi Varga ». Mais, toutefois, il faut traiter cette question avec la plus grande attention car elle est d'une grosse importance pour la politique et la tactique

WURM : *Nous avons en Allemagne une armée industrielle de réserve stable, en même temps qu'une augmentation du nombre des ouvriers employés par l'industrie.*

Camarade Wurm, je me réjouis de vous voir maintenant engager le combat pour couvrir votre

¹ Un camarade allemand récemment de retour d'Amérique et dont, l'opinion a de l'autorité, me montrait, d'après ses notes, que les entreprises des forges travaillaient jour et nuit pendant les sept jours de la semaine, mais que le besoin en ouvriers est tellement diminué par la rationalisation que ceux-ci n'ont du travail que pendant deux ou trois jours de la semaine.

² Une statistique de ce temps de travail raccourci ne nous est pas connue.

³ Je n'ai pas découvert le fait de la diminution des ouvriers employés par l'économie agricole, les mines et l'industrie. Ce fait est indiqué dans des centaines de revues américaines !

retraite, mais je n'ai pas parlé de l'Allemagne, car en Allemagne, du fait de l'inflation, puis de la stabilisation et des grands bouleversements qui s'y sont produits, aucun matériel statistique ne peut être utilisé.

Je veux encore ajouter quelque chose. Beaucoup de camarades, Wurm dans son article et dans le sténogramme, disent que le chômage doit être compris comme un phénomène passager dû à la rationalisation. C'est faux à mon avis.

INTERRUPTIONS : *Où est-ce dit ?*

Je cite l'article de Wurm, page 24 : « C'est cependant faire un pas formidable que de tirer, comme le fait Varga, de la comparaison de deux années, de telles conclusions ; d'autant plus que, durant précisément ces deux années, a été effectuée aux Etats-Unis une large rationalisation. » Il y a ici une liaison immédiate entre la rationalisation et ce phénomène passager.

Si nous nous en tenons à notre ligne fondamentale d'après laquelle la période actuelle et aussi les années qui vont suivre peut être caractérisée par une lutte extraordinairement aiguë pour la possession du marché mondial, alors nous devons en conclure que la rationalisation va continuer ; peut-être pas au rythme impétueux qui fut celui de l'Allemagne dans ces dernières années, mais certainement elle se continuera dans tout le monde capitaliste. Par conséquent, la rationalisation persistera en tant que facteur de chômage, par libération de bras inutiles.

Maintenant, et pour conclure, je veux faire encore aux camarades une concession, la suivante : Dans le proche avenir, le chômage diminuera un peu, car nous arrivons aux années où se fait sentir la chute de la natalité due à la guerre. Pendant quatre ans, le nombre des ouvriers arrivant à l'âge de travailler sera beaucoup plus faible. Ce sera naturellement un fait très important, mais qui ne changera rien au phénomène. Je répète : Je ne souhaite pas qu'on parle d'une « loi Varga », mais je dis : Il faut traiter le problème du chômage massif organique et chronique, avec le sérieux qui convient, et ne pas discuter sur des finesses de statistiques. Il faut aborder très sérieusement le problème pour chercher à en connaître les grandes lignes de développement. Il ne faut pas le traiter avec la méthode consistant à aborder chaque pays séparément, chaque branche d'industrie à part, etc., parce que les causes du chômage seraient différentes dans chaque pays. Si nous traitions ainsi la question, en faisant de chaque phénomène partiel un tout, nous aboutirions à constituer une montagne de faits isolés et indépendants et tout serait absolument terne et sans liaison. *Il faut avant tout, dans l'examen des différents faits concrets, arriver à dégager la ligne générale de développement.* Nous ne pouvons pourtant pas, dans l'I.C. tracer une stratégie particulière à chaque pays et à chaque industrie, mais nous devons avoir une ligne stratégique générale, au moins pour les pays capitalistes les plus développés !

8. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 964-968

Les Etats-Unis dans la période de déclin du capitalisme

*Plan provisoire d'une vaste œuvre collective de l'Académie communiste*¹

(Institut de l'économie et de la politique mondiales)

L'expérience de la dernière décade démontre la nécessité d'une étude fondamentale sur la période de déclin du capitalisme. Il s'agit d'analyser systématiquement cette période, à l'aide du marxisme et du léninisme, pour mieux prévoir son développement ultérieur et pouvoir donner une base plus solide à la stratégie et à la tactique de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie internationale.

Une telle œuvre est aussi nécessaire d'un point de vue éducatif. Notre nouvelle littérature économique souffre d'une séparation de la théorie et des faits concrets. Nous avons des travaux d'un caractère purement théorique — au fond, des regroupements de développements théoriques de Marx et de Lénine — qui ne tiennent presque pas compte de faits nouveaux de l'économie capitaliste ; ou des compilations de faits, des statistiques ou autres choses semblables, sans analyse théorique. La majorité de notre jeunesse estudiantine puise encore aujourd'hui non seulement ses connaissances théoriques, mais aussi pratiques, sur l'économie mondiale dans *le Capital*, dans *le Capital financier* de Hilferding et dans *l'Impérialisme* de Lénine, œuvres certainement surannées, comme source de renseignements concrets sur le capitalisme actuel. De ce point de vue, il est urgent de mettre à la disposition de nos étudiants, sous une forme théorique, les faits concrets de l'économie mondiale des deux dernières décades, en particulier de la période de déclin du capitalisme.

Nos forces scientifiques ne nous permettent pas de réaliser un travail semblable pour le monde entier, il manque des forces compétentes connaissant le pays, la langue et la population de tous les pays. Il n'existe pas non plus, pour la plupart des pays, un matériel statistique suffisant. Nous devons nous contenter, au moins provisoirement, d'étudier une des puissances impérialistes déterminantes et, partant de là, d'élucider le capitalisme dans sa période de déclin.

Nous avons à choisir, entre l'Empire britannique et les Etats-Unis. L'Empire britannique était préférable à beaucoup d'égards : il montre des signes de déclin beaucoup plus nettement que les autres puissances mondiales, ce qui permettait de mieux éclaircir les traits fondamentaux de la période de déclin par l'exemple anglais que par l'exemple américain ; les possessions coloniales énormes de l'Angleterre font ressortir plus nettement les problèmes coloniaux si importants pour la période de déclin ; la jonction directe au *Capital* de Marx, qui était illustré en premier lieu par des exemples anglais, n'était pas un avantage à sous-estimer. Si nous nous sommes néanmoins décidés pour les Etats-Unis, c'est que les raisons suivantes ont prévalu :

Du point de vue propagande: Si nous avons pris comme base de l'analyse l'Empire

¹ Nous ouvrons la discussion sur ce plan provisoire et prions les camarades qui s'intéressent à cette question importante d'y participer.

britannique, les apologistes du capitalisme pouvaient objecter que c'est un mauvais exemple ; que ce n'est pas l'Empire britannique déclinant qui est caractéristique du capitalisme d'après-guerre, mais le capitalisme ascendant des Etats-Unis. Nous devons, par conséquent, montrer les symptômes de déclin commençant dans la partie la plus saine du capitalisme mondial : les Etats-Unis.

Du point de vue technique: Les Etats-Unis sont le seul pays du monde qui possède dans ses *Census* une statistique économique et sociale remontant presque à un siècle. Cela facilite le travail par rapport à l'Empire britannique qui se compose de parties distinctes pourvues d'un matériel divers et multiforme. D'autre part, il existe dans l'Empire britannique des domaines importants qui ne peuvent pas être visités au cours du travail, par aucun des collaborateurs possibles ; le cercle des collaborateurs possibles qui ont séjourné aux Etats-Unis est beaucoup plus grand. Les perspectives d'élaborer une bonne étude sur la base des matériaux américains sont ainsi meilleures qu'en ce qui concerne les matériaux anglais

*

* *

Au centre du travail doivent se trouver les problèmes suivants :

1. *Comment se sont affirmées au sein du capitalisme américain les principales lois et tendances du marxisme et du léninisme ?* (Concentration par la centralisation et l'accumulation, le taux de la plus-value croissant et le taux du profit baissant, croissance de la composition organique du capital et productivité accrue du travail ; transformation des producteurs indépendants en petits capitalistes, leur subordination au capital monopolisateur ; exportation industrielle et des capitaux, expansion impérialiste, etc.)

2. *Quelles sont les particularités du capitalisme américain comparé aux autres grands pays capitalistes ?* (Grandeur et diversité climatique de la superficie de l'économie nationale, beaucoup de terres pour l'agriculture, richesses minières importantes, peuplement tardif, pas de féodalisme, développement par bonds au cours de vingt premières années du xx' siècle, etc.)

3. *Comment se développe l'économie des Etats-Unis dans la période de déclin du capitalisme ?* (Répercussion de la crise générale du capitalisme mondial sur les Etats-Unis, crise agricole, lutte pour les débouchés sur le marché mondial par tous les moyens impérialistes ; développement ralenti des forces productives, rationalisation et chômage organique, etc.)

*

* *

La méthode d'exposition. Il faut choisir : Présenter toute la matière groupée d'après les tendances particulières ou plutôt d'après les problèmes théoriques : par ex. : a) problème de la formation des prix ; b) problème de la répartition de la plus-value (profit, rente, capital commercial, capital de prêt) ; c) problème du salaire (armée de réserve, salaire réel, etc.) ; d) problème de l'accumulation du capital, etc. Ou exposition par branches particulières de la vie économique et sociale et démonstration des tendances et lois particulières de la théorie du marxisme et du léninisme dans chaque domaine : par ex. : l'agriculture ; transformation des paysans en petits producteurs capitalistes de marchandises ; centralisation, machinisme et industrialisation dans l'agriculture ; exode rural, crise agricole, exploitation des petits capitalistes inorganisés dans l'agriculture ; transports et finances ; pénétration des grandes entreprises capitalistes dans l'agriculture, etc.

Nous nous sommes décidés, après de longues discussions, pour la *deuxième* méthode,

principalement, parce qu'il est facile de trouver des collaborateurs qui connaissent la théorie du marxisme et du léninisme, mais il est difficile de trouver des collaborateurs qui ont des connaissances concrètes, matérielles nécessaires pour pouvoir suivre un problème théorique à travers toutes les parties de la vie économique et sociale. L'application de cette dernière méthode pouvait aussi provoquer le danger *d'obtenir, à la place d'une analyse approfondie du matériel concret à l'aide de la méthode marxiste- léniniste, l'exposition du marxisme et du léninisme illustrée par la statistique américaine.*

Les deux méthodes ont pour effet une certaine dispersion de la matière. Pour obtenir un tableau d'ensemble, il faut, en appliquant la deuxième méthode, réunir dans un volume théorique final les résultats des volumes précédents, généraliser pour tout le capitalisme de la période de déclin en soulignant les traits spéciaux propres à l'Amérique.

*

* *

L'ensemble du travail donnerait à peu près le tableau suivant :

I. Partie préparatoire

1^{er} vol. *Géographie économique des Etats-Unis*. Exposé des bases naturelles du développement des forces productives (climat, sol, règne animal et végétal, place dans l'économie mondiale et état des forces productives à la fin du XIX^e siècle comparé aux vieilles puissances capitalistes). 6-8 feuilles.

2^e vol. *Esquisse de l'histoire économique et sociale des Etats- Unis jusqu'en 1900*, en soulignant particulièrement aussi bien les tendances générales du développement capitaliste que les traits spécifiques du capitalisme américain. 15 feuilles.

II. Période de 1900-1930

La détermination de l'année 1900 comme limite est évidemment arbitraire. En prenant comme point de départ le début ou la fin de la guerre, on pourrait faire croire que la guerre mondiale n'est historiquement qu'un fait du hasard. La période de 1900-1930 comprend, d'une façon heureuse, trois phases principales du développement du capitalisme aux Etats-Unis : le capitalisme pleinement développé d'avant-guerre, montrant des traits caractéristiques particuliers à l'Amérique ; le capitalisme de guerre et l'impérialisme pleinement développé d'après-guerre. Il est clair, qu'il va falloir remonter au XIX^e siècle dans les volumes suivants, dans beaucoup de cas où le 2^e volume ne fournit pas de matériaux suffisants.

Les volumes suivants doivent constituer chacun un tout théorique complet ; les matériaux ne doivent pas être donnés d'un point de vue descriptif statistique, mais travaillés selon les problèmes théoriques.

A) La base économique

| | |
|---|-------------|
| 3 ^e vol. Agriculture, question agraire, crise agricole | 15 feuilles |
| 4 ^e vol. Industrie | 12 feuilles |

| | |
|--|-------------|
| 5 ^e vol. Transports | 10 feuilles |
| 6 ^e vol. Banques et finances | 10 feuilles |
| 7 ^e vol. Commerce, problème de la formation des prix dans la période d'après-guerre | 12 feuilles |
| 8 ^e vol. Capital financier et formation des monopoles | 12 feuilles |

B) Structure sociale et superstructure politique

| | |
|---|-------------|
| 8 ^e vol. Division des classes et répartition des revenus.(Couches sociales, immigration, répartition du revenu national par classes, etc.) | 12 feuilles |
| 9 ^e vol. Classes et partis (Politique intérieure, état des partis, problème du parti ouvrier, etc.) | 12 feuilles |
| 10 ^e vol. Impérialisme américain, politique extérieure, exportation des capitaux, expansion pacifique et militaire des possessions, rapports avec l'Amérique du Sud, le Canada, la Chine, l'Europe, en particulier l'Angleterre, etc | 12 feuilles |
| 11 ^e vol. Le prolétariat et le mouvement ouvrier (Exploitation croissante, taux croissant de la plus-value, chômage organique de masse. Aristocratie ouvrière et ses syndicats, partis ouvriers, les nouveaux syndicats révolutionnaires, le P.C. et ses tâches) | 12 feuilles |

III. Résumé théorique

| | |
|---|-------------|
| 12 ^e vol. Les Etats-Unis et la période de déclin du capitalisme (Résumé du développement des Etats-Unis d'après les problèmes théoriques sur la base des matériaux employés dans les volumes précédents) | 20 feuilles |
|---|-------------|

Nous savons qu'un travail scientifique d'une telle importance ne peut être réalisé dans ces conditions que si toutes les forces scientifiques présentes y participent en tant qu'auteurs, rédacteurs ou critiques. Nous demandons aussi aux camarades, comme premier pas, de soumettre le présent projet d'un plan de travail à une critique positive, et de faire des propositions pour le changer ou le compléter.

Par décision de la commission préparatoire.

E. Varga.

Moscou, le 15 mai 1929.

9. *L'Internationale Communiste*, 1929, pp. 1667-1682.

La débâcle boursière internationale, signe avant-coureur de la prochaine crise économique

Au cours de ces derniers mois, les effondrements de cours se sont succédés à un rythme rapide sur les principales places boursières du monde. Le point culminant a été atteint le 29 octobre, en Amérique, sous la forme d'une panique de Bourse « comme il n'y en avait encore jamais eu de pareille » (*Times* du 30 octobre).

Les communistes partisans de la théorie du « capitalisme organisé », de la théorie de l'« atténuation des contradictions économiques à l'intérieur des Etats » (Boukharine) devraient bien réfléchir aux événements qui se sont déroulés à la Bourse américaine. La perte due à la chute des cours à la Bourse de New-York est évaluée, pour la dernière semaine d'octobre, à « au moins 25 milliards de dollars¹¹ » (*Journal des Mines* du 31 octobre). « A San Francisco, la chute des cours sur les seules actions de la Transamerica Bank s'est chiffrée, en un seul jour, à plus de un milliard de dollars. » (*ibidem*).

Nous essaierons de montrer, par des chiffres concrets concernant quelques actions universellement connues, l'importance des pertes boursières.

| Firmes | Cours maximum de 1929 | Cours d'octobre 1926 | Cours d'octobre 1929 | Chute par rapport au cours maximum (en %) |
|---------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|---|
| General Electric | 403 | 296 | 250 | 38 |
| General Motors | 97,75 | 54,125 | 47,50 | 51 |
| U. S. Steeltrust | 261,75 | 203,25 | 185,50 | 29 |
| International Harvester . | 142 | 101,25 | 85,50 | 42 |
| American Smelting | 130,25 | 97,75 | 80 | 40 |
| Du Pont de Nemours | 231 | 166,50 | 150 | 35 |
| Chrysler Automobile | 135,75 | 44,75 | 39,75 | 71 |
| Standard Oil New-Jersey | 83 | 72,625 | 64 | 23 |
| Radio Corp | 114,75 | 59 | 40 | 65 |
| Westinghouse Electric | 292,625 | 179 | 145 | 50 |

Nous posons la question : Où est l'« économie rationnelle du capitalisme organisé » de Hilferding quand, en un seul jour, les entreprises capitalistes dirigeantes peuvent voir leur fortune diminuer de 20 à 30 % ? Où est l'« atténuation de l'anarchie » quand de riches personnes peuvent en

¹ On ne se représente bien la signification d'une telle somme que lorsqu'on se rappelle que l'ensemble de la production de valeur de l'industrie américaine (*value added by manufacture*), soit $v + m$, n'a pas dépassé, au cours de 1925, 26,8 milliards de dollars ; les pertes boursières d'une semaine ont emporté en valeur nominale, autant de valeur et de plus-value que tout le prolétariat industriel d'Amérique en produit en une année.-

deux ou trois jours devenir des mendiants ?

Naturellement, ce ne sont là que des pertes en « capital fictif ». La fortune réelle des sociétés capitalistes n'est nullement entamée par l'appréciation que donne la Bourse aux actions qui les représentent ou à d'autres valeurs¹. Mais ceci ne change rien au fait que des millions de petites gens, des petits capitalistes, des commerçants, des artisans, des employés, et même une couche supérieure d'ouvriers ont perdu maintenant leur fortune consacrée à l'achat d'actions², que leur fortune, à savoir leurs titres de propriété sur une certaine partie des biens des sociétés par actions, est passée aux gros capitalistes : que le krach boursier signifie une expropriation formidable des couches moyennes et mène ainsi incontestablement à l'aggravation des contradictions économiques...

L'expropriation de grande envergure des couches moyennes par le krach boursier signifie une diminution de la capacité d'absorption du marché intérieur, base fondamentale de la stabilisation relative du capitalisme américain jusqu'à ce jour. Elle oblige l'industrie américaine à une poussée plus violente encore sur le marché mondial, accentuant par là la crise générale du capitalisme et entraînant, de plus en plus, le capitalisme américain lui-même dans la chute du capitalisme mondial.

En même temps, les dimensions formidables, presque sans exemple dans l'histoire, de ce krach boursier parallèlement à la crise du crédit en cours et à l'effondrement de grandes entreprises capitalistes en Europe (*Frankfurter Allgemeine*, *Wiener Bodenkreditanstalt*, Consortium Hatry, à Londres, etc.) révèlent sur quelles bases fragiles est édifiée l'économie du capitalisme « stabilisé ». L'année 1930 sera, sans aucun doute, une année de crises, qui nous rapprochera d'un bon pas de notre but final révolutionnaire...

Les causes de la crise boursière

Le krach boursier de New-York n'est nullement un phénomène américain isolé, mais un maillon de la chaîne des effondrements de cours qui se produisent sur presque toutes les places boursières du monde capitaliste. Mais l'Amérique, le pays impérialiste le plus puissant, relativement le moins atteint par le déclin du capitalisme, ayant joui, avec quelques courtes interruptions, d'une

¹ « Les actions des sociétés ferroviaires, minières, de navigation, etc., représentent un capital réel, à savoir le capital investi et travaillant dans ces entreprises... Mais ce capital existe deux fois: une fois en tant que valeur en capital des titres de propriété, des actions, une autre fois en tant que capital réellement investi ou à investir dans ces entreprises... Autant la dépréciation ou la hausse de ces papiers est indépendante des variations de la valeur du capital réel qu'ils représentent, autant la propriété d'une nation demeure aussi élevée avant qu'après la baisse ou la hausse. » (*Capital*, t. III, 2^e partie, pages 4-6 du texte allemand.)

² La *Neue Freie Presse* brosse le tableau suivant des événements au lendemain de la dernière panique:

« Une scène d'agitation succédait à l'autre dans les bureaux des agents de change. De nombreuses personnes, particulièrement des spéculateurs, tombaient sans connaissance lorsqu'elles apprenaient la perte de leur capital. *Les explosions de désespoir et de fureur étaient à l'ordre du jour.* Le krach boursier se manifeste également dans les pages de petites annonces des journaux. *De nombreuses autos de luxe des marques étrangères les plus coûteuses et des bijoux des plus précieux sont mis en vente par des gens qui, hier encore, étaient millionnaires.* Les prêteurs sur gages de tout New-York firent de bonnes affaires, meilleures encore que jamais auparavant, et, particulièrement dans le quartier des théâtres et à Manhattan, purent à peine satisfaire à l'affluence des chercheurs d'argent... Jusque dans les rues de la ville se manifeste avec évidence l'effet de la catastrophe boursière. Partout l'on rencontre des visages désolés et abattus. »

décade de prospérité, a maintenu plus longtemps la spéculation boursière et a enflé les cours plus qu'aucun autre pays. Le krach n'en a d'ailleurs été que plus grand.

Pour comprendre les événements, il nous faut rappeler les causes de l'évaluation du cours des actions. Marx dit à ce sujet.

Les actions... deviennent en fait des marchandises dont le prix a ses propres mouvements et sa propre détermination. Leur valeur nominale prend des valeurs marchandes différentes sans que se modifie leur valeur réelle (quand bien même l'utilisation du capital réel serait modifiée). De son côté, leur valeur marchande oscille avec l'importance et la sûreté des revenus sur lesquels ils donnent des titres de droit. Si la valeur nominale d'une action, c'est-à-dire la somme investie représentée par elle à l'origine, est de 100 livres, et si, au lieu de 5 %, l'entreprise en rapporte 10, alors les circonstances restant les mêmes et l'intérêt étant de 5 %, la valeur marchande de cette action atteint 200 livres. Car, capitalisé à 5 %, elle représente maintenant un capital fictif de 200 livres. Celui qui l'achète 200 livres reçoit 5 % de revenu pour sa mise de fonds. La valeur marchande de ces papiers est en partie spéculative, car elle n'est pas déterminée seulement par la mise de fonds réelle, mais par la somme utilisée par anticipation. Or, l'utilisation du capital réel étant déterminée comme constante... le prix de ces papiers- valeurs varie en raison inverse du taux d'intérêts¹.

Au cours des dernières années, ce caractère spéculatif du cours des actions a été particulièrement révélé par le fait qu'à côté des actions ordinaires ont été émises des « actions sans valeur nominale », demeurant le plus souvent entre les mains des fondateurs et auxquelles échoit la plus grande partie des bénéfices dépassant le taux normal. Le rapport du capital investi à la participation correspondante aux bénéfices disparaît complètement ici.

Nous pouvons considérer comme la cause essentielle de la crise boursière en Amérique le fait que, eu égard à la crise économique approchante, les cours ne se trouvaient nullement en rapport avec les revenus à venir.

Examinons, de ce point de vue, la détermination du cours des actions américaines. Nous donnons ci-dessous quelques-uns des index les plus connus d'actions.

| Wall Street Journal Index | | | | |
|---------------------------|-------|-------|-------|--------------------|
| Mois | 1926 | 1927 | 1928 | 1929 |
| Janvier | 158,5 | 155,2 | 203,3 | --- |
| Août | 161,8 | 184,2 | 216,8 | 338 |
| Septembre | 163,8 | 191,6 | 240,4 | 381,2 ² |
| Octobre | 159,2 | 198,4 | 240 | 230,1 ³ |

L'index de l'*Annalist* fournit à peu près le même tableau.

¹ *Le Capital*, tome III, 2^e partie, page 5. (Souligné par nous).

² Maximum le 9 octobre.

³ Minimum le 29 octobre (cité par Ossinsky, *Pravda* du 1-11-1929).

| Maximum | | Minimum | |
|---------------------|--------|-------------------|--------|
| 1929 (19 septembre) | 469,49 | 1929 (8 janvier) | 326,98 |
| 1928 (31 décembre) | 332,58 | 1928 (20 février) | 233,42 |
| 1927 (16 septembre) | 249,45 | 1927 (25 janvier) | 171,40 |
| 1926 (18 février) | 186,03 | 1926 (30 mars) | 137,65 |
| 1925 (2 novembre) | 185,36 | 1925 (30 mars) | 128,83 |

Nous constatons donc le fait suivant : Au cours d'un intervalle de temps d'environ quatre ans, le cours est monté de 129 à 469, il a donc presque quadruplé ! Il a doublé en un an et demi (février 1928 à septembre 1929) ! Il a augmenté de 50 % durant les neuf derniers mois.

Il est clair que ces cours n'ont aucun rapport exact avec les bénéfices. A la vérité, les bénéfices industriels se sont fortement accrus pendant la haute conjoncture : les entreprises monopolisées ont bien amassé de très grosses réserves « muettes », pouvant faire paraître justifiés les espoirs d'une répartition d'actions gratuites ou de dividendes extraordinaires (« bonus ») ; mais le revenu réel, reçu par une personne ayant acquis des actions aux cours les plus hauts, a été de beaucoup inférieur à celui qu'elle aurait reçu si elle avait placé le même argent sur des valeurs à revenu fixe ou même si elle l'avait porté dans une banque à titre de dépôt portant intérêts. Le revenu des actions américaines en vogue n'a pas dépassé 2 à 4 % pendant les cours les plus hauts, alors que le taux d'intérêt bancaire a été de 6 % à New-York, de 8 à 20 % pour les sommes boursières^{1 1} (*Call Money*).

Aucun avertissement n'a pu enrayer la formidable fièvre de spéculation. C'est en vain que la direction de la *Federal Reserve Bank* mettait le public en garde, dès le début de l'année, c'est en vain qu'elle éleva le taux de l'escompte. Tout aussi vain fut également l'avertissement d'un spécialiste universellement connu, Babson. Celui-ci expliquait, au début de septembre, que la hausse n'atteignait que les principales valeurs spéculatives, tandis que la moitié des actions cotées à la Bourse de New-York avaient baissé depuis le début de l'année ; « tôt ou tard, déclarait-il, cette fièvre devait entraîner un krach, tout comme la fièvre de Floride² ».

Ces avertissements ne furent suivis que par les *grands* capitalistes. *Ils* se retirèrent à temps de la spéculation en vendant au prix fort au « public » le surplus de leurs actions, ne gardant que le strict nécessaire à la domination des entreprises. Mais les millions de petits spéculateurs continuèrent à acheter, trompés par les « autorités » qui leur garantissaient la nécessité économique des cours élevés.

A la tête de celles-ci se trouvait la plus grande autorité d'Amérique, le célèbre professeur Irving Fisher ! Il déclara ce qui suit au sujet des prédictions de Babson :

Les cours élevés... reposent sur l'attente assurée de plus grands bénéfices dans l'avenir... Les inquiétudes concernant une inflation apparente des valeurs apparaissent injustifiées, eu égard aux dernières répartitions de dividendes, d'autant plus que de plus grands dividendes sont à escompter dans l'avenir... A mon avis, il faut s'attendre à une certaine augmentation des revenus, non par suite d'une diminution du prix des effets, mais par suite de dividendes plus élevés.

¹ Irving Fisher donne le revenu de 50 actions principales pour le milieu de septembre et estime « qu'il oscille autour de 3 %, alors qu'il était d'environ 5 % en 1928 et de 2 1/2 % seulement à la fin de 1928 ».

² *Financial and Comm. Chronicle* du 7-9-1929, page 1530.

Voilà ce qu'écrivait M. le professeur Irving Fisher, la lumière de la science bourgeoise américaine, au début de septembre, alors que l'index de Wall Street atteignait 381 : à la fin d'octobre, il était tombé à 230 ! Des millions de petits spéculateurs ont perdu des douzaines de milliards au profit de la petite cohorte de grands capitalistes « initiés », et cela pour s'être fiés à l'autorité de M. le professeur et d'autres gens bornés qui ne peuvent jamais croire à la fin de la haute conjoncture...

M. Ayres, un des dirigeants des assurances sur la vie, qui jouent un rôle considérable en Amérique, une autre autorité de la vie pratique, s'exprimait, en octobre encore, de la façon optimiste suivante :

Il y a quelques semaines, quelques nuages étaient apparus à l'horizon, mais ils se sont, depuis, dissipés et, en raison des industries saisonnières, une amélioration importante devrait se produire dans toutes les branches des affaires au cours des dernières semaines de l'année. Les gens qui sont intimement liés à notre base fondamentale d'affaires, comme l'acier, le pétrole, le minerai, l'automobile, l'électricité, etc., *sont unanimes à dire que les affaires seront bonnes dans l'avenir le plus proche*¹

La thèse, officiellement enseignée de tous côtés, de la *prosperity* américaine garantie pour toujours a dû — malgré toutes les assurances de Fisher et consorts — reculer devant les faits concrets. Ces faits concrets démontrent que la haute conjoncture américaine tire sur sa fin². La haute conjoncture américaine fut en général un phénomène plus ou moins isolé dans l'économie mondiale. De tous les autres pays, seul le Canada eut un développement analogue. Un essor beaucoup plus faible de la conjoncture se produisit en France et dans les pays voisins : Suisse, Belgique, Hollande et aussi en Scandinavie. En Angleterre, l'effet du déclin structurel général est si grand que seuls furent perceptibles des débuts d'amélioration. En Allemagne, la cessation de l'afflux du capital étranger fut la cause qui entrava le développement de la conjoncture. A l'est de l'Allemagne enfin, en Pologne, Autriche, Hongrie, Roumanie, etc., au lieu des débuts d'une conjoncture, c'est une âpre crise économique que nous trouvons actuellement. La haute conjoncture américaine fut un phénomène assez isolé dans l'économie mondiale, et c'est ce qui a accéléré sa fin.

Un examen concret des conditions d'écoulement des marchandises les plus importantes pour l'Amérique met en évidence les éléments de la crise qui mûrit. Nous voulons citer les principales :

Blé : Le prix n'est artificiellement maintenu que grâce aux emprunts du *Farmboard* (100 millions de dollars durant les dernières semaines) et au pool canadien. La valeur du blé *visible*, c'est-à-dire emmagasiné en stocks publics, et la plupart du temps investi atteignait³ :

A la fin août, en millions de dollars

| 1927 | 1928 | 1929 |
|------|-------|-------|
| 98,1 | 100,1 | 240,5 |

Coton : Par suite du mauvais état des affaires dans l'industrie textile européenne, les prix ont baissé de 20 % sur le maximum de mars, quoique la récolte (15 millions de balles) ne soit nullement

¹ *Financial and Comm. Chronicle* du 12-10-1929, page 2304.

² J'ai déjà développé cela dans mon discours à la X^e session plénière du C.E. de l'I.C.

³ *Federal Reserve Bank Bulletin*, octobre 1929, page 358.

bonne.

Dans une série d'autres produits agricoles importants : laine, sucre, café¹, il y a une forte surproduction et une forte baisse de prix sur le marché mondial.

Dans la *production charbonnière*, il existe une crise internationale chronique ; dans l'extraction du cuivre, règne une surproduction² qui, malgré l'existence de cartels internationaux, a entraîné une sérieuse chute des prix, il y a six mois ; dans le pétrole, c'est également la surproduction en Amérique même, toutes les négociations n'ont pu, jusqu'à présent, rien y changer³.

L'activité du *bâtiment* est d'une importance particulière pour les Etats-Unis en tant que facteur de conjoncture. Dans les 37 Etats de l'est des U.S.A., les contrats du bâtiment comportaient les sommes suivantes :

| (en millions de dollars) | | |
|--------------------------|------|------|
| Mois | 1928 | 1929 |
| Avril | 668 | 642 |
| Mai | 650 | 588 |
| Juin | 583 | 546 |
| Juillet | 517 | 652 |
| Août | 588 | 489 |
| Septembre | 597 | 445 |

Nous voyons donc se produire depuis juillet une chute rapide des contrats de construction ; en septembre, la somme totale est de 150 millions de dollars inférieure à celle de l'an dernier ! Ainsi se produit nécessairement une aggravation correspondante de la conjoncture dans l'industrie de fabrication des matériaux de construction.

La production de fer et d'acier manifeste également, depuis des mois, les symptômes d'une conjoncture en baisse, quoique la production dépasse encore de beaucoup celle de l'an dernier. La production journalière de fer et d'acier a atteint :

¹ Les prix du café ont baissé à Hambourg de 87 au 1^{er} mars 1929 à 43,5 au 28 octobre !

² La production de cuivre de l'Amérique du Nord et du Sud, atteint, en milliers de tonnes :

| 1929 | | Réserves |
|----------------|-----|----------|
| Mars (maximum) | 164 | 53 |
| Juillet | 154 | 98 |
| Août | 149 | 104 |
| Septembre | 134 | 95 |

³ La production journalière en pétrole brut atteint (en tonnes).

| Octobre 12-13 1929 | 1928 |
|--------------------|-----------|
| 2 838 100 | 2 505 500 |

Les réserves en huile de chauffage et en gasoline atteignaient en octobre 146,2 millions de tonnes.

| (en milliers de tonnes) | | | | |
|-------------------------|------------|---------|-------|-----------|
| | Année 1929 | | | |
| | Juin | Juillet | Août | Septembre |
| Acie | 195 | 186 | 182,5 | 180,4 |
| Fer | 134 | 122 | 121 | 116 |

Cette diminution de la production de l'acier est, à côté de l'activité ralentie du bâtiment, imputable à l'aggravation du cours des affaires dans l'industrie automobile, l'une des branches les plus importantes de l'industrie des Etats-Unis. Au cours des dernières années, dans la lutte des entreprises géantes, la capacité de production de l'industrie automobile a été formidablement augmentée : elle atteint environ dix millions de pièces par an. Par contre l'écoulement marque une tendance à la baisse. Le tableau suivant donne en milliers de pièces, la production d'automobiles de tourisme et de camions (Etats-Unis plus Canada¹) :

| Années | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre |
|--------|-------|-----|------|---------|------|-----------|
| 1926 | 461 | 450 | 408 | 375 | 442 | 416 |
| 1928 | 434 | 460 | 425 | 417 | 493 | 437 |
| 1929 | 663 | 636 | 57G | 518 | 514 | 417 |

En six mois, la production a diminué de 33 % et est tombée, en septembre, au niveau de l'année 1926.

Enfin, pour ne pas nous encombrer de données isolées, nous ne citerons plus que l'indice de l'*Annalist* :

Index de l'Annalist² pour la marche des affaires en 1929

| Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre ³ |
|-------|-------|---------|-------|------------------------|
| 109,8 | 107,5 | 108,5 | 106,5 | 105,9 |

La ligne décroissante était déjà tout à fait nette, dès avant le krach boursier et l'on s'explique difficilement comment des gens comme Irving Fisher, Ayres, etc., pouvaient parler de bonne foi d'une durée illimitée de la haute conjoncture.

Des indices très sûrs (sans parler même des suites du krach boursier) parlent en faveur d'une aggravation ultérieure de la conjoncture au cours des mois prochains. C'est ainsi, par exemple, que l'indice des prix fourni par l'*Annalist* pour les matières premières particulièrement sensibles aux variations de la conjoncture (cuirs, zinc, plomb, etc.) marque, du début de septembre au début d'octobre, une baisse de 150 à 141. Encore plus caractéristique est la *statistique des nouvelles commandes du trust de l'acier par rapport à la capacité*. Elles atteignent en % :

¹ *Annalist* du 4 octobre 1929.

² L'index de l'*Annalist* vise la production de charbon, de fer, de zinc, d'automobiles, de chaussures, d'électricité ; la consommation de coton et de laine ; le nombre des wagons de marchandises ayant circulé. Les oscillations saisonnières et les modifications ne sont pas mentionnées : c'est un *pur* index statistique.

³ Chiffre provisoire.

| Année | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août |
|-------|------|-------|-----|------|---------|------|
| 1929 | 117 | 101 | 91 | 96 | 88 | 67 |

Cette diminution aiguë des commandes doit amener nécessairement une diminution de la production au cours des mois prochains.

Les causes du krach boursier américain sont donc : *une disproportion de plus en plus marquée entre les dividendes diminués et les cours élevés ; ceux-ci devaient s'effondrer dès que l'on commencerait à entrevoir que la haute conjoncture tirait sur sa fin et qu'il n'existait, par suite, aucune perspective fondée d'augmentation des dividendes !*

La statistique des émissions montre l'ampleur de la spéculation en Amérique et combien aveugle était la foi dans la *prosperity* américaine. En septembre, 1 307 millions de dollars de nouveau capital furent émis (sans conversions) représentant la somme la plus élevée qui ait jamais été émise (en comptant les conversions, cela fait 1 615 millions de dollars, la somme record pour le mois de septembre ! *De ces sommes gigantesques, pas plus de 8 millions n'allèrent à l'étranger !* (en septembre 1928, des 501 millions de nouvelles émissions, 105 millions de dollars passèrent à l'étranger). Tout le capital disponible fut investi dans les actions, ce qui ne représente pas moins de 1 028 millions de dollars, contre 158 millions pour septembre 1928 et des sommes encore moins importantes pour le même mois des années 25, 26 et 27. Voici enfin ce qui représente le point culminant de la spéculation : la part de *l'Investments Trust, Holding Company* à l'émission s'est accrue de mois en mois et a atteint en septembre la somme gigantesque de 643 millions de dollars.

Qu'est-ce qu'un *Investment Trust, Holding Company* ? C'est une entreprise qui n'investit pas son capital dans la production, qui ne produit pas de plus-value. Elle utilise son capital à l'achat d'actions des diverses entreprises. Le capital des *Investments Trusts* est donc un capital fictif, potentiel. Il ne représente aucunement un capital réel comme les actions d'une entreprise industrielle, mais ne possède, comme base de sa participation au profit général, que les revenus des actions achetées par eux. Au mois de septembre, pas moins de 643 millions de dollars, presque la moitié de toutes les nouvelles émissions, furent émis en Amérique pour des entreprises de cette nature¹. Au mois d'août, leur participation aux nouvelles émissions était de 87 %. La spéculation sur les valeurs avait complètement entravé les investissements réels de nouveaux capitaux.

La crise de crédit et le krach boursier en Europe

Comme nous l'avons déjà dit, le krach boursier en Amérique ne fut nullement un phénomène isolé. De tels faits, quoique dans une mesure plus faible, l'ont précédé en Europe et lui ont succédé. Nous nous contentons de souligner ici les épisodes les plus importants.

Les crises boursières précédentes en Europe ne furent pas de simples reproductions du krach boursier américain, mais furent conditionnées par la spéculation américaine, par la hausse boursière

¹ *Financ. and Comm. Chronicle* du 12 octobre 1929. Page 2295. Pour de telles entreprises au capital fictif, furent émis, en millions de dollars, en 1929 :

| Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre |
|-----|------|---------|------|-----------|
| 90 | 86 | 222 | 486 | 643 |

américaine. La spéculation à la Bourse américaine n'engloutit pas seulement tout le capital américain — nous avons vu que, en novembre, 8 millions de dollars seulement furent émis pour l'étranger — mais attirait, depuis des mois, du capital européen à court terme. Conséquence : *importation d'or en Amérique* (importation nette : 230 millions de dollars durant les neuf premiers mois), *pénurie d'argent en Europe* ; *augmentation des taux d'intérêts, faillite de grandes entreprises, baisse du cours des actions par pénurie de capital*. Le développement en Allemagne nous servira d'illustration.

Index des actions du Bureau d'Etat des statistiques : 1924-26 = 100

| Désignation | 1929 | | | | | 1928 |
|--|------|------|---------|------|-------|------|
| | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept. | Sept |
| 47 actions de l'industrie lourde | 123 | 129 | 130 | 128 | 128 | 132 |
| 166 actions de l'industrie de transformation | 136 | 130 | 128 | 127 | 126 | 149 |
| 116 actions de commerce et de transports | 163 | 157 | 155 | 153 | 152 | 167 |
| 329 en tout | 141 | 135 | 136 | 134 | 132 | 149 |

Les principaux épisodes sont : une baisse lente du cours des actions avec des transactions très peu actives, une tension extraordinaire du marché du capital parallèlement à de faibles possibilités de nouvelles émissions.

Quelques faillites, avant tout celle de la *Frankfurter Allgemeine Versicherungsgesellschaft*¹, suffirent pour jeter la Bourse berlinoise dans une crise qui ne put être surmontée que par la fondation, fin septembre, d'un consortium de soutien des grandes banques.

Quelques jours plus tôt, l'affaire Hatry entraînait une lourde réaction à *Londres*. Hatry, financier très adroit, avait, avec un capital propre très faible, fondé une série de diverses entreprises et était en train de créer une société au capital de 8 millions de livres en vue de fusionner une série d'entreprises de l'industrie lourde. Mais, par suite de la tension sur le marché mondial de l'argent (beaucoup de capital anglais était engagé dans la spéculation boursière à New-York), il n'obtint pas assez de capital et se livra à une escroquerie criminelle (le vol des pauvres gens par la spéculation n'est pas criminel). Il fit réimprimer des actions, déjà vendues, d'une de ses entreprises et recueillit de l'argent grâce à ces actions falsifiées. Il fut arrêté, toutes ses entreprises firent faillite et le public y perdit 11 millions de livres². Mais comme en Angleterre des actions nominatives de 1 et 5 shillings sont émises, les possesseurs en sont pour la plupart des gens très pauvres. C'est pourquoi la Bourse de Londres fut assez forte pour éviter un krach.

Une grave crise boursière se produisit également à Vienne, avant le krach américain. Dans cette ville, une des plus grandes banques, la *Bodenkreditanstalt* s'effondra complètement et dut être fusionnée dans les vingt-quatre heures avec le *Kreditanstalt* pour éviter une banqueroute. Des 120

¹ Les actions de cette entreprise tombèrent de 1 000 à 100 marks, et 100 millions de marks furent perdus. En même temps se produisait l'effondrement des actions textiles et un fort recul des actions de l'I.G.

² Il est remarquable pour Londres, ville « rangée » que c'est là déjà la deuxième faillite de Hatry. Après la guerre, il fonda deux grandes entreprises qui durent, en quelques années, être liquidées, les actionnaires y ayant perdu plus de la moitié de leur bien, 8 millions de livres en tout.

millions de dollars de valeurs, 114 millions avaient un caractère double¹. En liaison avec l'affaire Hatry et la chute des actions de la *Margarine Unie*, eut lieu une crise boursière à *Amsterdam*, qui se reproduisit après le krach de New-York : sur 12 actions dirigeantes seulement, il y eut en 24 heures une perte de 440 millions de florins (*Bergwerkszeitung* du 1^{er} octobre). La plupart des actions perdirent la moitié de la valeur de leurs plus hauts cours ; comme conséquence du krach américain, il faut mentionner la crise à *Stockholm*, liée de la façon la plus intime avec l'Amérique par l'intermédiaire de Kreuger. Il faut aussi signaler la crise beaucoup plus légère à *Paris*.

Nous voyons donc que le krach boursier en Amérique n'a nullement été un phénomène isolé mais simplement le plus fort maillon d'une chaîne d'événements qui, dans leur ensemble, démontrent le caractère corrompu du « capitalisme organisé », dont l'effet n'est qu'une expropriation d'envergure des petits spéculateurs par les grands requins et qui annoncent l'approche d'une crise économique générale.

Le dépouillement des « petites gens »

Les magnats du capital, « initiés » avaient déjà, dès l'été, mis leurs troupeaux à l'abri. Ils vendirent en effet au « public » toutes leurs actions superflues, ne gardant que ce qu'il leur fallait pour le contrôle de leurs entreprises. Quand le krach se produisit en Amérique, ils purent tout tranquillement jouer le rôle de « sauveurs ». Dès le 26, les banquiers dirigeants se réunissaient chez *Morgan*, constituaient un consortium et inauguraient leur activité. Celle-ci se définit comme suit : les grands capitalistes *achètent* des actions quand la panique est à son maximum, les cours à leur minimum². Ensuite, ils lancent eux-mêmes³, ou ils font lancer par leurs autorités « scientifiques », comme Irving Fisher, des déclarations rassurantes. Afin de donner plus de poids aux déclarations rassurantes, quelques entreprises répartissent des dividendes plus élevés ; les chemins de fer Morgan font de grandes commandes au trust de l'acier soumis précisément à Morgan ; les banques d'Etat de Londres et de New-York abaissent le taux d'intérêts. *Enfin — et c'est le plus important — les banquiers abaissent de 50 à 25 % les paiements pour achat d'actions, afin de faciliter la continuation de la spéculation*⁴. Les cours remontent, les sauveurs » revendent, avec un joli bénéfice,

¹ *Fin. and Comm. Chronicle*, page 2280.

² *World* annonce, le 29, que dans les négociations qui se sont nouées entre les grandes banques après la clôture de la Bourse, il a été décidé de mettre plusieurs milliards de dollars à la disposition d'une action de secours. Mais la conférence elle-même ne donna cependant aucune déclaration. Par contre, le président de la *Chase National Bank* s'exprima comme suit : « Aucune des institutions bancaires avec lesquelles je suis en liaison ne vend actuellement des actions. Au contraire, nous achetons plutôt ». Le président de la *Sun Life Assurance Co* déclara que la société utilisait l'occasion pour augmenter ses placements en effets.

³ Le 30 octobre, le vieux Rockefeller déclarait que la crise était définitivement surmontée, que la situation des affaires était pleinement satisfaisante et que la plupart des valeurs étaient encore à un cours trop bas. Lui, comme son fils, achetaient de grandes quantités d'excellentes valeurs, en tant que placement de capital (*Neue Freie Presse*, 30-11-29).

⁴ Si quelqu'un veut spéculer à la Bourse, il ne lui est pas nécessaire de payer les actions achetées ; il n'effectue qu'un certain paiement (40-50 % du cours), le reste lui est crédité sur les valeurs qui servent de nantissement. Immédiatement avant le krach, ces prêts boursiers sur valeurs (*Brokers loans*) atteignaient en Amérique plus de 8 milliards de dollars ! Pour ranimer la Bourse après le krach, les cercles bancaires avaient décidé de se contenter de 25 %

leurs actions au public. Mais, comme de cette façon il n'est rien changé à la cause fondamentale de la chute des cours, la conjoncture reste de plus en plus mauvaise, le même jeu se répète. Les « sauveurs » sont toujours là : ils exproprient sans cesse le public trop crédule et s'enrichissent à milliards.

A l'aide de quelques chiffres, nous allons essayer de montrer ce qu'ont gagné les sauveurs américains. Morgan et Compagnie achetèrent, le 29 octobre, aux cours les plus bas. Le 30, le cours de la *General Electric* s'était élevé de 10 %, celui de la *General Motors* de presque 20 %, celui de la *Radio Company* de 15 %, etc. En une nuit, ils purent donc réaliser des bénéfices de 3 000 à 6 000 % par an ; en une nuit, ils purent amasser des bénéfices de plusieurs centaines de millions de dollars ! Mais si les cours étaient encore tombés plus bas que ceux du 29 octobre, les sauveurs auraient racheté des actions à meilleur marché encore, auraient, par cet acte de « sauvetage », soutenu les cours et auraient revendu plus tard avec de bons bénéfices, etc... C'est ainsi que les petites gens sont systématiquement dépouillées, cependant que les grands voleurs jouissent encore de la reconnaissance générale en tant que « soutiens de la société ». Mais cette expropriation entrave bientôt le processus d'ensemble de la circulation et, par suite aussi, celui de la reproduction.

Le krach boursier en tant qu'élément de crise

Les pertes boursières se chiffrant par milliards n'atteignent cependant, en aucune façon, le capital réel ni le revenu *réel* ($v+m$) de la société capitaliste. Ce sont des pertes en capital fictif, en papier. Il serait malgré cela absolument faux de croire que le krach boursier ne représente pas, par ses conséquences, un élément d'accélération et d'aggravation de la crise prochaine ! Et voici comment :

Les cours des actions américaines se sont élevés en un an, de septembre à septembre, de 50 % en chiffres ronds. Chaque personne, parmi les millions de petites gens, qui avait acheté pour disons 1 000 dollars, en vue de la spéculation, était persuadée de s'être enrichie de 500 dollars au cours de l'année. Dans le cerveau des millions de spéculateurs, la hausse des cours représente l'augmentation de leur revenu, une croissance de leur pouvoir d'achat, et ils font correspondre leur niveau de vie à cette pensée : ils achètent de nouvelles automobiles — souvent à crédit —, des meubles, des vêtements, etc... C'est ainsi que la hausse boursière donne une impulsion à l'élargissement du marché, qu'elle constitue un élément de l'essor économique.

Le krach boursier, par contre, entraîne une forte et immédiate diminution de la capacité d'absorption du marché intérieur. Les millions de petites gens qui ont perdu leur fortune cessent d'être des acheteurs pour devenir des vendeurs de marchandises — automobiles, objets d'art, etc., sur le marché. Des marchands, des artisans, des petits fabricants, acculés à la faillite par le krach boursier, jettent des marchandises à bas prix sur le marché. La surproduction latente passe ainsi par une phase aiguë.

Mais les conséquences du krach boursier ont frappé le plus directement l'industrie automobile. De ses 100 000 ouvriers, Ford en a licencié 30 000 ; la production aura diminué de moitié en novembre (Y. A. Z : 31-10) ; Chrysler a également licencié plusieurs milliers d'ouvriers. Un arrêt massif des paiements sur la vente à crédit va augmenter la surcharge du marché automobile. La crise dans l'industrie automobile déclenchera la crise dans celle du fer et de l'acier, etc. *Si le krach*

de paiement et de créditer 75 %.

boursier américain a été déclenché par le début de l'aggravation de la conjoncture, il influe inversement en accélérant le déclenchement de la crise économique latente.

Cela ne signifie pas absolument que la crise économique succédera immédiatement en Amérique au krach boursier, quoique cette possibilité ne soit nullement exclue. Mais il est également possible que les grands capitalistes réussissent à retarder la crise de quelques mois encore. *Nous ne pouvons cependant pas aller jusqu'à prédire que l'année 1930 sera une année de crise en Amérique* ; mais cela signifie que l'Europe aussi, dont les points les plus faibles (Autriche, Hongrie, Roumanie, Pologne) sont déjà en pleine crise, *sera entraînée dans cette crise¹, que nous allons voir une crise économique générale, embrassant tout le monde capitaliste !*

Crise économique et lutte de classes

Si nos prédictions sont exactes, à savoir que nous allons l'an prochain à la rencontre d'une crise économique générale, alors nous devons nous occuper des conséquences politiques de ce fait et des tâches des partis.

La crise économique signifie une accentuation des antagonismes de classes. Elle signifie que de nombreuses existences, jusqu'à présent indépendantes et maintenant ruinées seront poussées dans les rangs du prolétariat. La polarisation de la société capitaliste en une couche très mince de possesseurs et une masse gigantesque de gens ne possédant rien progresse rapidement. La petite bourgeoisie commerçants, artisans, est ruinée, les fonctionnaires et les employés sont licenciés en masse. *La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie s'exaspère.* Le chômage chronique sera encore augmenté par de nouveaux millions de sans-travail. En même temps le capital mettra l'occasion à profit pour déclencher une offensive contre les salaires et les conditions de travail du prolétariat. Les réformistes, en prenant prétexte du chômage important et du mauvais état de l'industrie, saboteront plus ouvertement encore que jusqu'à présent toute bataille de salaires. En fin de compte, c'est au Parti communiste, aux syndicats révolutionnaires placés sous son influence et à l'opposition syndicale qu'incombera la tâche de briser l'offensive du capital et de diriger le prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie.

L'interdiction du parti communiste et la dissolution des syndicats rouges et des organisations locales animées par l'aile révolutionnaire sera la conséquence logique de cette situation : nos Partis doivent se préparer à une période d'illégalité dans les années prochaines...

La crise économique soulèvera à nouveau et dans toute son ampleur le problème des débouchés, en particulier l'industrie américaine submergera le marché mondial de marchandises à bon marché. La lutte pour la domination des territoires non encore partagés (Amérique du Sud, Chine, Asie-Mineure) s'engagera d'une façon aiguë. Les antagonismes impérialistes s'aggravent. La perte de l'Union soviétique en tant que champ d'exploitation capitaliste se fera doublement sentir. La contradiction entre l'U.R.S.S., où le prolétariat travaille fiévreusement et avec succès à l'édification du socialisme, et le monde capitaliste, en crise, et jetant sans cesse de nouveaux millions d'hommes dans la misère du chômage, enfermant des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires dans les

¹ *Momentanément,* le krach boursier américain peut entraîner un soulagement pour l'économie européenne, par le fait que le capital jusqu'à présent investi dans la spéculation pourra l'être dans la production, ce qui adoucira la crise de crédit et diminuera le manque de capitaux.

prisons, apparaîtra sous un jour cru au prolétariat mondial. Le danger est imminent de voir la bourgeoisie essayer de trouver une issue à la crise dans une guerre contre l'Union soviétique, ou dans une guerre impérialiste.

Devant les partis communistes s'ouvre donc une période de grands combats. Toutes les contradictions de classe, aggravées dans la troisième période, se développeront pleinement au cours des années futures et provoqueront, en de nombreux pays, des situations révolutionnaires aiguës.

10. *L'Internationale Communiste*, 18^e année, n°4, avril 1936, pp. 428-443.

L'issue capitaliste à la crise économique : maturation de la nouvelle crise cyclique¹

Lentement avec une inégalité extrême, parmi des reculs continuels, les pays capitalistes les plus importants sortent l'un après l'autre de la crise industrielle cyclique la plus grande qu'ait jamais traversée le monde capitaliste. Le mouvement communiste n'est pas parvenu à imposer une *issue révolutionnaire à la crise*, car la division de la classe ouvrière n'a pas été surmontée, la tactique du front unique n'a pas été appliquée d'une façon suffisamment large, la bourgeoisie a pu manœuvrer, elle a su capter, à l'aide de la démagogie fasciste, l'effervescence provoquée par la crise dans les masses petite-bourgeoises et la détourner dans une direction contre-révolutionnaire (Allemagne) ou calmer temporairement les masses en effervescence par la politique démagogique du *New Deal* (E.U.A.) etc., etc.

La crise est surmontée sur une base capitaliste, en majeure partie comme le résultat de l'activité des forces internes du capitalisme² (résorption successive des stocks de différentes marchandises par la consommation ou la destruction, forte chute des prix, remplacement des moyens de production usés et non reproduits pendant la crise, fermeture d'un grand nombre d'entreprises par suite de la banqueroute, etc.). L'accroissement de la production industrielle qui s'est produit depuis le milieu de 1932 avait aussi été présentée comme une « conjoncture inflationniste de guerre », comme une simple atténuation de la crise cyclique se poursuivant sans arrêt et cette explication s'est avérée erronée (bien que dans *quelques* pays les préparatifs de guerre aient une très grande importance économique). Il nous faut tenir compte du fait que la crise économique est surmontée dans un certain nombre de pays capitalistes parmi les plus importants.

*

* *

Dans l'histoire du capitalisme les cycles succèdent aux cycles, les crises aux crises. Mais cette alternance des crises n'est pas la simple succession de phénomènes qualitatifs analogues, ainsi que la « science » bourgeoise essaie de la représenter. Chaque crise cyclique signifie un ébranlement du

¹ Nombre de problèmes posés dans l'article du camarade Varga sont d'un grand intérêt pour le mouvement ouvrier international et demandent à être examinés sous tous leurs aspects. La rédaction invite ses lecteurs à donner leur opinion sur ces problèmes.

² La « politique de lutte contre la crise » menée par les gouvernements bourgeois et social-démocrates n'a pas permis de surmonter plus rapidement la crise, elle a, au contraire, ralenti ce processus.

pouvoir de la bourgeoisie. Chaque crise rapproche d'un degré le système capitaliste de son effondrement. La deuxième crise cyclique, qui a éclaté en 1929, dans la période de la crise générale du capitalisme, *a ébranlé d'une façon particulièrement profonde* le système capitaliste auquel la Révolution victorieuse d'Octobre avait fait une grande brèche. *Il serait tout à fait erroné de tirer du fait que la crise cyclique continue à être surmontée, la conclusion que, désormais, une atténuation de la crise générale du capitalisme ou une nouvelle stabilisation temporaire doit survenir*, comme ce fut le cas après la première crise d'après-guerre. Le tableau général du monde, tout autre aujourd'hui qu'au temps de la première crise cyclique de la période d'après-guerre, est là pour témoigner qu'on ne saurait parler d'une nouvelle stabilisation. Les différences les plus importantes sont les suivantes :

a) *L'Union soviétique* ne commençait alors qu'à faire les premiers pas vers la restauration de son économie profondément désagrégée par la guerre et la guerre civile. La classe ouvrière de l'Union soviétique avait alors recours à l'aide matérielle des ouvriers des pays capitalistes (secours aux affamés de la Volga). Les leaders réformistes proclamaient que la dictature du prolétariat c'était la disette chronique, qu'il fallait « se borner à des réformes dans les limites du système capitaliste éprouvé ».

Actuellement, le socialisme a vaincu définitivement et irrévocablement en Union soviétique. Au lieu d'une agriculture paysanne rétrograde morcelée, nous voyons de puissants kolkhoz et sovkhoz pourvus des machines les plus modernes. Un nouvel équipement industriel perfectionné et la classe ouvrière soviétique qui se rend maître de la technique et qui élève par les méthodes stakhanovistes la production du travail au-dessus de celle du monde capitaliste, créent les prémices les plus importantes pour la victoire définitive du socialisme sur le capitalisme à l'échelle mondiale.

Pourquoi le socialisme peut-il, doit-il vaincre, et vaincra-t-il nécessairement le système de l'économie capitaliste ? Parce qu'il peut fournir des exemples de travail plus élevés, un rendement plus élevé¹

Le mouvement Stakhanov n'a été possible que grâce à l'augmentation considérable du niveau de vie des ouvriers, grâce au fait que la « vie est devenue meilleure et plus joyeuse ». L'extension de ce mouvement assurera une nouvelle élévation rapide du bien-être général de toute la population travailleuse de l'Union soviétique.

b) *Par contre, le monde capitaliste se trouve actuellement dans une situation bien plus grave qu'après la première crise cyclique d'après-guerre.*

Dans le domaine économique : La première crise d'après-guerre fut profonde, il est vrai, mais d'une durée relativement courte et, une fois le point le plus bas dépassé, la production industrielle monta rapidement, favorisée qu'elle était par la grande exportation de capitaux vers les pays vaincus et les colonies. Et cela conférait un aspect de vraisemblance à la « théorie » de Hilferding sur une longue époque d'un capitalisme ascendant, à la « théorie » américaine de la « prosperity ».

Il en est tout autrement aujourd'hui. Bien que le point le plus bas de la crise ait été atteint dès le milieu de 1932, bien que la production industrielle du monde capitaliste augmente constamment depuis lors — quoique d'une façon tout à fait irrégulière — bien que par sa dynamique l'économie mondiale capitaliste dans son ensemble peut être caractérisée *actuellement comme se trouvant au début de la phase de la reprise, le volume de la production industrielle est toujours à un bas niveau*

¹ J. STALINE: *Pour une vie belle et joyeuse*, p. 9, Bureau d'éditions, Paris, 1936.

de crise¹.

Aujourd'hui, trois années et demie après avoir dépassé le point le plus bas de la crise industrielle, la production industrielle est encore de 16 % inférieure à celle de 1929. Le recul est encore beaucoup plus marqué qu'il n'était de règle au point le plus bas dans les crises de la période d'avant-guerre. En outre, l'irrégularité est énorme : alors qu'un groupe de pays (Angleterre, pays scandinaves, Japon, Allemagne, etc.) ont déjà dépassé le niveau de 1929), d'autres pays, comme la France et l'Espagne, se maintiennent encore au point le plus bas de la crise.

La cause de la lenteur avec laquelle la crise est surmontée réside dans la *profondeur de la crise générale du capitalisme*. La contradiction entre le développement des forces de production et des rapports capitalistes de production a pris une acuité chronique. Elle se manifeste dans l'incapacité pour le capital d'utiliser les forces de production matérielles qu'il a créées (excédent chronique de capital fixe), d'exploiter la force de travail qui est à sa disposition (chômage chronique de masse) et de trouver des débouchés suffisants à ses marchandises. L'excédent chronique de capital fixe empêche sa rénovation et son extension ainsi que l'élargissement du marché pour les moyens de production. Cela empêche aussi de surmonter plus rapidement la crise. Aussi une amélioration allant jusqu'à la phase de l'essor apparaît-elle invraisemblable, car sans une vaste extension du capital fixe, il n'est pas de véritable essor. D'autre part, le chômage chronique de masse et l'aggravation de la situation de la classe ouvrière qui en résulte (rationalisation de crise, c'est-à-dire l'augmentation du rendement du travail par l'intensification du travail, sans extension du capital fixe, sans élévation de la productivité du travail, rétrécissent l'écoulement des moyens de production.

La crise agraire s'est bien quelque peu atténuée dans les deux dernières années. Mais cette atténuation n'est pas due à l'extension du marché pour les produits agricoles (à l'exception de quelques cultures industrielles), mais à la compression de la production : limitation des surfaces emblavées favorisée par l'Etat, mauvaises récoltes, dégradation de l'agriculture, ruine massive des paysans petits et moyens, etc.

L'exportation de capitaux continue à être minime, malgré l'excédent de capital dans les riches pays impérialistes. A son développement font obstacle le non-remboursement des dettes pratiqué sur une large échelle pendant la crise, le rétrécissement des débouchés, la crainte d'une nouvelle guerre

¹ Index de la production industrielle du monde capitaliste (*Annalist* (1929 = 100).

| 1932 | 1933 | 1934 | 1935 | 1935(Evaluation approximative) |
|------|------|------|----------------------|-----------------------------------|
| | | | 1 ^{er} sem. | 2 ^e sem. |
| 62,4 | 64,4 | 76,5 | 81,7 | 84,0 |

Le *Statistische Reichsamt* allemand donne des chiffres à peu près analogues pour la production industrielle du monde capitaliste (« Die Weltwirtschaft im Jahre 1935 ») Supplément spécial de la *Wirtschaft und Statistik* 1936 n° 2.

| (1928 = 100) | | | | |
|--------------|------|------|------|--|
| 1932 | 1933 | 1934 | 1935 | |
| 65 | 75 | 81 | 89 | |

Cet index étant à 100 en 1929, les chiffres pour 1935 coïncident à peu près : sur la base de 1929 l'index pour 1935 aurait dû être de 84 (la dynamique des deux tableaux accuse de 1932 à 1933 une très grande différence dont la cause nous est inconnue).

mondiale. Si les « théoriciens » réformistes purent nier, après que la première crise d'après-guerre fut surmontée, l'existence de la crise générale du capitalisme, aujourd'hui des économistes bourgeois des pays où la production a dépassé le niveau de 1929 sont contraints, eux aussi, d'avouer que cette reprise ne constitue pas un véritable essor. Déformant profondément la marche cyclique de la reproduction, la crise générale du capitalisme détermine d'une façon décisive la situation de l'économie capitaliste mondiale.

c) *L'aggravation des antagonismes impérialistes.* En politique extérieure, la condition première de la stabilisation provisoire fut que les puissances impérialistes victorieuses, rassasiées pour un instant par le nouveau partage du monde opéré après la guerre mondiale, se mirent d'accord sur la façon d'exploiter les pays vaincus, la Chine et leurs « propres » colonies, assurant ainsi une période de dix ans de paix relative. L'Allemagne vaincue était encore trop faible pour chercher à modifier par la force le système de Versailles.

Aujourd'hui, le nœud des contradictions impérialistes est plus enchevêtré et compliqué. La course générale aux armements prend de plus en plus d'extension. Le traité de Washington sur les armements navals vient à expiration sans être renouvelé ; le Japon a liquidé ses prescriptions concernant la Chine par la violence des armes. L'Italie et l'Angleterre sont armées jusqu'aux dents et leurs rapports sont extrêmement tendus. La guerre pour un nouveau partage du monde est déjà en pleine action en Afrique et en Chine. Annulant de sa propre autorité le traité de Versailles, le gouvernement de Hitler a créé une forte armée, il a militarisé la zone rhénane et il réclame de plus en plus ouvertement la restitution de ses colonies, il exige « de l'espace ». Les hommes d'Etat et les états-majors généraux des pays capitalistes sont constamment à la recherche d'alliés pour la guerre.

On voit donc qu'il n'y a aucune base pour une nouvelle stabilisation de la politique extérieure et la *théorie social-démocrate, sur l'avènement d'une « période de super-impérialisme pacifique »*, s'est avérée pure démagogie.

d) *Le caractère de la lutte de classes.* Une des conditions de la stabilisation provisoire fut le fait que la bourgeoisie, en employant un système combiné de *violence* et de *concessions politiques* (suffrage universel, journée de huit heures, assurances sociales, etc.), réussit, avec l'aide de la social-démocratie, à écraser le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les théories du « pacifisme démocratique », de la « démocratie économique », de « l'intégration pacifique dans le socialisme » prévalaient à cette époque. Cependant, aujourd'hui, la social-démocratie ne peut plus, dans la plupart des pays, remplir son rôle de jadis de principal soutien social de la bourgeoisie. La bourgeoisie d'un nombre croissant de pays est obligée de compter avec le fait que la majorité de la population se détourne de plus en plus du régime capitaliste. C'est pourquoi elle renonce elle-même à la démocratie bourgeoise et recourt à la méthode fasciste de terreur déclarée contre les masses travailleuses, afin de conserver temporairement sa domination de classe. Au sein du camp bourgeois se déroule une lutte violente autour des méthodes aptes à maintenir la domination de la bourgeoisie, autour de la répartition des bénéfices. Dans les pays de démocratie parlementaire, cette lutte se manifeste par l'absence d'un programme politique uni, par l'émiettement des partis bourgeois, par les crises gouvernementales qui se succèdent rapidement, etc... Dans les pays fascistes, ces luttes prennent la forme de massacres massifs des adversaires politiques (30 juin 1934 en Allemagne), d'une série d'assassinats politiques des hommes d'Etat (Japon), d'une succession de cliques fascistes qui commencent par s'emprisonner réciproquement (Bulgarie), etc... Par ailleurs, les Partis communistes des différents pays réussissent toujours davantage à réaliser le front unique du prolétariat et à entraîner une partie de la petite bourgeoisie dans la lutte contre le fascisme. Les

victoires de l'Armée rouge en Chine, les actions armées des ouvriers d'Autriche et d'Espagne montrent l'acuité de la lutte de classes.

La crise surmontée, il n'en résultera aucun affaiblissement de la lutte de classe révolutionnaire, comme cela eut lieu dans la période de la stabilisation relative du capitalisme. Les effets de la crise générale du capitalisme se manifestent d'une façon particulièrement frappante dans le fait suivant : bien que depuis 1933 le profit du capital ait augmenté considérablement, la situation de la classe ouvrière est restée aussi dure qu'auparavant. Quoique depuis 1932 le nombre des ouvriers occupés et le montant total des salaires payés aient augmenté — d'ailleurs bien irrégulièrement selon les pays — le chômage chronique de masse a subsisté et l'augmentation des prix compense largement l'augmentation du total des salaires. Le processus de centralisation de capitaux que la crise a accentué, a favorisé l'expropriation et la paupérisation de la petite bourgeoisie. La crise agraire — qui est actuellement quelque peu atténuée, mais nullement liquidée — a accéléré la différenciation au sein de la paysannerie ; de grandes couches de la paysannerie moyenne ont été dépouillées de leur terre. La petite bourgeoisie des villes et des champs est entrée en mouvement ; notre tâche politique est de ne pas l'abandonner à la démagogie fasciste mais de la gagner au front antifasciste. *Considérée du point de vue de la lutte de classes*, une nouvelle stabilisation est exclue.

Une nouvelle crise cyclique mûrit

Etant donné l'inégalité extrême de la situation économique dans les différents pays capitalistes et la grande déformation du cours du cycle industriel par la crise et les armements fébriles, il est impossible aujourd'hui de tracer une perspective unique et valant pour tous les pays capitalistes. Il importe, par conséquent, d'examiner à part chaque grand pays capitaliste.

En supposant qu'une nouvelle guerre n'éclatera pas d'ici un ou deux ans, on peut fixer les perspectives suivantes :

Dans les pays dont la production industrielle a atteint ou dépassé le niveau de 1929 (Angleterre, pays scandinaves, un certain nombre de petits pays), *mûrit déjà une nouvelle crise cyclique*. Dans des pays tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie, qui ont déjà largement mis leur industrie sur le pied de guerre, la tension économique est si grande que ce n'est pas une *crise de surproduction* « normale » qui est à l'ordre du jour, mais bien une crise de tout le système économique (manque de matières premières, inflation, disette de produits alimentaires). Une chose en tout cas est claire : *il est impossible que la reprise actuelle puisse se développer en une phase de prospérité véritable embrassant tous les pays capitalistes*. La nouvelle crise éclatera avant que les pays qui se trouvent encore aujourd'hui en pleine crise aient pu surmonter complètement celle-ci. *Lorsque la nouvelle crise éclatera, elle sera encore en présence de restes considérables de la crise précédente* et elle ébranlera par conséquent encore plus profondément que n'importe quelle crise antérieure tout l'édifice du système capitaliste!

*

* *

Mais on pourrait soulever l'objection que les armements considérablement accrus en 1936, dans tous les pays, donneraient une nouvelle impulsion à l'économie capitaliste et pourraient provoquer une « conjoncture de guerre » ! Cette objection mérite d'être soumise à un examen

théorique sérieux.

La thèse considérant que plus les armements de guerre sont élevés, meilleure est la situation de l'économie capitaliste, est certainement erronée sous cette forme générale. Poussée jusqu'au bout, elle signifierait que le capitalisme aurait la possibilité d'éviter les crises en faisant multiplier tout simplement les armements par les gouvernements lors de l'explosion de la crise. Elle signifierait qu'on aurait trouvé un moyen d'assurer une prospérité constante.

L'augmentation des armements a des effets distincts sur la situation des différents pays, selon le caractère du financement des dépenses militaires et selon la situation particulière des pays.

Si l'augmentation des armements est financée par un accroissement équivalent des impôts, il est clair qu'il ne résultera de là aucune extension du marché, aucune amélioration de la situation économique du pays en question. Il se produira simplement un *déplacement* dans la nature des marchandises produites, mais pas d'augmentation de la production générale. Plus la production de l'industrie d'armements proprement dite (et des industries qui la desservent) se développe et plus les débouchés et la production des moyens de consommation doivent nécessairement diminuer.

Un développement de la production industrielle et une amélioration de la conjoncture, par suite de l'augmentation des armements, *ne peuvent* se produire que si cette augmentation n'est pas financée par de nouveaux impôts, mais par l'emploi de capitaux jusqu'ici *inactifs*, c'est-à-dire par des emprunts. Dans ce cas, il se produit une véritable extension du marché¹, aussi bien pour les moyens de production de l'industrie d'armements que pour les moyens de consommation, car la somme totale des salaires payés augmente. Une semblable extension du marché et de la production *est possible sans doute, mais ne saurait* toujours se produire.

Les capitaux *inactifs* dans chaque pays sont en effet limités. Lorsque les emprunts souscrits à cet effet ont dépassé un certain niveau, lorsqu'il faut, pour financer les armements, avoir aussi recours aux capitaux nécessaires pour la rénovation et l'extension du capital fixe, *les effets des armements qui favorisent la conjoncture diminuent ou bien cessent d'agir*. Si on poursuit néanmoins la course aux armements, cela mène, comme l'a montré d'une façon frappante la guerre mondiale, à un appauvrissement rapide du pays et à une désagrégation profonde de toute l'économie capitaliste.

¹ Au sujet de l'importance quantitative de l'industrie d'armements l'*Institut für Konjunkturforschung* allemand (deuxième trimestre 1935 — partie A. page 202) donne les chiffres suivants :

Dépenses militaires du monde entier en 1935, 30 milliards de marks, y compris les marchandises industrielles pour une somme de 10-15 milliards de marks.

Total des prix de la production industrielle mondiale 1935 : 275 milliards de marks.

Quote-part de la production des armements dans toute la production industrielle, 3,6-5,5 %.

Pour les pays ayant une grande industrie d'armements, le pourcentage est naturellement plus élevé.

L'institut évalue la quote-part des dépenses de guerre dans le revenu général en 1934-1935 de la façon suivante :

France, 12 % — Japon, 10 % — Italie, 10 %.

Même si ces chiffres sont trop bas, même si les effets indirects des armements sur les branches de production qui les desservent n'entrent pas en ligne de compte, il n'en est pas moins clair que l'augmentation de la production industrielle ne doit pas être expliquée en 1934-1935 comme étant une simple conjoncture de guerre.

Le développement de l'économie de l'Allemagne en 1935 confirme la justesse de ces considérations théoriques. Lors d'un essor cyclique « normal », l'augmentation de la production des moyens de production va de pair avec une augmentation — quoique d'un pourcentage inférieur — de la production des moyens de consommation. Or, nous voyons en Allemagne en 1935 une forte montée de la production des « moyens de production » — en majeure partie de la production de guerre — en même temps qu'un recul de la production des moyens de consommation ¹. Il est tout à fait clair également qu'en Allemagne tout le capital disponible a déjà été accaparé pour les armements et qu'on n'en trouve pas pour des fins économiques. La situation est analogue au Japon.

L'augmentation des dépenses d'armements peut provoquer *temporairement*, dans certains pays, et dans la mesure où le capital inactif est attiré à leur financement, une extension du marché et une augmentation de la production. Cependant la course aux armements ne saurait reculer pour longtemps la maturation d'une nouvelle crise cyclique. Au contraire, les armements pratiqués au-delà d'une certaine limite entraînent le danger des plus graves ébranlements économiques et sociaux.

Une nouvelle dévalorisation de la monnaie serait tout aussi; peu en mesure d'améliorer la situation du capitalisme. Dans des conditions déterminées, elle peut jouer un certain rôle et améliorer provisoirement la conjoncture, mais elle ne saurait provoquer de changements décisifs. La dévalorisation de la monnaie signifie un déplacement général de la répartition des revenus en faveur de la bourgeoisie, et aux dépens des ouvriers, et, au sein de la classe possédante, en faveur des débiteurs, aux dépens des créiteurs. La dévalorisation de la monnaie peut par conséquent être un moyen d'empêcher un effondrement du système bancaire et du crédit (E.U.A.) en diminuant la charge des anciennes dettes proportionnellement à la chute des prix survenue pendant la crise. La dévalorisation de la monnaie donne un avantage passager dans la lutte pour les débouchés sur le marché mondial aux pays qui y ont eu recours les premiers. Mais ces effets favorables ne sont que temporaires et n'agissent que dans certaines limites. Lorsque la monnaie d'un pays est stabilisée à nouveau après une dévalorisation limitée, il n'y a de changée que la quantité d'or contenue dans l'unité monétaire dépréciée. Comment ce changement formel pourrait-il avoir un effet sérieux sur la situation du capitalisme ?

Or, lorsque la dévalorisation dépasse une certaine mesure, il se produit un renversement dialectique : elle provoque alors une désagrégation complète de l'économie capitaliste comme le montre clairement l'exemple des pays de l'Europe centrale dans la période d'après-guerre. Aucune « manipulation » de la monnaie ne saurait changer quoi que ce soit aux lois du mouvement interne du capitalisme, ni « détourner » une nouvelle crise cyclique.

La situation économique des pays les plus importants

Les E.U.A. — Le développement économique des E.U.A. est d'une importance décisive, car leur production représente 40 à 50 % de celle du monde capitaliste tout entier. Tous les faits montrent que depuis le milieu de 1935 une reprise véritable a commencé aux E.U.A. Il est vrai que l'augmentation de la production industrielle a été plus rapide dans l'été de 1933. Mais alors, elle revêtait un caractère spéculatif, était basée sur la dévalorisation du dollar et n'embrassait que

¹ L'index de la production des moyens de consommation (1929 = 100) s'est élevé en moyenne en 1934 à 92,4 et dans les 11 premiers mois de 1935, à 87,6.

l'industrie de consommation, alors que la production des moyens de production demeurait en état de crise. Celle année, nous assistons à un essor plus intensif de la production des moyens de production, comme cela se produit d'ordinaire lors d'une reprise « normale ». Les index les plus généraux de la production industrielle accusent les développements suivants :

Volume de la production aux E.U.A.

(1929=100¹)

| Production des | | | | | |
|----------------|-------|----------------------|------------------------|----------|-------------|
| | Total | moyens de production | moyens de consommation | Machines | Automobiles |
| 1932 | 53.8 | 27.6 | 75.9 | 12.6 | 25.0 |
| 1933 | 63.9 | 41.2 | 84.2 | 17.4 | 35.1 |
| 1934 | 66.4 | 46.5 | 83.4 | 29.7 | 51.1 |
| 1935 (mai) | 71.4 | 53.8 | 85.8 | 42.1 | 63.7 |
| 1935 (nov.) | 81.5 | 74.7 | 89.2 | 66.0 | 84.4 |

Ces chiffres nous montrent que :

a) En 1932, la production des moyens de production et en particulier des machines est tombée si bas qu'elle n'a pu remplacer l'outillage usé matériellement et moralement.

b) Jusqu'au milieu de 1935, la production des moyens de production est restée à un niveau très bas.

c) Dans le deuxième semestre de 1935, la production de moyens de production, et en particulier de machines, a monté d'un bond; l'augmentation a atteint 40 % et dans les machines 56 %. Dans les mois de décembre 1935 et janvier 1936, la production a continué de s'accroître, quoique à un rythme plus lent (les chiffres font encore défaut).

La base de cette augmentation est le besoin, non couvert pendant la crise, de remplacer l'outillage usé, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture et dans les transports. L'augmentation considérable de la production d'automobiles est la conséquence du fait que les 7 à 8 millions d'automobiles jetées dans la circulation au cours des années 1928-1929 (ainsi que celles qui ont été usées pendant la crise) sont maintenant remplacées par de nouvelles.

Le côté faible de l'économie des E.U.A., c'est que l'extension du capital fixe par de nouveaux équipements industriels ne se produit que dans des proportions très minimes. L'excédent qualitatif de capital fixe se manifeste avec une force particulière aux E.U.A., pays capitaliste le plus riche du monde. Selon les évaluations de l'institut de Brooklyn², le degré d'utilisation des divers appareils de production a atteint en moyenne 79 % dans la période de prospérité de 1925 à 1929, selon nos calculs il n'a pas dépassé 57 % dans la décade de 1925 à 1934, si nous admettons que l'année « normale » est de 308 journées de travail. Dans ces conditions, il est peu probable que dans les années prochaines, il puisse se produire une rénovation de grand style du capital fixe. La situation

¹ Tous les chiffres, sauf indication spéciale, sont empruntés au *Bulletin statistique de la Société des nations*.

² *America's capacity to produce*, Washington 1934.

s'aggrave du fait que *malgré l'augmentation de la production* il subsiste un énorme chômage chronique de masse, qui signifie un fort rétrécissement du marché intérieur, d'autant plus que l'augmentation du total des salaires retarde de plus en plus sur l'augmentation du volume de la production¹

En résumé : bien que l'économie des E.U.A. marque dans le dernier semestre une reprise considérable, la production industrielle continue à être encore de 20 % *plus basse qu'en 1929, c'est-à-dire à un bas niveau de crise*. L'amélioration se poursuivra en 1936, bien qu'à un rythme ralenti. La construction de maisons d'habitation et l'augmentation des armements y contribueront. Mais l'excédent chronique de capital fixe et le chômage chronique de masse entravent le développement continu, aussi n'y a-t-il aucune certitude de voir la production atteindre le niveau de 1929 avant qu'une nouvelle crise éclate dans d'autres pays...

Angleterre. — Le développement de l'économie de l'Angleterre est beaucoup plus régulier, ces dernières années, que celui des autres grands pays capitalistes (l'Angleterre fournit environ 10 % de la production industrielle du monde capitaliste). L'abandon du standard-or en 1931 a affermi son système bancaire et de crédit. La stabilisation de fait de la livre sterling, qui a eu lieu peu de temps après, et le ferme accord successivement réalisé entre la monnaie de tout l'Empire, celle des pays scandinaves, de quelques pays de l'Amérique du Sud et de la Chine avec la livre sterling, a rétabli la monnaie anglaise, malgré sa dévalorisation, dans son rôle de monnaie mondiale. Ainsi furent créées dans la sphère de la circulation les prémices les plus favorables pour une reprise. La production, qui avait beaucoup moins diminué pendant la crise que dans les autres pays, se releva dès 1932. L'augmentation a été particulièrement stimulée par l'importance de la construction de maisons d'habitation, par le grand excédent de capital prêteur et par un taux d'intérêt très bas. L'adoption résolue du protectionnisme, qui se fit pendant la crise, élargit le marché intérieur, en restreignant l'importation de marchandises étrangères et permit une extension — limitée il est vrai — du capital fixe en couvrant ce débouché à l'intérieur.

Index de la production anglaise (1929= 100)

| | Index général de l'industrie | Machines | Textile | Constructions | |
|-------------------|------------------------------|----------|---------|---------------|-------------|
| | | | | habitations | entreprises |
| 1932 | 83,5 | 73,2 | 86,4 | 106 | 65 |
| 1933 | 88,2 | 79,3 | 91,2 | 141 | 67 |
| 1934 | 98,8 | 92,6 | 93,4 | 157 | 92 |
| 1935 ² | 104,0 | 102,0 | 96,0 | 170 | 120 |

L'industrie du bâtiment est la base principale de la conjoncture favorable ; les nouvelles

¹ Index du *Federal Reserve Board* (1923-1935 = 100)

| | 1929 | 1932 | 1934 | 1935 (octobre) |
|--|------|------|------|----------------|
| Volume de la production industrielle | 119 | 63 | 78 | 96 |
| Total des salaires versés aux ouvriers d'entreprises | 109 | 46 | 62 | 76 |
| différence | 10 | 17 | 16 | 20 |

² Chiffres incomplets.

industries : soie artificielle, moteurs, automobiles et l'industrie d'armements jouent aussi leur rôle. Les « anciennes » grandes industries ; charbon, textile, chantiers navals, restent grandement en arrière, boitent fortement. Il s'ensuit donc que la conjoncture favorable n'a pas de base ferme. La construction de maisons d'habitation ne peut manquer de décroître à un certain moment, car il va se produire un excédent. L'augmentation de la capacité d'achat de la population ne peut pas aller de pair avec cette grande activité du bâtiment. Bien que le nombre des forces occupées ait dépassé en Angleterre (c'est le seul grand pays capitaliste) celui de 1929 et soit, en général, le plus élevé qui ait été atteint dans l'histoire de l'Angleterre, il n'en subsiste pas moins une armée officiellement enregistrée de 2 millions de chômeurs. La crise générale du capitalisme ne permettra guère à une amélioration durable de s'établir en Angleterre également. Dès 1935, le rythme d'augmentation de la production était considérablement moindre qu'en 1934. Il est clair qu'en Angleterre mûrit une nouvelle crise cyclique qui, au cas où une nouvelle guerre mondiale ne commencerait pas d'ici là, devrait éclater en 1937.

En France. — A la différence de tous les autres grands pays capitalistes, la France ne faisait qu'entrer au début de cette année, par la dynamique de son économie, dans la phase de dépression, et l'index de la production s'y maintient au niveau le plus profond de la crise.

Index de la production en France (1929 = 100)

| | Total | Machines | Textiles | Bâtiment |
|-----------|-------|----------|----------|-----------|
| 1932 | 69,0 | 61,5 | 64,7 | 81,3 |
| 1933 | 76,7 | 68,8 | 80,4 | 74,0 |
| 1934 | 71,0 | 63,1 | 68,5 | 66,7 |
| 1935 mai | 66,0 | 60,5 | 68,5 | 52,8 |
| 1935 nov. | 68,1 | 61,1 | 76,1 | 54,1 oct. |

En 1933 on put constater en France, sous l'influence de l'amélioration de l'économie mondiale, une augmentation de la production (surtout de celle de moyens de consommation). Puis survint, en 1934, une nouvelle régression qui ramena la production au-dessous du niveau de 1932. Ce développement particulier provient de ce que la crise cyclique n'a éclaté en France qu'en 1931, avec deux années de retard. En 1933, les conditions intérieures préalables à une amélioration n'existant pas encore (le recul persistant dans l'activité du bâtiment en est la meilleure preuve), une nouvelle régression ne pouvait manquer de se produire.

Le point le plus bas de la crise ne paraît avoir été dépassé définitivement qu'en automne 1935. Ensuite, on assiste à un rythme très lent de l'augmentation de la production, qui continuera probablement en 1936-1937, si les luttes politiques intérieures ne s'aggravent pas au point de déterminer la bourgeoisie à réagir par un exode massif de capitaux et le sabotage de la production.

Des couches très influentes de la bourgeoisie veulent la dévalorisation du franc. Toutefois, les hommes politiques reculent devant une propagande ouverte en faveur de cette mesure, en raison de la grande importance politique des rentiers et des élections récentes. La tactique de la grande bourgeoisie tendra manifestement à pousser, par toute sorte de manœuvres financières, le gouvernement prochain à une inflation et à utiliser le mécontentement des masses petite-bourgeoises, qui en résultera, pour créer une base de masse au mouvement fasciste...

Allemagne. — L'économie de l'Allemagne est, tout comme celle de l'Italie et du Japon, déjà orientée largement vers les besoins que nécessite la guerre avant qu'elle éclate. D'où l'empreinte

particulière marquant l'économie : forte augmentation de la production de moyens de production, qui constituent pour la plus grande part de la production directe et indirecte d'armements, en même temps que régression de la production de moyens de consommation, par suite de l'appauvrissement des masses travailleuses. L'organisation économique de guerre est caractérisée par les traits suivants : répartition de matières premières, contrôle des plus rigoureux du commerce extérieur, forte limitation de la liberté de circulation pour les ouvriers, prix fixés par l'Etat, livraison obligatoire à l'Etat des produits agricoles, disette de produits alimentaires et fraude commerciale, etc... Comme nous l'avons déjà indiqué, l'Etat fasciste accapare à des fins d'armements une si grande partie de la valeur qu'on ne peut plus trouver de capitaux pour la production. Le développement continu des armements au rythme qu'il a pris jusqu'à maintenant ne peut manquer de conduire à un renchérissement dû à l'inflation. La situation de l'économie allemande est telle qu'une crise — non pas une crise ordinaire de surproduction, mais une crise de tout le système économique — peut éclater d'un jour à l'autre.

Italie. — L'Italie est, au fond, dans la même situation que l'Allemagne. Sa situation est encore plus grave du fait que la guerre d'Afrique exige de très grands sacrifices économiques. D'autre part, l'Italie, contrairement à l'Allemagne qui a complètement épuisé dans la crise ses stocks d'or, a encore à sa disposition, pour une année environ, de stocks d'or et de devises.

Japon. — De tous les pays capitalistes, c'est le Japon qui, dès 1931, a dépassé le premier le point le plus bas de la crise, et sa production industrielle est actuellement (comparativement à 1929) en tête de tous les pays.

Index de la production du Japon (1929= 100)

| | Total | Moyens de production | Moyens de consommation | Textile |
|------|-------|----------------------|------------------------|---------|
| | — | — | — | - |
| 1931 | 91.6 | 91.3 | 100.1 | 99.2 |
| 1932 | 97.8 | 104.4 | 105.5 | 104.7 |
| 1933 | 113.2 | 134.4 | 117.6 | 114.4 |
| 1934 | 128.7 | 170.0 | 127.7 | 126.2 |
| 1935 | 141.0 | 191.0 | 140.3 | 141.9 |

Les raisons de ce grand essor de l'industrie japonaise sont multiples.

a) Il se produit au Japon une forte extension de l'industrie, favorisée par l'Etat à des fins d'armements et indépendamment de la marche cyclique de la production.

b) Les armements créent pour la nouvelle industrie un marché intérieur avantageux.

c) L'inflation diminue encore les salaires déjà très bas des ouvriers japonais et elle a permis aux capitalistes japonais de pratiquer une exportation à bas prix (dumping) et d'évincer largement leurs concurrents (l'Angleterre surtout, sur le marché du textile).

d) Le Japon a réussi, en utilisant sa situation de grand importateur de matières premières, à s'assurer des marchés (traité avec l'Inde concernant l'achat de coton hindou et la vente d'articles textiles).

e) Le Japon utilise sa supériorité militaire sur la Chine pour monopoliser, en faveur de ses produits, le marché de la Mandchourie et de la Chine du Nord.

Le capitalisme japonais accuse aussi une forte déformation ayant le caractère de l'économie de

guerre, mais ses possibilités de manœuvre sont incontestablement bien plus grandes que celles de l'Allemagne ou de l'Italie. Les conditions intérieures préalables à une nouvelle crise cyclique de surproduction mûrissent indubitablement au Japon, mais il est probable que l'amélioration de la situation économique des E.U.A., qui occupent une position décisive dans l'exportation japonaise, retardera l'explosion de la crise cyclique au Japon.

L'inégalité dans la situation économique des petits pays n'est pas moindre que celle des grands pays. Certains d'entre eux, par exemple la Suède, la Norvège, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie ont considérablement dépassé le niveau de 1929, d'autres comme la Hollande, la Suisse, l'Espagne, se trouvent encore au plus profond de la crise. Or, comme les grands pays analysés plus haut fournissent 80 % au moins de la production du monde capitaliste, ce sont eux, naturellement, qui décident la question de la perspective du cycle conjoncturel.

*

* *

Quelles sont les conclusions principales qui découlent de l'analyse de la situation actuelle de l'économie mondiale ?

1. On ne saurait parler de l'avènement d'une situation internationale analogue à celle des années 1920-1921, après le premier cycle de crise de la période d'après-guerre. Le camarade Staline a caractérisé la situation d'alors de la façon suivante :

C'est donc deux stabilisations que nous avons : stabilisation provisoire du capitalisme et stabilisation du régime soviétique. Entre ces deux stabilisations, s'est établi un certain équilibre qui constitue le trait caractéristique de la situation internationale actuelle. (*Questions du léninisme*, p. 192, t. 1. E. S. I.).

Etablissant que la situation internationale sera de plus en plus déterminée par les rapports de force entre le camp du capitalisme et celui du socialisme, le camarade Staline poursuivait :

Ainsi la caractéristique du moment actuel ne réside pas seulement dans le fait que le capitalisme et le régime soviétique se sont stabilisés, mais aussi dans le fait que leurs forces respectives ont atteint un certain équilibre momentané avec un certain avantage en faveur du capital et, partant, avec un certain désavantage pour le mouvement révolutionnaire, car l'accalmie actuelle, comparée à la période d'essor révolutionnaire est un désavantage indubitable, quoique temporaire pour le socialisme.

La situation mondiale actuelle se distingue radicalement de celle d'alors. Le rapport des forces entre le camp du socialisme et le camp du capitalisme marque un avantage immense du premier. Tous les chiffres cités dans cet article le prouvent.

Le camarade Staline a montré alors que la stabilisation du capitalisme peut se manifester dans le fait que les groupes impérialistes des pays avancés chercheront à se mettre d'accord pour former un front unique contre l'Union soviétique (p. 196). •

Une telle tentative apparaît aujourd'hui comme extrêmement difficile et c'est la manifestation éclatante de l'accroissement des forces de l'Union soviétique et de la tension brutale des contradictions dans le camp du capitalisme.

2. Il est exclu que la reprise présente puisse se développer en une phase de reprise englobant tous les pays capitalistes. Une nouvelle crise cyclique mûrit. Les paroles du camarade Staline à la fin

1933 an journaliste américain Duranty :

Quant à la crise économique, elle n'est pas, effectivement, la dernière, ont été brillamment confirmées.

3. Une situation internationale de ce genre pousse les Etats impérialistes les plus agressifs à la lutte pour un nouveau partage du monde. Le danger d'une guerre mondiale ne s'est nullement atténué en connexion avec l'amélioration de la situation économique mondiale, ainsi que le déclarent les chefs réactionnaires de la social-démocratie. Le camarade Molotov avait raison de dire à la dernière session plénière du Comité exécutif, en caractérisant la situation internationale :

Même aujourd'hui lorsque tous les pays capitalistes sortent plus ou moins de la crise économique des dernières années — d'une façon tout à fait irrégulière d'ailleurs — même aujourd'hui ils ne croient déjà plus eux-mêmes à la possibilité d'un accroissement sensible de leurs forces sur la base du développement de leurs forces internes.

Telles sont les conclusions principales que la classe ouvrière doit tirer de la situation présente.

11. *L'Internationale Communiste*, 1937, août, n°8, pp. 735-744

Où va le monde capitaliste ?

Vingt années ne se sont pas encore écoulées depuis la fin du grand massacre des peuples ; c'est encore cette génération qui versait son sang sur le front pendant la grande guerre, et endurait la famine à l'arrière, qui constitue la majorité de la population de l'Europe. Et, déjà, nous assistons à la répétition générale d'une nouvelle guerre mondiale en Espagne ! Déjà, nous voyons les agresseurs verser le sang des femmes et des enfants espagnols en essayant les sortes les plus modernes d'instruments de meurtre ! Déjà, le premier ministre anglais, tout comme en juillet 1914, a déclaré au Parlement qu'on « pourra peut-être sauver encore la paix de l'Europe... » !

Cette accentuation des contradictions impérialistes qui va jusqu'au danger aigu de voir éclater immédiatement une nouvelle guerre mondiale, se produit à une époque où l'amélioration cyclique de la situation du capitalisme mondial touche à son apogée. La conjoncture économique du capitalisme mondial n'a pas été capable de provoquer une accalmie de l'atmosphère politique ni, à plus forte raison, de provoquer une nouvelle stabilisation temporaire, sur laquelle beaucoup de réformistes avaient fondé leurs espoirs. Malgré l'amélioration de la situation économique, la grande bourgeoisie, et surtout la bourgeoisie des pays fascistes, tend plus que jamais à résoudre les problèmes économiques et politiques qui se posent à elle en déchaînant une nouvelle guerre mondiale.

Pourquoi l'amélioration cyclique de la situation économique n'a-t-elle pas apporté au capitalisme mondial une détente politique, mais a-t-elle continué à accentuer toutes les contradictions, jusqu'à l'intervention fasciste en Espagne et jusqu'au danger aigu d'une nouvelle guerre mondiale ?

Les facteurs décisifs sont, à notre avis, les suivants :

1. *Le rythme lent et le faible degré de l'amélioration cyclique.* — La production industrielle du monde capitaliste a à peu près atteint le maximum de 1929¹. Le fond de la crise ayant été atteint en été 1932, il a fallu au capitalisme cinq ans entiers pour arriver au niveau d'avant la crise, résultat qui, dans la période d'avant-guerre, eût été obtenu en quelques mois ou, dans le pire des cas, en un an ou deux.

2. La production du monde capitaliste n'est pas plus élevée actuellement qu'il y a huit ans ! En

¹ Indice, établi par la S.D.N., de la production industrielle du monde capitaliste, en prenant 1929 = 100.

| 1932 | 1933 | 1934 | 1935 | 1936 | Mars 1937 |
|------|------|------|------|------|-----------|
| 62,6 | 71,1 | 77,0 | 85,9 | 96,2 | 102,6 |

(*Bulletin mensuel de statistique*, juin 1937, p. 243.)

*huit ans, aucune espèce de progrès à enregistrer dans le volume de la production*¹. Mais depuis ces huit ans, la population du monde capitaliste a augmenté, — en dépit de la régression du taux des naissances, — de plusieurs dizaines de millions d'hommes ; il s'ensuit qu'on dispose par tête d'habitant d'une quantité de produits moindre qu'il y a huit ans.

3. Un autre déplacement important est encore intervenu au cours de ces huit années : le poids spécifique de la production de guerre est aujourd'hui beaucoup plus lourd qu'en 1929 !

Les dépenses militaires constituent en Angleterre les pourcentages suivants du revenu national² :

Si, en partant des données anglaises, nous admettons que, dans le monde entier, l'augmentation des dépenses militaires est de 3 % par rapport au revenu national de 1929, nous constatons que le volume de la production pour les besoins civils, par tête d'habitant, reste toujours de 5 à 10 % inférieur à celui de 1929 ! Voilà une des bases de l'accentuation de la lutte de classes.

4. La marche de l'amélioration cyclique est extrêmement inégale d'un pays à l'autre et d'une branche de production à l'autre. Une série de pays n'ont pas encore atteint le niveau de 1929 : bien que la production de soie artificielle, de laine artificielle, d'avions et d'acier soit beaucoup plus développée qu'en 1929, la production de nombreuses marchandises de consommation de masse reste bien au-dessous du niveau de la même année. Voilà qui prouve encore la mauvaise situation des grandes masses populaires.

5. La bourgeoisie comprend parfaitement que *la hausse cyclique de l'économie capitaliste ne saurait s'éterniser*, que la nouvelle crise économique peut éclater dans un temps proche. On ne trouve plus trace aujourd'hui de l'optimisme de la période de stabilisation, de ce temps où on bavardait aux Etats-Unis sur la « prospérité perpétuelle », où Hilferding prophétisait une nouvelle époque d'essor du capitalisme. Les revues économiques sérieuses de la bourgeoisie, les bulletins d'information des grandes banques anglaises et américaines, qui sont destinés à un cercle restreint de lecteurs, et parfois même les quotidiens, ne cessent de poser depuis un an cette question inquiète : comment empêcher la phase d'essor de se transformer en un *boom*³, étant donné que chaque *boom* entraîne une crise ? Il est évident que la bourgeoisie est incapable de trouver une réponse satisfaisante à cette question. Ce qu'on propose, — l'arrêt des travaux d'intérêt public et leur reprise

¹ Indice du volume de la production industrielle, en prenant 1929 = 100

Avril 1937

| France | Pologne | Autriche | Belgique | Tchécoslovaquie |
|--------|---------|----------|----------|-----------------|
| 75,3 | 84,6 | 92 | 91,1 | 93,2 |

² Statistiques publiées par *The Economist*, dans son éditorial du 20 mars 1937, intitulé « On a War Footing ».

³ *Boom* n'est pas un terme marxiste. Par son contenu, le boom coïncide, à peu de choses près, avec le court laps de temps du cycle industriel que Marx désigne sous le nom de « haute tension », et pendant lequel la prospérité semble continuer, mais les marchandises jetées sur le marché ne peuvent plus être complètement absorbées par les derniers consommateurs et s'accumulent dans le commerce de gros et de détail : soit, les mois qui précèdent immédiatement l'explosion ouverte de la crise.

au moment où la crise aura déjà commencé, la « stérilisation » de l'or aux Etats-Unis¹, etc., rien de tout cela ne pourra modifier l'évolution du cycle industriel déterminée par les forces internes du capitalisme. La nouvelle crise industrielle se dessine : il n'y aura pas moyen de l'arrêter ; elle éclatera avant que, dans une série de pays, la crise précédente ait été définitivement surmontée.

Il est évidemment impossible de prévoir le moment exact où éclatera la nouvelle crise économique. Les statistiques sont beaucoup trop insuffisantes pour cela, et il existe trop de facteurs politiques et sociaux impossibles à embrasser dans leur ensemble, qui peuvent accélérer ou retenir l'explosion de la crise. Mais il y a, malgré tout, une série de données statistiques qui permettent d'envisager la possibilité d'une nouvelle crise d'ici un an ou deux.

De même, il est impossible de prévoir dans quel pays la nouvelle crise éclatera. Probablement, elle commencera dans les pays qui ont été les premiers à dépasser le fond de la crise de 1929, l'Angleterre et le Japon². Cependant, elle peut également éclater dans n'importe quel autre pays, pour quelque raison politique « fortuite ».

Les fascistes au pouvoir veulent faire tomber le monde de Charybde en Scylla, éviter la crise en déchaînant la guerre mondiale.

Un des mobiles des fauteurs de guerre est sans nul doute la peur de la nouvelle crise, l'espoir de profits de guerre énormes.

Mais il serait d'un économisme borné de ne voir la cause de l'accentuation du danger de guerre que dans la menace de la nouvelle crise. Il y a des facteurs beaucoup plus importants : *l'aggravation* de la situation des travailleurs, et, en conséquence, le mécontentement des couches les plus étendues de la population, surtout dans les pays fascistes ; l'accentuation de la lutte entre les deux systèmes ; les contradictions de l'impérialisme.

¹ Partant de l'idée absolument fausse que l'« hypertension du crédit » conduit au *boom* et à la crise, on a « stérilisé » aux Etats-Unis 900 millions de dollars, c'est-à-dire, qu'on a interdit d'utiliser ces fonds pour la mise en circulation de billets de banque ou pour l'octroi de crédits. C'est là une absurdité : ce n'est pas la somme du crédit qui détermine la marche du cycle industriel, mais, au contraire, le cycle industriel qui détermine l'appel au crédit plus ou moins grand de la part des capitalistes de l'industrie et du commerce.

² Des symptômes concrets de maturation de la nouvelle crise sont donnés par le krach boursier international (avril 1937) et la baisse des matières premières. Dans bien des pays il y a des indices isolés. En ce qui concerne l'Angleterre, l'*Economist* du 26 juin, « Supplément commercial », déclare entre autres : « ...Les commandes semblent avoir régressé dans une série de pays... Le total des devis de construction approuvés en mai 1937 par 146 autorités locales (en dehors de Londres) est de 28 % inférieur à celui des devis de mai 1936. Non seulement la construction des habitations est en régression, mais aussi celle des immeubles industriels, commerciaux et publics... Plusieurs Industries de consommation, — coton, laine, jute, — ont fait l'objet de commandes plus faibles. »

Les Etats-Unis emploient des artifices pour stimuler, par une large utilisation des paiements à terme, le placement des moyens de consommation. En 1936, ce sont des marchandises d'une valeur de 9 milliards de dollars qui ont été vendues à terme, contre 5 milliards en 1929 et 2 milliards et demi en 1932. Les acomptes étant versés en espèces (Voir *The Index*, avril 1937, bulletin mensuel de la New-York Trust C^{ie}).

Au Japon, le rythme de l'augmentation de la production a sensiblement ralenti. L'exportation rencontre des difficultés grandissantes, etc.

Plus que les crises précédentes, celle de 1929 a accéléré le processus de centralisation du capital; elle a ruiné des millions de producteurs indépendants, de capitalistes petits et moyens; elle a fortifié la position du capital monopoliste¹. Ces effets se manifestent tout particulièrement dans les pays fascistes d'Allemagne, d'Italie et de Pologne où l'oligarchie financière domine complètement l'Etat. Dans ces pays, on groupe ensemble toutes les entreprises capitalistes et les cartels obligatoires, on interdit la création d'entreprises indépendantes, on oblige les paysans à céder leurs produits à bas prix aux monopoles organisés par l'Etat, etc...

La statistique du fascisme allemand a atteint un haut degré de maîtrise dans la falsification des faits réels. Mais elle n'arrive pas à voiler entièrement l'exploitation inouïe des paysans travailleurs par les monopoles. A la mi-juin, les indices officiels des prix de gros étaient les suivants, en prenant 1913 = 100 :

| | |
|---|---------|
| Bêtes de boucherie, fournies pour la plupart par les paysans | 87,2 % |
| Fourrages, pour la plupart achetés par les paysans et vendus par les agrariens | 108,3 % |
| Produits de consommation industriels achetés par les paysans et vendus par les capitalistes | 132,9 % |

Cependant, c'est également dans les pays démocratiques, comme les Etats-Unis, que le capital monopoliste accapare une part de plus en plus grande du revenu. Bornons-nous à un seul exemple. La part qui revient aux paysans américains du prix que le consommateur urbain paye pour les denrées d'alimentation, représente les pourcentages suivants :

| 1913 | 1929 | 1932 | 1934 |
|--------|--------|--------|--------|
| 56,5 % | 50,1 % | 34,9 % | 38,5 % |

Le relèvement de la production qui a déjà atteint le niveau de 1929, a amélioré la situation de la classe ouvrière en ce sens que le chômage a diminué. *Mais le chômage de masse chronique n'est nullement liquidé.*

| Nombre de chômeurs dans 32 pays capitaliste ² | | Indice de la production industrielle du monde capitaliste ³ |
|--|------------|--|
| 1929 | 5 950 000 | 100 |
| 1932 | 26 400 000 | |
| 1936 | 20 500 000 | 96,2 |

En poursuivant la rationalisation, en augmentant le nombre de machines actionnées par un seul ouvrier, en accélérant le rythme de la chaîne, en intensifiant impitoyablement l'exploitation, le capital monopoliste a réussi à extorquer aujourd'hui aux ouvriers un rendement beaucoup plus grand qu'avant la guerre⁴.

¹ Si, pendant la crise, certaines forteresses du capital monopoliste (Kreditanstalt de Vienne, Danatbank de Berlin, Konzern Kreuger en Suède, etc...) se sont écroulées, il n'en reste pas moins vrai que le capital monopoliste, pris dans son ensemble, est sorti de la crise avec un pouvoir accru.

² D'après l'organe du Bureau international du travail, près la S.D.N., le nombre réel des chômeurs était beaucoup plus élevé ; mais ce qui nous intéresse pour le moment, c'est seulement la dynamique du chômage.

³ Statistique de la S.D.N., juin 1937.

⁴ Le tableau suivant, établi à l'aide de données officielles et bourgeoises, témoigne de l'énorme augmentation du

C'est ainsi qu'une quantité égale de marchandises est produite par un nombre d'ouvriers réduit, d'où la persistance du chômage de masse en dépit de la bonne conjoncture.

L'existence d'une armée de chômeurs semble contredire les capitalistes qui se lamentent du manque de main-d'œuvre. Mais cette contradiction n'est qu'apparente : on manque d'ouvriers qualifiés. C'est le chômage de masse du temps de la crise qui, par une conséquence dialectique, a produit ce manque de main-d'œuvre. Une institution de la grande bourgeoisie américaine¹ donne une explication absolument juste de ce phénomène :

En règle générale, 5 % des ouvriers qualifiés sont éliminés chaque année par la mort ou par le surmenage, soit 25 % en cinq années de crise. On n'a presque pas formé d'ouvriers industriels qualifiés pendant la crise. Le long chômage a obligé beaucoup d'entre eux à faire des travaux grossiers imposés par leur détresse, qui leur ont fait perdre leur dextérité et leur capacité de rendement. Bien des ouvriers autrefois qualifiés ne peuvent pas s'adapter à la nouvelle technique du processus de travail qui a été introduite pendant la crise. C'est ainsi que, sur la base de l'énorme chômage du temps de la crise, on est arrivé dialectiquement au manque actuel d'ouvriers qualifiés, bien que le chômage de masse existe toujours.

Les ouvriers des pays démocratiques bourgeois, — France, Etats-Unis, Angleterre, — ont profité de l'amélioration du marché du travail pour obtenir (souvent en déclenchant de grands mouvements de masse) des conditions de travail meilleures : réduction de la semaine de travail, congés payés, etc. Dans les pays fascistes, par contre, la terreur a empêché les ouvriers de profiter de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre : *en Allemagne, en Italie et au Japon, l'appauvrissement absolu des ouvriers occupés est un fait établi au cours des dernières années*. Il va de soi que dans l'ensemble du monde capitaliste, l'actuelle production de marchandises répartie par tête d'habitant, est sensiblement inférieure au niveau d'avant la crise. Il est également manifeste que ce phénomène se produit d'une façon tout particulièrement intense dans les pays fascistes qui ont déjà adapté leur économie aux besoins de la guerre, qui réservent une part beaucoup plus grande de la production nationale aux armements et qui, de fait, font la guerre depuis des années (le Japon, dans la Chine du Nord; l'Italie en Ethiopie; l'Italie et l'Allemagne en Espagne). L'appauvrissement absolu de la population peut aussi être démontré directement par les données de la statistique. C'est ainsi que de 1931 à 1936, la moyenne des salaires des ouvriers de Tokyo a augmenté de 3 1/2, mais les prix de détail ont monté pendant la même période de 17 %².

rendement horaire du travail dans la grande industrie américaine (en prenant les années 1923-1925 =100) :

| | Indice du volume de la production | Pourcentage des ouvriers occupés | Indice du temps hebdomadaire du travail | Indice de l'heure de travail par ouvrier | Rendement horaire du travail |
|------|-----------------------------------|----------------------------------|---|--|------------------------------|
| 1920 | 87 % | 108 % | 100 % | 108 % | 81 % |
| 1929 | 119 % | 105 % | 100 % | 106 % | 113 % |
| 1936 | 105 % | 92 % | 83 % | 76 % | 138 % |

Le rendement horaire du travail a augmenté de 22 % entre 1929 et 1936.

¹ *National Industrial Conference Board* : « Supplement to Conference Board Service Letters », 18 mars 1937.

² Statistiques des salaires : Chambre de commerce de Tokyo. — Statistique des prix : *Mitsubishi Monthly*

En Allemagne, l'indice officiel du coût de la vie a augmenté, depuis 1933, de 6 % (l'indice réel de beaucoup plus), tandis que, dans le meilleur des cas, le salaire nominal n'a pas varié, les retenues sur les salaires ont augmenté et l'intensité du travail a été fortement relevée. Il y a donc, sans aucun doute, un appauvrissement réel de la classe ouvrière allemande. En Italie, l'indice officiel du coût de la vie est monté de 18 %¹ entre 1934 et 1937, tandis que le salaire nominal a augmenté de 10 % seulement.

En conclusion, nous constatons que le résultat des huit dernières années est la consolidation continue du pouvoir du capitalisme monopoliste et l'augmentation, au détriment de tous les travailleurs, de la part qui lui revient dans la production de valeur². Il s'ensuit que, — malgré l'amélioration cyclique de la situation économique, — un appauvrissement absolu de la classe ouvrière, et des travailleurs en général, s'est produit dans les pays fascistes, tandis que, dans les pays démocratiques, les ouvriers ont dû livrer de dures batailles pour défendre leur niveau de vie contre le renchérissement grandissant qu'accroît le capital monopoliste.

La conséquence politique de cette situation est l'accentuation de la lutte de classes dans le monde capitaliste tout entier. En période de crise générale, et surtout en présence des tristes expériences, que les travailleurs ont faites au cours des huit dernières années, la bourgeoisie ne peut pas prétendre que ses intérêts de classe particuliers coïncident avec les intérêts généraux de la société. Déjà le capitalisme a bien de la peine à recruter des partisans ! Voilà pourquoi la grande bourgeoisie éprouve des difficultés grandissantes à défendre ses intérêts dans le cadre du parlementarisme démocratique. Si les travailleurs des pays démocratiques (France, Etats-Unis) cherchent à utiliser la démocratie parlementaire dans leur lutte contre le capital monopoliste, l'oligarchie financière s'oriente de plus en plus vers le fascisme.

Une autre conséquence politique importante de l'accentuation de la lutte de classes est le tournant à gauche qui s'opère dans la social-démocratie et dans les syndicats. Les tristes expériences des huit dernières années ont profondément ébranlé la confiance que les masses ouvrières avaient mise dans la politique de collaboration de classes poursuivie par les directions réformistes de la social-démocratie et des syndicats. Les masses social-démocrates se dressent, avec une fermeté de plus en plus grande, contre le refus que les leaders réactionnaires opposent au front unique du prolétariat. Sous la pression de la masse de ses membres, l'Internationale ouvrière socialiste a dû faire, à Annemasse, les premiers pas, quelque timides qu'ils soient encore, dans la voie du front unique antifasciste.

La réalisation de l'unité d'action des socialistes et des communistes, de l'Internationale Communiste et de l'Internationale ouvrière socialiste marquerait la préparation d'un coup décisif contre le fascisme. Le fascisme est, — comme le dit Dimitrov, — un pouvoir cruel, mais pas solide ! C'est ce que l'exemple de l'Allemagne prouve avec une netteté particulière. Ces mêmes masses

Circular, avril 1937.

¹ *Bulletin mensuel de statistique*, juin 1937, p. 269.

² C'est ainsi que le bénéfice net de 2 140 grandes sociétés aux Etats-Unis (déduction faite des impôts, des intérêts, de l'amortissement) est passé de 3 473 millions de dollars en 1935 à 3 633 millions en 1936. 270 entreprises qui ont publié leur bilan du premier trimestre, ont enregistré en 1937 un bénéfice net de 352 millions contre 230 millions en 1936. (National City Bank, Bulletin d'avril et de mai 1937.)

petite-bourgeoises des villes et des champs qui, en 1933, se sentirent attirées par la démagogie du national-socialisme, sont maintenant désabusées, aigries et mécontentes. La base sociale du fascisme allemand (et du fascisme italien) est devenue extrêmement étroite. C'est un fait que le fascisme allemand est sans arrêt en guerre contre son propre peuple, contre le prolétariat et la paysannerie, contre les communistes et les social-démocrates, contre les Eglises catholique et protestante, contre les israélites et contre le *vieux corps* des fonctionnaires. Le mécontentement des masses populaires devient de plus en plus menaçant pour le régime fasciste. C'est pourquoi il s'ajoute, dans les pays fascistes, aux efforts de la grande bourgeoisie pour un nouveau partage du monde par la violence, le désir de détourner le mécontentement intérieur vers le dehors, en lâchant la bride au chauvinisme, à l'idéologie guerrière et enfin à la guerre elle-même (Ethiopie, Espagne).

Pour cette raison précise, les pays fascistes constituent le principal foyer de guerre.

L'esprit qui anime les masses populaires du monde entier, et en particulier, celles des pays fascistes, témoigne de l'influence des magnifiques conquêtes de la société socialiste en U.R.S.S. Que les fascistes au pouvoir répandent, dans leur presse, d'infâmes mensonges et calomnies sur l'Union soviétique ; qu'ils punissent de prison le crime d'écouter les émissions de radio antifascistes ; qu'ils confisquent tout journal qui publie des informations véridiques sur l'Union soviétique, la vérité se fait jour malgré tout. Plus l'oligarchie financière devient puissante dans les pays fascistes, plus les ouvriers apprécient le renversement de la bourgeoisie dans l'Union soviétique. Plus on asservit la classe ouvrière et plus on persécute ses organisations, les syndicats, les Partis social-démocrates et communistes. plus les ouvriers apprécient la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et la liberté qu'elle apporte au prolétariat et aux travailleurs.

Plus les paysans travailleurs souffrent de la livraison obligatoire de leurs produits, des lourds impôts, du manque de terre, plus ils éprouvent de sympathie pour le pays du pouvoir soviétique qui a donné gratuitement aux paysans 150 millions d'hectares de terre seigneuriales, qui a annulé leurs dettes, qui met tout le pouvoir de l'Etat au service des paysans pour leur progrès matériel et culturel. L'existence et la prospérité de l'Union soviétique est un constant réquisitoire contre la détresse et l'oppression des travailleurs des pays capitalistes et en particulier contre le fascisme. Voilà qui explique la haine accrue de l'oligarchie financière et de ses mercenaires fascistes contre le pays du socialisme. Ils cherchent à rallier le monde entier à une croisade contre l'Union soviétique. Ils voudraient déclencher la guerre le plus tôt possible. Ils savent que la nouvelle crise économique qui s'annonce, portera le chômage au dessus du niveau de 1932, qu'elle transformera la misère, l'amertume de la population laborieuse en une haine révolutionnaire, qu'elle compromettra le maintien de leur domination. Voilà qui explique le pacte que les trois puissances fascistes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, ont conclu « contre l'internationale communiste » ; voilà qui explique les tentatives méthodiques des Etats fascistes pour grouper d'autres pays, Pologne, Yougoslavie et Hongrie contre l'Union soviétique, pour s'assurer des points d'appui dans tous les pays : Franco en Espagne, Doriot en France, Degrelle en Belgique, Henlein en Tchécoslovaquie, etc. Voilà qui explique leurs offres réitérées à l'adresse de la grande bourgeoisie des pays démocratiques, — Angleterre et France, — à qui ils promettent de ne pas troubler la paix en Occident, à condition d'avoir les « coudées franches » à l'Est.

Les tentatives des fauteurs de guerre fascistes en vue de provoquer la guerre contre l'Union soviétique se trouvent entravées par divers facteurs : la politique de paix de l'Union soviétique, la puissance de l'Armée rouge (qui n'a pu que se renforcer du fait qu'on a démasqué et anéanti les espions qui s'étaient glissés à des postes supérieurs) ; le développement des forces antifascistes dans

les pays démocratiques ; l'affaiblissement économique des Etats fascistes, qui souffrent d'ores et déjà d'un manque de matières premières et de denrées alimentaires ; l'attitude hostile de la majorité écrasante de la population à l'égard du régime fasciste ; l'enthousiasme avec lequel les meilleurs fils de la classe ouvrière risquent de plein gré leur vie pour lutter contre le fascisme, comme le prouve l'exemple de l'Espagne. Les spécialistes militaires allemands se demandent quelle sera, contre un ennemi « du dehors ... l'action d'une armée de masse qui se recrute au sein d'une population contre laquelle on mène, à l'intérieur du pays, une guerre chronique. Comment une telle armée, même munie des meilleurs moyens techniques, pourra-t-elle être victorieuse contre l'Armée rouge de l'Union soviétique ou contre une armée dirigée par le Front populaire ? Cette question se pose nécessairement aussi devant les gouvernements fascistes de l'Italie et du Japon, car leur défaite militaire équivaldrait certainement à la fin du régime fasciste dans ces pays et, probablement, à la fin de la domination de la bourgeoisie en général.

Ainsi, la bourgeoisie des pays fascistes, — où la crise générale du système capitaliste est la plus profonde, — se trouve devant un dilemme inextricable. La nouvelle crise économique qui approche, ébranlera profondément son économie déjà mal assise, stimulera encore davantage le mécontentement des masses travailleuses, fera du renversement révolutionnaire du régime un danger aigu. En revanche, si les potentats fascistes veulent prévenir la nouvelle crise économique en déchaînant une nouvelle guerre mondiale, ils risqueront non seulement le régime fasciste, mais la domination de la bourgeoisie.

12. *L'Internationale Communiste*, 1938, n°1, janvier, pp. 38-46**De la nouvelle crise économique mondiale**

LA classe ouvrière des pays capitalistes est au seuil de nouvelles et lourdes épreuves : la nouvelle crise économique mondiale s'avance. La crise de la sphère de circulation, qui depuis le printemps 1937 se faisait sentir sous la forme d'explosion de panique aiguë en Bourse¹ et de la hausse précipitée des prix² des matières premières les plus importantes, s'est reportée, en automne dans la sphère de la production.

Comme, seuls, les mouvements des prix nous intéressent, nous donnons les prix pour une quantité définie, à qualité égale, sans en indiquer 1H quantité et la qualité exacte.

Dans le pays décisif pour le monde capitaliste, aux Etats-Unis d'Amérique — a commencé une réduction précipitée de la production industrielle³. Dans quelques autres pays européens : Italie,

1

| Cours des actions industrielles (1929 = 100) | | |
|--|--|---------------------|
| <i>Pays</i> | <i>Chiffre maximum- moyen mensuel 1937</i> | <i>Dernier mois</i> |
| E. U d'Amérique | 80,3 (mars) | 55,4 (octobre) |
| Angleterre | 21,6 (janvier) | 100,0 — |
| France | 52,0 — | 41,2 — |
| Suède | 84,8 (mars) | 73,2 — |
| Hollande | 73,2 (août) | 63,4 — |

Données puisées dans le *Bulletin mensuel des statistiques de la Société des Nations* du novembre 1937.)

² Les prix cotés en bourse des principales denrées en Amérique et à Londres.

| | Blé | Maïs | Coton | Laines | Cuivres | Etain | Caoutchouc | Cacao |
|--------------------------------|---------|------|-----------|---------|---------|-------|------------|-------|
| | Chicago | | Liverpool | Londres | | | | |
| Prix maximum en 1937 | 144 | 136 | 8,19 | 40 | 77 | 306 | 13,5 | 53 |
| Prix au début de décembre 1937 | 94 | 53 | 4,62 | -- | 39 | 191 | 7,3 | 26,5 |

³ Nous citons les chiffres caractéristiques suivants :

Indices Hebdomadaires (septembre-novembre)

| 1937 | Indice de l'animation des affaires d'après le <i>Times</i> de New-York | Utilisation des forces productrices dans l'industrie de l'acier (en %) | Nombre de wagons de chemins de fer chargés (en milliers) |
|----------------|--|--|--|
| 4 septembre... | 109,3 | 71 6 | 805 |
| 11 septembre. | 106,6 | 80,4 | 711 |
| 16 octobre | 100,2 | 55,8 | 810 |
| 6 novembre... | 94,0 | 41,0 | 732 |
| 13 novembre... | 90,5 | 36,4 | 690 |
| 20 novembre... | 89,5 | 31,0 | 647 |

Angleterre, Hollande, Belgique, Suède — une réduction de la production industrielle a aussi commencé. Sans aucun doute cela signifie le début d'une nouvelle crise économique mondiale.

Les « experts » et les hommes politiques du monde capitaliste, Morgenthau et Roosevelt, Chamberlain et Wagemann et autres, assurent, il est vrai, qu'il n'est question seulement que de « difficultés », semblables à celles qu'ont vécues les Etats-Unis en 1924 et en 1927, et non pas d'une explosion d'une « grande » crise authentique. Mais leurs déductions sont erronées parce qu'elles se basent sur la ligne ascendante du développement capitaliste et perdent totalement de vue, l'action déformante de la crise générale du capitalisme. Nous nous rappelons encore les raisonnements des « experts » bourgeois en 1929, quand ils niaient avec autant d'opiniâtreté la possibilité d'une crise.

D'après la théorie du marxisme, la naissance d'une nouvelle crise économique mondiale découle des lois internes de l'activité de l'économie capitaliste. Les crises périodiques dans les conditions du capitalisme, sont inévitables. Les contradictions entre les aspirations du capital à l'extension illimitée de la production pour en tirer le plus grand profit possible et les limites étroites des forces de consommation de la société capitaliste, conditionnées avant tout par le bas niveau matériel des masses laborieuses, conduisent inévitablement aux crises de surproduction se répétant périodiquement¹. Avec le passage au capitalisme monopoliste on observe une tendance à la réduction de la durée des cycles. Les associations monopolistes maintiennent artificiellement les prix à un niveau élevé, diminuent la part des masses travailleuses de la production, ou, comme cela s'appelle en langue littéraire bourgeoise, du revenu national, ce qui conduit au prolongement de la réduction relative des capacités de consommation de la société ; c'est pour cela que la surproduction et la crise surviennent plus vite. Dans la période de crise générale, les facteurs importants : le chômage massif chronique, la ruine massive de la paysannerie et par suite la crise agraire, les impôts élevés sur les objets de consommation, réduisant encore plus les revenus des travailleurs ainsi que les capacités de consommation des masses, aggravent les contradictions entre les aspirations du capital à l'extension de la production et comme a dit Lénine, les capacités restreintes des moyens de consommation de la société par suite de la situation prolétarienne des masses populaires et par là même, précipitent l'arrivée des crises de surproduction. C'est pour cela que l'éclatement de la nouvelle crise huit ans après la précédente, qui avait débuté en 1929, est un phénomène, auquel il fallait s'attendre.

Mais sous un certain rapport l'explosion de la crise est arrivée « prématurément ». Elle est arrivée, comme l'avait prédit Staline au début de 1934 dans son rapport au XVII^e congrès du Parti, sans être passée par la phase d'essor générale du capitalisme. Ici apparaît particulièrement clairement la profondeur de la crise générale du capitalisme. Commencé en automne 1929 et terminé en automne 1937, le cycle n'était pas complet, le cycle était déformé : *il n'avait pas eu de point culminant, la phase de prospérité était absente*. Les huit années du dernier cycle se répartissent de la façon suivante :

4 ans de crise : de l'automne de 1929 à la moitié de 1933 ;

¹ Pendant les derniers siècles les crises économiques mondiales alternaient de la façon suivante :

1825, 1836, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1900, 1907, 1914 (par suite de la guerre mondiale ne s'est pas déployée), 1920, 1929.

Par suite du développement inégal du capitalisme dans quelques pays, la crise se produit plus tôt que la crise habituelle ou avec un retard considérable, comme, par exemple, en France pendant le dernier cycle.

2 ans de dépression : de la moitié de 1933 à la moitié de 1935 ;

3 ans d'animation (et dans quelques pays d'essor) de la moitié de 1935 à l'automne de 1937.

La différence connue avec les cycles de l'époque ayant précédé la crise générale du capitalisme, saute aux yeux. Dans le siècle passé, le point le plus bas de la crise survenait, en règle générale, quelques mois après le début de la crise ; la crise et la dépression n'englobaient qu'une petite partie du cycle : les phases croissantes d'animation, d'essor, de prospérité englobaient la plus grande partie. La production industrielle a alors atteint dans la phase d'animation le point la plus élevé des cycles précédents et l'a dépassé de loin dans la phase de prospérité. Dans le cycle dernier, au contraire, nous voyons que la nouvelle crise a débuté, avant que soit atteint le sommet de la crise précédente.

Production industrielle (1929 = 100).

| Années | Dans les pays capitalistes d'Europe | En E.-U. d'Amérique | En U.R.S.S. |
|--------|-------------------------------------|---------------------|-------------|
| 1929 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| 1930 | 85,8 | 80,7 | 130,9 |
| 1931 | 74,3 | 68,1 | 161,3 |
| 1932 | 62,6 | 53,8 | 183,4 |
| 1933 | 71,1 | 63,9 | 198,4 |
| 1934 | 77,0 | 66,4 | 238,3 |
| 1935 | 85,9 | 75,6 | 293,4 |
| 1936 | 96,2 | 88,1 | 382,3 |

Le chiffre moyen pour 9 mois de l'année 1937 est 97,0.

Nous voyons : la production industrielle du monde capitaliste reste au-dessous du point culminant de 1929, et dans certains pays isolés a dépassé le niveau de 1929. Si nous tenons compte, que pendant ces huit ans, la population des pays capitalistes a considérablement augmenté, que de la production industrielle de 1937, une part beaucoup plus grande qu'en 1929 sert dans des buts d'armement, il est évident, que par tête de la population du monde capitaliste, en 1937, il revenait beaucoup moins de marchandises industrielles qu'en 1929. Cela signifie, que l'énorme progrès technique des huit dernières années, que le développement des forces productrices et de la productivité du travail, ainsi que l'intensité du travail accru en raison de l'accroissement de l'exploitation ouvrière — tout cela n'a pas augmenté le bien être des travailleurs du monde capitaliste ; au contraire, la consommation des larges masses populaires est à un niveau plus bas que celui de 1929.

C'est une leçon très importante pour le prolétariat international, pour tous les travailleurs ! Au lieu du relèvement promis par les leaders réactionnaires de la social-démocratie, au lieu d'une « meilleure vie » dans les cadres du régime capitaliste — promesses grâce auxquelles les réformistes se sont toujours efforcés de faire dévier le prolétariat de la voie révolutionnaire, sévit un appauvrissement relatif et absolu du prolétariat.

C'est un tableau tout différent que nous dépeignent les données de la Société des nations sur le développement de la production en U. R. S. S. N'étant pas touchée par la crise sévissant dans le monde capitaliste, la production industrielle en U. R. S. S. augmentait d'année en année à une cadence rapide. Pendant que le monde capitaliste en huit ans put seulement combler les pertes provoquées par la crise, la production industrielle de l'U. R. S. S. a augmenté de plusieurs fois. Il est

difficile de trouver une preuve plus nette de la supériorité du socialisme sur le capitalisme.

Si nous comparons la crise qui commence actuellement avec celle de 1929, nous devons avant tout noter, que la crise ~~de~~ précédente avait lieu dans une période de relative stabilisation du capitalisme bien qu'il fut par ailleurs, fortement ébranlé. La crise de 1929 clôturait le processus de liquidation de stabilisation temporaire. La nouvelle crise débute au moment où il ne reste même pas trace de stabilisation capitaliste, au moment où un quart de la population du globe terrestre se trouve en état de guerre, au moment où les agresseurs fascistes font de plus en plus fortement pression sur les pays démocratiques et où la guerre mondiale peut éclater d'un jour à l'autre, au moment où la lutte de classes à l'intérieur de certains pays se transforme en guerre civile, au moment où la supériorité du socialisme sur le capitalisme s'est définitivement affirmée dans la pratique.

Il est clair, que les conséquences sociales et politiques de la nouvelle crise auront une influence plus profonde sur la situation du monde entier que les conséquences de la crise de 1929.

La nouvelle crise économique à une cadence impétueuse précipitera la paupérisation du prolétariat en premier lieu par la forme de la croissance accélérée du chômage massif. Contrairement à la crise de 1929, *la nouvelle crise débute déjà en présence d'un grand nombre de chômeurs*. La différence de situation comparativement à 1929, se fait sentir le plus clairement aux Etats-Unis.

Le nombre des sans-travail aux Etats-Unis d'Amérique d'après les données de la Fédération américaine du travail, égalait en septembre 1929, 614 000, et en août 1937, 8 552 000 personnes.

Nous remarquons qu'en 1929 le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie a atteint aux E. U. le niveau le plus élevé qui puisse en général être atteint dans les conditions capitalistes ; l'armée de réserve de l'industrie, dans les conditions capitalistes, existe toujours, même quand les patrons d'entreprises se plaignent du manque de main-d'œuvre. En 1937, quoique la production industrielle des E. U. ait presque atteint le niveau de 1929, des millions d'ouvriers restent sans travail.

Dans les autres pays capitalistes nous voyons le même tableau, quoique moins fortement prononcé. Dans une série de pays, où la production industrielle a même dépassé le niveau de 1929, un fort chômage a subsisté. En voilà quelques exemples¹ :

| Noms de pays | Indice de la production industrielle (1929 = 100) | Chômage en milliers (1936) |
|--------------|---|----------------------------|
| Japon | 151,1 | 338 |
| Danemark | 130,0 | 93 |
| Suède | 129,0 | 72 |
| Angleterre | 116,2 | 1498 |
| Norvège | 115,2 | 33 |
| Allemagne | 106,3 | 1593 |

Pour divers pays, et en premier lieu pour l'Allemagne, les chiffres cités de chômeurs sont loin d'être complets. Mais même ces chiffres atténués montrent que, si la production industrielle dépasse le niveau de 1929, en Allemagne, on compte encore maintenant un grand nombre de chômeurs. La venue de la crise augmentera vivement ce nombre.

Aux Etats-Unis d'Amérique le licenciement massif des ouvriers est déjà commencé. Toute une série de fabriques de textile ferment leurs portes pour deux semaines, les autres passent à la journée

¹ Bulletin mensuel de la Société des nations, novembre 1937.

incomplète de travail. Le cartel automobile Chrysler a, le 24 novembre 1937, à Détroit, licencié 10 000 ouvriers, sur un nombre total de 55 000 personnes et réduit la semaine de travail jusqu'à 32 heures. Dans l'industrie de la fonte de l'acier la semaine de travail est réduite jusqu'à 20-25 heures, ainsi que le salaire des 600 000 ouvriers selon les données des syndicats de l'industrie de la fonte de l'acier¹. Nous trouvons le même tableau dans les autres branches de la production. En Angleterre, déjà en octobre — quoique pour le moment encore insignifiante — la croissance du chômage a commencé. Dans les autres pays d'Europe elle ne tardera pas à se faire sentir. Dans un temps très court le nombre des sans-travail atteindra et dépassera le niveau de 1932.

La situation de l'armée colossale des sans-travail sera d'autant plus mauvaise, que dans beaucoup de pays les secours de chômage ont déjà été fortement diminués durant la dernière crise. Les grosses dépenses pour l'armement et le gros déficit des budgets d'Etat dans la majorité des pays renforceront la résistance faite par les classes dominantes aux tentatives d'augmenter l'aide aux chômeurs. Les sans-travail toucheront des secours encore plus insuffisants — s'ils en reçoivent en général — que pendant la crise précédente.

La bourgeoisie profite de l'occasion pour mener une nouvelle attaque contre la classe ouvrière. Elle essaiera d'enlever à la classe ouvrière les conquêtes qu'elle a obtenues dans quelques pays de démocratie bourgeoise durant les années 1936 et 1937. Cela se manifestera en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et en France. *Il est clair que la classe ouvrière ne réussira à repousser la nouvelle attaque menaçante du Capital, que si elle renforce et resserre ses organisations syndicales, si elle organise la résistance aux classes exploiteuses sur la base du front unique.*

La bourgeoisie essaiera de rejeter tout le poids de la crise non seulement sur les ouvriers, mais aussi sur les travailleurs paysans, ainsi que sur la petite bourgeoisie des villes. Ce processus a déjà commencé. Le prix des produits de l'économie paysanne a déjà baissé fortement, alors que les monopoles industriels continuent à maintenir leurs prix à un niveau élevé. Les « ciseaux » s'ouvrent à nouveau au détriment des paysans. La crise agraire chronique, qui s'était adoucie pendant les deux dernières années où l'industrie fit une grosse consommation des matières premières agricoles, l'élimination de la production, la dégradation de l'agriculture, les mauvaises récoltes répétées, prendront à nouveau une forme très aiguë². Le processus d'expropriation des terres paysannes, la transformation des paysans en fermiers ou en ouvriers agricoles sans terre se fera à une cadence accélérée.

La petite bourgeoisie des villes, les artisans, les petits commerçants, les petits patrons, encore plus qu'avant, souffriront de la pression du capital financier. Le processus de centralisation du capital, la suppression des petits « propriétaires » indépendants dans les villes se précipiteront aussi. Les contradictions entre la petite bourgeoisie des villes et de la campagne avec la grosse bourgeoisie

¹ *Times* du 26 novembre 1937.

² Le revenu des fermiers et des paysans au cours de tout le cycle restait sensiblement en dessous de celui de 1929 et de toute la période du cycle précédent. Le revenu des fermiers américains était :

en 1929..... 10,5 milliards de dollars;

en 1930..... 7,9 — —

Quoique l'indice des denrées achetées par les fermiers soit tombé de 153 à 124, le revenu réel des fermiers pendant tout le cycle était chaque année du 1/2 milliard de dollars au-dessous de ce qu'il était en 1929.

s'accroîtra. La petite bourgeoisie essaiera de s'insurger contre la politique de la grosse bourgeoisie, contre le fait de reporter tout le fardeau de la crise sur les masses travailleuses. Mais la résistance ne pourra être couronnée de succès que dans la mesure où aura lieu l'union avec le prolétariat dans les cadres du Front populaire : ce succès n'est nullement possible, si la petite bourgeoisie tente d'entrer en lutte contre la grosse bourgeoisie séparément isolée du prolétariat.

La crise fortifiera les tendances fascistes à l'intérieur de la grosse bourgeoisie des pays démocratiques. Le Front populaire, lui, défendra contre les attaques du Capital autant les intérêts matériels que les libertés politiques du prolétariat et de la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne.

La grosse bourgeoisie des pays impérialistes tentera de transposer le fardeau de la crise sur les colonies. Et ce processus est déjà commencé. Les prix des denrées coloniales tombent avec une vitesse incroyable : les prix des denrées des entreprises monopolistes sont invariablement élevés. Le pillage des colonies au moyen d'échanges non-équivalents de leurs produits sur le marché mondial s'est sensiblement accru. Grâce à cela la situation des masses laborieuses dans les colonies s'aggrave, les contradictions entre les colonies et Etats impérialistes s'accroissent. C'est pour cela que le mouvement révolutionnaire aux colonies subira une nouvelle poussée.

La crise portera ces coups très durs aussi à la bourgeoisie, d'autant plus lourds, que le prolétariat et la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne seront unis dans la lutte contre le report du fardeau de la crise sur leurs épaules. La grosse bourgeoisie, avant tout dans les pays fascistes, cherchera pour cela, plus fortement qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant, une issue aux difficultés internes, dans le dénouement d'une guerre mondiale, dans un nouveau partage du monde. *Le début de la nouvelle crise signifie l'aggravation des dangers de guerre.*

L'accroissement de toutes les contradictions du capitalisme résultant de la crise, augmente les dangers de guerre contre l'Union soviétique d'autant plus que les contradictions entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S. sont maintenant plus aiguës, qu'à n'importe quel moment. En 1930 déjà, après le début de la crise, Staline déclara que ces contradictions décomposent et ébranlent les bases mêmes du capitalisme :

Bien plus, elle découvre jusqu'à la racine toutes les contradictions du capitalisme et les rassemble en un seul faisceau, en en faisant une question de vie ou de mort pour l'ordre capitaliste lui-même. Aussi, chaque fois que les contradictions du capitalisme commencent à s'aggraver, la bourgeoisie tourne ses regards du côté de l'U.R.S.S. : n'y aurait-il pas moyen de résoudre telle ou telle des contradictions prises ensemble aux dépens de l'U.R.S.S., de ce pays des Soviets, de cette citadelle de la révolution, qui, par le seul fait de son existence, révolutionne la classe ouvrière et les colonies, empêche de monter une nouvelle guerre, empêche les nouveaux partages du monde, empêche de régner en maître sur son vaste marché intérieur, si nécessaire aux capitalistes, maintenant surtout, en liaison avec la crise économique¹.

Maintenant qu'en U. R.S.S. le socialisme a triomphé définitivement et irrévocablement, quand la vie même a prouvé la supériorité du socialisme sur le capitalisme, la bourgeoisie réactionnaire, et en premier lieu les agresseurs fascistes, recherchent plus fortement maintenant qu'à n'importe quel autre moment, une issue dans une guerre contre-révolutionnaire au lieu d'une lutte « pacifique » des

¹ Staline : *Deux Bilans*, p. 14, Bureau d'éditions, Paris, 1936.

deux systèmes, lutte dans laquelle ils ont subi un échec évident. Avec l'aggravation de la crise les dangers de guerre contre-révolutionnaire contre l'U. R. S. S. grandiront.

L'éclatement d'une nouvelle crise économique signifie l'accentuation de toutes les contradictions fondamentales du monde capitaliste et exige des Partis communistes, de tous les antifascistes et des amis de la paix une lutte encore plus décisive pour le front unique et le Front populaire dans tous les pays.